

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MAI 1922.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919 relatives à la rente des chevrons de front.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, a pour objet principal de mettre au point et de compléter un certain nombre de dispositions de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires, en tenant compte des constatations faites et de la pratique acquise depuis la mise en vigueur de cette loi.

Élaborée au lendemain de l'armistice, celle-ci s'était avant tout préoccupée d'introduire dans une législation déjà fort ancienne, divers principes essentiels nouveaux, imposés par la situation issue de la guerre.

Le régime des pensions d'ancienneté ne subit pas de changements considérables; la loi nouvelle se borna, en ordre principal, à abaisser, d'une part, les limites d'âge et de durée de service que le législateur de 1838 avait fixées pour l'octroi de la pension aux officiers subalternes et à régler, d'autre part, certains cas particuliers dérivant des conditions dans lesquelles des militaires prirent ou reprirent du service au cours des hostilités.

La loi du 25 août 1920 compléta ces dispositions, en décrétant que pour les militaires pensionnés après le 1^{er} août 1914, la pension serait basée sur le traitement maximum afférent à leur grade, au lieu d'être calculée, comme auparavant, sur une annuité variable d'après le grade et l'ancienneté.

Modifiant totalement, en revanche, les dispositions antérieures y relatives et dont l'insuffisance ne pouvait être mise en doute, le législateur, désireux d'accorder aux victimes de la guerre les dédommagements légitimes dus à leur sacrifice et à leur dévouement, ouvrit beaucoup plus largement les droits à la pension pour blessures, infirmités ou maladies, il substitua de même, aux allocations dont les veuves et orphelins ne pouvaient bénéficier jadis que dans une

faible mesure, des pensions viagères calculées d'après un régime équitable et généreux; enfin, à défaut des veuves et orphelins, il reconnut des droits aux ascendants du militaire tué ou décédé dans des circonstances précisées par la loi.

Une œuvre urgente, autant que juste et généreuse, fut de la sorte réalisée, trop vaste et trop complexe cependant, pour qu'elle ait pu, dès l'origine, être exempte de tout défaut. Ainsi qu'il était à prévoir, l'expérience acquise par l'application de la loi a fait apparaître des lacunes et des imperfections auxquelles il importe de remédier, pour que la volonté du législateur soit nettement formulée. C'est le seul but que le présent projet de loi a eu en vue. Aussi ne porte-t-il pas atteinte aux principes fondamentaux de la loi du 23 novembre 1919, principes qu'on ne pourrait, du reste, modifier, sans s'exposer à devoir reviser les droits actuellement établis pour d'innombrables bénéficiaires. D'autre part, la situation financière du pays a interdit d'envisager toute modification ou innovation qui aurait pour conséquence d'imposer au Trésor des charges supplémentaires.

Le projet s'est donc borné à préciser et à compléter diverses dispositions, dans la mesure nécessaire pour écarter des difficultés d'application que la pratique a fait apparaître, pour supprimer les interprétations divergentes auxquelles certains textes ont donné lieu et pour que tous les droits légitimes puissent être reconnus sans contestation.

Au demeurant et pour plus de clarté, les modifications proposées sont justifiées ci-après, article par article.

* * *

ART. 2. — Aux termes du 3° de l'article 2 de la loi du 23 novembre 1919, les militaires au-dessous du rang d'officier peuvent faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, lorsqu'ils comptent vingt années au moins de service effectif.

Cette disposition ne peut évidemment viser que les militaires de carrière, appartenant aux corps et services proprement dits. Il a paru équitable d'autoriser ceux d'entre eux qui ne croient plus trouver dans le métier des armes des avantages suffisants, à jouir d'une pension à un âge où ils peuvent encore espérer se procurer des ressources supplémentaires en se créant, en dehors de l'armée, une situation, même modeste.

Mais dès qu'il s'agit de militaires, engagés en qualité d'artisans dans les établissements, corps ou services, semblable disposition cesse d'être légitime. La situation de l'artisan militaire n'est pas comparable, en effet, à celle du militaire de carrière; il perçoit le même salaire que les ouvriers civils; il exerce exclusivement son métier sans être soumis aux vicissitudes inhérentes au service militaire; il n'est pas exposé, comme celui qui abandonne l'armée, à devoir se créer, du jour au lendemain, une situation nouvelle, à laquelle la carrière militaire ne l'a point préparé. Il s'est, tout au contraire, constamment perfectionné dans les établissements qui l'ont employé, en même temps qu'il a joui d'avantages matériels notables.

Rien ne justifierait dès lors, qu'on autorisât l'ouvrier, qui a pu entrer jeune encore au service militaire, à bénéficier d'une pension après vingt ans de service,

c'est-à-dire à un âge où il a précisément atteint sa plus grande valeur professionnelle. Les établissements militaires s'exposeraient ainsi à perdre prématurément leurs meilleurs ouvriers, après les avoir formés ; à ce préjudice grave viendraient s'ajouter les charges aussi lourdes qu'injustifiées, que le Trésor public aurait à supporter.

Il est donc légitime que le personnel ouvrier de l'armée soit soumis à des conditions spéciales, pour ce qui regarde ses droits à la pension d'ancienneté. Aux termes du projet de loi, ces derniers s'ouvrent après trente-cinq années de service effectif, ou lorsque l'ayant droit est âgé de 55 ans et compte quinze années de service.

Tout en sauvegardant, dans la mesure nécessaire, les intérêts de l'armée, cette disposition applique aux artisans militaires un régime plus avantageux que celui auquel ils étaient soumis comme ouvriers civils ; il est stipulé, au surplus, que les anciens ouvriers civils militarisés ou permanents qui ont contracté un engagement militaire, ne pourront en aucun cas se voir attribuer une pension inférieure à la pension civile dont ils auraient bénéficié.

ART. 3. — La modification du littéra B est la conséquence immédiate de la disposition introduite dans l'article 2.

ART. 4. — Le texte actuel s'exprime comme suit :

« ART. 4. — Les années de service effectif se comptent à partir du jour où le militaire est entré au service actif comme volontaire ou milicien, mais seulement à partir de l'âge de 16 ans révolus, s'il est entré au service avant cet âge.

» Les années de service effectif accomplies par tous les officiers sont majorées, à titre d'études préliminaires, de deux ans. Toutefois, ces deux années sont portées à trois pour les anciens élèves de l'École militaire qui ont été nommés sous-lieutenant après le 6 mai 1888, à cinq ans pour les médecins, à quatre pour les pharmaciens et les vétérinaires. »

Le texte proposé complète le premier alinéa en précisant, pour lever tout doute à cet égard, le moment à partir duquel se compte les services effectifs des jeunes gens admis en qualité d'élève à l'École militaire. Il corrige une erreur du deuxième alinéa en remplaçant les mots « qui ont été nommés sous-lieutenant après le 6 mai 1888 » par les termes « qui ont été admis à cet établissement (École militaire) après le 6 mai 1888 ». Voici pourquoi :

L'attribution, par la loi du 6 mai 1888, d'une cinquième année de service (deux effectives plus trois supplémentaires) à titre d'études préliminaires, aux élèves de l'École militaire, est une conséquence de la modification apportée à la loi du 18 mars 1838, quant à l'âge d'admission à cet établissement. Sous le régime de cette dernière loi on entrait à l'École militaire à l'âge de 16 ans. Cet âge ayant été reporté à 17 ans par l'article 3 de la loi du 6 mai 1888, le législateur n'a pas voulu que l'officier admis à la retraite souffrit de cette modification et il lui a attribué, à titre de compensation, le bénéfice d'une cinquième année.

Il doit donc être entendu, ainsi que la Cour des Comptes l'a fait observer, que cette faveur n'est d'application qu'aux officiers *qui ont été admis* à l'École militaire après le 6 mai 1888.

ART. 6. — D'après le texte actuel, le temps passé dans un service civil donnant des droits à la pension, ne peut être compté pour la pension militaire que si la durée des services militaires effectifs est de *vingt* années au moins. Le projet réduit ce dernier nombre à *dix*. Il est apparu, en effet, que la disposition adoptée par la loi du 23 novembre était trop rigoureuse. Des agents ressortissant à des administrations civiles ont pris du service à l'armée, lors de la mobilisation; ils sont passés dans les cadres actifs, soit au cours de la campagne, soit après les hostilités, avec le désir de poursuivre leur carrière militaire; d'autres, pourtant, sont trop âgés pour atteindre les vingt années de services effectifs exigés par l'article 6, et sont ainsi exposés, non seulement à perdre le bénéfice des années accomplies dans une administration civile, mais encore à ne pas réunir les conditions exigées pour avoir droit à la pension militaire. La modification proposée a pour objet d'empêcher qu'un préjudice aussi grave puisse être causé à des serviteurs méritants.

ART. 8. — D'après le texte actuel, les militaires de carrière ne peuvent obtenir la pension d'invalidité consécutive aux blessures ou infirmités mentionnées à l'article 7, que si celles-ci les mettent hors d'état de continuer à servir; s'ils peuvent continuer à servir, la pension n'est susceptible de leur être accordée, que lorsqu'ils quittent définitivement le service. D'autre part, en vertu de l'article 66, le cumul d'une pension militaire d'invalidité n'est autorisé qu'avec le traitement afférent à un emploi *civil* de l'État. Il résulte donc de ces dispositions que les militaires appartenant aux cadres actifs ne peuvent bénéficier de la pension d'invalidité, aussi longtemps qu'ils restent en service. L'État, par conséquent, applique deux traitements différents à ses agents qui ont été mobilisés, suivant qu'ils sont militaires ou civils. Alors qu'il refuse aux premiers, tant qu'ils demeurent au service actif, la pension qui représente la réparation du préjudice physique subi en raison d'événements de guerre, il accorde, en revanche, cette réparation aux seconds, sans aucune restriction.

Cette inégalité ne peut subsister, l'État ayant le devoir de traiter d'identique façon tous ceux de ses agents qui, ayant accompli du service militaire pendant la guerre, ont de ce fait contracté des blessures ou infirmités ouvrant droit à la pension d'invalidité. C'est pour appliquer ce principe que les modifications proposées sont apportées aux articles 8 et 66. Ceux-ci autorisent donc les militaires, *invalides de guerre*, à être désormais admis à la pension d'invalidité tout en restant au service actif, à la seule condition que les affections motivant cette pension ne soient pas exposées en dehors des risques de guerre ou d'accident, à s'aggraver par l'exercice normal de leurs fonctions. Cette réserve s'impose; car il serait difficilement admissible que l'on maintint dans les rangs de l'armée active, avec tous les avantages afférents à cette situation, des militaires pour lesquels il serait établi que l'invalidité dont ils sont atteints doit inévitablement s'aggraver s'ils continuent d'exercer les fonctions de leur grade et de leur emploi.

La disposition nouvelle sortira ses effets à dater du premier du mois suivant sa promulgation et la pension d'invalidité sera réglée sur le grade occupé à cette date par les bénéficiaires.

Une rétroactivité de la mesure n'a pu être envisagée en raison des charges trop lourdes qu'elle imposerait au Trésor.

ART. 10. — Cet article précise dans quelles conditions le bénéfice de la présomption est accordé aux invalides de la guerre, en ce qui regarde la cause des affections dont ils sont atteints. La modification proposée complète le texte actuel en ajoutant au mot « constatées » ceux « ou qui sont prouvées avoir existé ». Elle se justifie, parce qu'en faisant de la constatation une condition impérative, on risque d'aboutir à une rigueur d'application telle, que dans certains cas le bénéfice de la présomption ne peut être accordé, même si on le juge équitable. A défaut de la « constatation » par un médecin, il faut donc permettre au militaire intéressé de prouver, s'il est en mesure de le faire par des attestations ou témoignages dignes de foi, que son invalidité a existé au cours de la période fixée par l'article 10 et doit être attribuée aux fatigues, dangers ou accidents du service militaire. Il appartiendra à la Commission compétente d'apprécier la valeur des preuves fournies.

Une disposition semblable a, du reste, été prévue par l'article 9 de l'arrêté royal du 4 mai 1920, pris en exécution de la loi du 23 novembre 1919; le complément apporté au texte de l'article 10 actuel, écartera certaines divergences d'interprétation qui se sont produites à ce sujet.

ART. 11. — Le texte annuel est le suivant :

« Si l'invalidité est reconnue permanente, la pension d'invalidité est accordée à titre définitif.

» Si l'invalidité est temporaire, la pension est accordée à titre provisoire pour un an. Elle pourra être renouvelée après chaque période d'un an, à un taux inférieur, égal ou supérieur au taux primitif.

» Après l'expiration de la troisième année, la situation de l'intéressé sera considérée consolidée et la pension sera supprimée ou convertie en pension définitive. »

Ce texte a donné lieu à discussion. D'autre part, tel qu'il est rédigé, il ne permet pas d'appliquer aux invalides de guerre les intentions réelles du législateur.

Le texte nouveau s'est efforcé de supprimer ces défauts. Le secondo précise donc nettement les conditions dans lesquelles la pension provisoire peut, d'une part, être accordée dans le cas d'invalidité temporaire et, d'autre part, être rendue définitive, renouvelée ou suspendue.

En stipulant, dans la loi du 23 novembre 1919, « qu'après l'expiration de la troisième année, la situation de l'intéressé (dont l'invalidité est temporaire) sera considérée consolidée et la pension sera supprimée ou convertie en pension définitive », le législateur a évidemment voulu que cette situation soit consolidée, en principe, trois ans après que l'invalidité a pris naissance. Le texte du troisième alinéa de l'ancien article 11 répond, du reste, à cette pensée, dans les cas normaux d'application, c'est-à-dire quand le militaire blessé ou devenu malade en service peut, à bref délai, faire constater son invalidité et se soumettre régulièrement, le cas échéant, aux visites annuelles prévues. Mais ce texte trahit involontairement

la pensée du législateur dès qu'il s'agit d'invalides de guerre, dont l'infirmité, la blessure ou la maladie place son origine au cours de la campagne 1914-1918, et qui, cependant, n'ont pu comparaître devant les Commissions chargées de constater leur invalidité qu'en 1920, 1921 ou 1922. A s'en tenir aux termes de la loi, ces invalides, si leur affection n'est pas reconnue définitive, pourront être astreints à recomparaître annuellement jusqu'en 1923 ou 1924, alors pourtant que l'origine de cette affection remonte à huit, neuf ou dix ans peut-être. Semblable situation est évidemment anormale et la disposition qui fait l'objet du tercio a pour objet d'y mettre fin; elle permettra, conformément à un vœu maintes fois exprimé, de consolider sans plus tarder la situation des invalides de guerre, au point de vue de leur pension. Au demeurant, aucun droit légitime ne pourra être lésé, l'arrêté royal pris en exécution de la loi accordant un délai de cinq ans pour faire valoir les titres éventuels à la pension du chef d'aggravation dans l'état de santé des intéressés.

Quant aux dispositions du 4^e de l'article 11, elles sont nécessaires pour régulariser une situation de fait due aux circonstances du moment; la pension d'invalidité prend cours en effet, dans de nombreux cas, le 1^{er} décembre 1919; si elle n'a été accordée qu'à titre provisoire, elle aurait dû cesser d'être payée après un an, or, il a été matériellement impossible de faire examiner tous les intéressés avant le 1^{er} décembre 1920; il est donc légitime que le paiement de la pension leur soit continué jusqu'à l'expiration du délai d'un an, prenant cours à l'époque où ils ont subi le premier examen destiné à constater leur invalidité.

ART. 12. — D'après le texte actuel, les blessures ou infirmités *causées* durant le service mais non par le fait du service, donnent seules droit à la pension réduite.

Cette disposition se justifie en temps normal. Mais pour les militaires ayant participé à la campagne, il convient de stipuler *l'aggravation* de blessures ou infirmités préexistantes ouvre également le droit à la pension réduite, lorsque cette aggravation s'est produite durant la période où ils ont été mobilisés.

L'article 12 confirmera ainsi une disposition prévue par l'arrêté-loi du 5 avril 1917, pour les militaires de rang subalterne, disposition dont, aux termes de l'article 68, ceux qui ont fait campagne peuvent réclamer, du reste, le bénéfice et la loi mettra fin aux difficultés d'interprétation et d'application qui se sont révélées à ce propos.

ART. 13. — Le texte actuel dispose ce qui suit :

« ART. 13. — Les veuves des militaires tués sur le champ de bataille ou morts par suite de blessures reçues, d'accidents éprouvés, ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, ont droit à une pension viagère pourvu que le mariage soit antérieur à la blessure, à l'origine ou à l'aggravation.

» Cette restriction ne s'applique pas aux femmes qui ont épousé un invalide de la guerre atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 60 %. Elles auront droit à la pension pour autant que le mariage ait été contracté dans les deux ans

de la pension de leur époux ou de la cessation des hostilités et que le mariage ait duré une année au moins.

» Quand un invalide de la guerre, en jouissance d'une pension d'invalidité de 60 % et plus, ou en possession de droits à cette pension, vient à décéder, sa veuve a droit si elle ne réunit pas les conditions pour l'obtention de la pension exigée dans les deux premiers alinéas, à une pension viagère équivalente au tiers du principal de la pension d'invalidité du mari, pourvu que le mariage existât au moment de la promulgation de la présente loi. »

Dans le texte nouveau, le premier alinéa est complété de façon que des droits à une pension puissent également être reconnus aux veuves (et du fait même aux orphelins ou autres ayants droit éventuels) des militaires dont le décès est dû à des blessures reçues, des accidents éprouvés ou des maladies contractées ou aggravées « durant le service » *mais non par le fait du service*, pourvu que les causes des blessures ou infirmités soient indépendantes de la volonté de ces militaires. Cette disposition est la conséquence logique de celle qui, en vertu de l'article 12, permet d'accorder une pension, à taux réduit, aux militaires ayant contracté une invalidité dans les circonstances reprises ci-dessus. Elle paraît, au surplus, d'autant plus équitable que, par suite de la lacune existant aujourd'hui dans la loi, des veuves et des orphelins se voient privés du bénéfice de celle-ci, bien que leur situation soit en tous points digne d'intérêt et que les circonstances dans lesquelles a succombé celui qui était leur soutien, justifient pleinement l'octroi d'une pension fixée au taux réduit par l'article 36, lui-même modifié par analogie avec les dispositions de l'article 30 de la loi.

La *rédaction* nouvelle du deuxième alinéa de l'article 13, supprime la condition qui fixe à 60 % au moins le degré d'invalidité dont un invalide de la guerre doit être atteint pour que sa veuve puisse bénéficier des dispositions de la loi. Il est apparu, en effet, que cette condition n'était pas rigoureusement équitable. Quand un invalide de la guerre vient à décéder, les droits éventuels de sa veuve à une pension doivent essentiellement dépendre, non du degré d'invalidité reconnu au défunt, mais de la relation de cause à effet entre le décès et l'invalidité provoquée par les fatigues et dangers de la guerre. C'est aux Commissions instituées à cette fin par la loi, qu'il doit appartenir de statuer à cet égard; elles pourront d'autant mieux le faire, en connaissance de cause que la disposition nouvelle prévue à l'article 15, impose aux ayants droit l'obligation d'établir cette relation de cause à effet, par la production d'attestations probantes.

D'autre part, les conditions actuellement imposées au mariage, par le deuxième alinéa, aboutissant à créer entre les invalides intéressés, des distinctions et des inégalités qu'il est malaisé de justifier, c'est, qu'en effet, les milliers de pensions à concéder par arrêté royal, prennent inévitablement cours à des dates fort différentes, il n'est pas logique, dès lors, d'établir une relation entre cette date et celle du mariage. C'est pourquoi, afin de placer tous les invalides de guerre dans les mêmes conditions, il est proposé d'exiger simplement que le mariage ait été contracté au plus tard cinq ans après la date fixée pour la démobilisation de l'armée (soit, pour les invalides de la guerre 1914-1918, avant le 1^{er} octobre 1924)

et qu'il ait duré une année au moins. Il a paru légitime de fixer les mêmes conditions dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 13, tout en maintenant, au surplus, le principe consacré par cet alinéa. Les modifications ainsi apportées à la loi permettront de donner satisfaction à des vœux justifiés.

C'est dans ce dernier but aussi qu'une disposition complémentaire à l'article 13 actuel permet d'accorder à la fille-mère, dont les enfants naturels ont été reconnus ou légitimés par application de la loi du 29 juillet 1921, le bénéfice de la pension prévue en faveur des veuves.

Ici, encore, l'expérience acquise a révélé l'existence de situations vraiment dignes d'une décision humaine et généreuse; il appartiendra, dans chaque cas, aux Commissions intéressées de s'enquérir et de juger en connaissance de cause. C'est pour tenir compte également, de constatations faites en appliquant la loi, qu'un texte nouveau autorise ces Commissions à refuser le bénéfice de la pension aux veuves et aux filles-mères, que leur conduite répréhensible a rendues indignes de l'obtenir.

ART. 14. — Le texte ne subit qu'une modification de détail, qui se justifie d'elle-même; aux mots « dans les formes » sont substituées les termes « dans les formes et dans les délais ».

ART. 15. — Cet article a introduit dans la loi une disposition généreuse, en précisant les conditions dans lesquelles le bénéfice de la présomption, quant aux causes du décès, est acquis de droit aux intéressés. Il est actuellement rédigé comme suit :

« Toutes les blessures constatées et toutes les maladies contractées ou aggravées pendant la période où le militaire a été mobilisé au cours de la guerre sont réputées, sauf preuve contraire, provenir de fatigues, dangers ou accidents du service, si le militaire est décédé dans le délai d'un an à partir du renvoi définitif dans ses foyers.

» La même présomption s'applique aux militaires décédés plus d'un an après leur rentrée dans leurs foyers, si leur décès se produit avant la promulgation de la présente loi ou dans les trois mois qui suivront cette promulgation.

» En vue de réserver tous droits éventuels, le militaire qui ne se considérerait pas comme guéri des blessures reçues ou des maladies contractées durant le service et par le fait du service, aurait à faire constater chaque année son état dans les conditions qui seront déterminées dans un arrêté royal. »

Ces dispositions ont été reproduites de la loi française du 31 mars 1919. Les prescriptions du troisième alinéa, pourtant, ont été, en général, mal comprises; elles paraissent, en effet, imposer à l'invalidé qui veut garantir les droits éventuels de sa veuve, l'obligation de faire annuellement constater son état. On s'est élevé, en France, aussi, contre cette disposition ambiguë et dans ce pays une loi du 28 juillet 1921 l'a remplacée par l'obligation pour les ayants droit, de joindre simplement à leur demande un rapport médical établissant la relation de cause à effet entre le décès et l'invalidité reconnus au défunt. C'est une disposition en tous points analogue, que la modification apportée au dernier alinéa de l'article 15 propose d'appliquer chez nous.

ART. 16. — Le texte actuel stipule :

« Lorsque le défunt laisse des enfants mineurs issus d'un mariage antérieur, le principal de la pension à laquelle aurait droit la veuve se partage également entre les deux lits.

» Une des parts est attribuée aux enfants du premier lit, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 21 ans; l'autre est attribuée à la veuve, et à son défaut, aux enfants issus de son mariage avec le défunt. Du vivant de la veuve, cette seconde part est majorée, s'il est nécessaire, de manière qu'elle ne soit pas inférieure à la pension fixée pour la veuve du soldat.

» Lorsque le droit à la pension s'éteint dans une des branches, sa part est ajoutée à celle de l'autre, si celle-ci est encore en possession de droits à pension.

» En cas de pluralité de mariage antérieurs, le partage de la pension s'effectue d'après les mêmes règles. »

Un exemple d'application fera comprendre la portée de la modification proposée au troisième alinéa.

Un soldat décédé laisse une veuve avec deux enfants, dont un du premier lit. Le partage de la pension se fera comme suit :

A l'enfant du premier lit : 750 francs ;

A la veuve et ses enfants : $750 + 300 = 1050$ francs, taux porté à 1,500 francs, qui est celui de la pension de veuve de soldat.

Quand l'enfant du premier lit atteindra l'âge de 21 ans, sa part, soit 750 francs, devra s'ajouter à celle de la veuve, dont la pension s'élèvera donc à $1,500 + 750 = 2,250$ francs, alors que normalement elle ne pourrait dépasser $1,500 + 300 = 1,800$ francs.

C'est précisément pour que cette anomalie ne puisse se produire, qu'il est nécessaire de compléter le troisième alinéa par l'amendement proposé.

ART. 17. — Deux modifications sont apportées au texte actuel.

Le premier alinéa est complété, d'abord, de façon à préciser que dans le cas envisagé la veuve est non seulement privée des droits à la pension, mais aussi des droits aux majorations.

Quant au deuxième alinéa, il est complété également, afin que les enfants soient considérés comme orphelins, aussi bien dans les cas d'indignité de la veuve que dans les cas de déchéance et que l'intéressée puisse être restituée dans ses droits, si elle est relevée de la déchéance encourue.

ART. 18. — Le texte actuel dispose ce qui suit :

« Si la veuve contracte un nouveau mariage, elle peut à l'expiration de l'année qui le suit et dans les conditions fixées dans l'arrêté royal, renoncer à sa pension. Dans ce cas, elle a droit au versement immédiat d'un capital représentant trois annuités de cette pension et celle-ci est, en outre, si le défunt a laissé des enfants mineurs, transférée sur leur tête jusqu'à la majorité du dernier d'entre eux.

» Si la veuve qui se remarie a déclaré vouloir conserver sa pension et qu'elle a des enfants mineurs issus de son mariage avec le décédé, la jouissance de la moitié de la pension est déléguée à ces enfants jusqu'à la majorité du dernier d'entre-eux; la jouissance des majorations leur appartient. » -

D'autre part, l'article 10 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires, qui est applicable aux veuves pensionnées antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 23 novembre 1919, prive de ces droits la veuve qui contracte un nouveau mariage.

Il se fait ainsi que les veuves de *militaires* se trouvent seules soumises aujourd'hui à un régime, que le législateur a jugé devoir abolir pour les veuves des agents et fonctionnaires civils.

En effet, l'article 1^{er} de la loi du 3 juin 1920, en abrogeant l'article 53 de la loi du 21 juillet 1844, ainsi que la loi du 18 décembre 1857, a eu pour conséquence de conserver aux veuves des civils susdits, qui se remarient, l'intégralité de leur pension. Il en était ainsi déjà, précédemment, pour les veuves titulaires d'une pension civile. D'autre part, un arrêté royal a accordé le même bénéfice aux titulaires d'une pension à charge de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée.

Il convient donc, pour qu'un régime uniforme soit appliqué à toutes les veuves des agents de l'État, militaires ou civils, de modifier l'article 18 dans le sens qui est proposé. Au surplus, la faculté précédemment reconnue, de renoncer à la pension en optant pour un capital équivalent à trois annuités, est si peu justifiée, que 2 ou 3 veuves seulement en ont usé, pour regretter ensuite une décision défavorable à leurs intérêts bien entendus et en faire grief à l'État.

ART. 21. — Il est relatif aux droits des épouses et des enfants mineurs des militaires disparus.

Le texte nouveau reproduit dans ses trois premiers alinéas le texte de la loi du 23 novembre 1919, sauf qu'il remplace les mots : « enfants mineurs du militaire décédé » par les mots « orphelins du militaire décédé » pour se conformer aux termes que la loi emploie partout ailleurs, et qu'il substitue la dénomination « Ministère de la Défense Nationale » à celle de « Ministère de la Guerre ».

L'article, enfin, est complété par un quatrième alinéa qui est la conséquence de la disposition nouvelle insérée dans l'article 13, en ce qui regarde les filles-mères.

ART. 22. — Cet article, qui établit les droits des ascendants est actuellement conçu comme suit :

« A défaut des ayants-droit désignés aux articles précédents, les père et mère du militaire décédé ou disparu, dans les conditions ouvrant à la veuve des droits à la pension, recevront une allocation, s'ils justifient qu'ils sont de nationalité belge, à moins qu'il ne s'agisse d'une mère résidant en Belgique ayant perdu, antérieurement à la mort de son fils, sa qualité de Belge, par suite de son mariage avec un sujet d'une nation neutre ou alliée, père de son fils décédé ».

Indépendamment de rectifications de détail, le texte proposé apporte aux dispositions ci-dessus des modifications importantes.

Le premier alinéa est conçu de façon que contrairement aux stipulations actuelles, qui ont donné lieu à tant de réclamations justifiées, l'allocation puisse être accordée à des parents de nationalité alliée ou neutre, qui ont perdu un fils dans les rangs de l'armée belge.

A la suite d'un premier examen, il avait paru d'abord que la solution strictement équitable consistait à se baser sur le principe de la réciprocité ou, en d'autres termes, à n'accorder l'allocation aux ascendants étrangers que dans la mesure où le Gouvernement dont ils sont ressortissants, accorde cette allocation aux ascendants belges ayant perdu un fils dans les rangs de son armée.

Si séduisante qu'elle soit, cette conception cependant n'est valable qu'en théorie. En pratique, elle aboutit à de multiples difficultés d'application et à des inégalités bien difficiles à justifier. C'est qu'en effet, les dispositions légales sur la matière varient sensiblement d'un pays à l'autre et sont sujettes, au surplus, à des modifications. Le principe de la réciprocité, par ailleurs, ne peut évidemment s'appliquer aux sujets des pays neutres, ceux-ci auraient donc droit dans tous les cas à l'allocation, alors qu'un sujet allié serait exposé à s'en voir refuser le bénéfice; la seule solution équitable consiste, dès lors à appliquer un traitement identique à tous les ayants-droit étrangers. C'est à cette solution qu'on s'est arrêté en France, où une loi du 28 juillet 1921 l'a sanctionnée. Les dispositions que le nouvel article 22 propose d'adopter chez nous, s'inspirent de la solution française; elles se bornent à subordonner l'octroi de l'allocation aux étrangers aux trois conditions légitimes que le projet de loi détermine.

Pour le reste, les dispositions complémentaires prévues dans la nouvelle rédaction de l'article 22, ont pour objet de résoudre certaines situations que les textes en vigueur n'ont pas envisagées et auxquelles, de ce fait, la loi actuelle n'a pu être appliquée de façon satisfaisante.

ART. 23. — Les changements apportés à cet article dérivent de ceux qui sont proposés à l'article 22 et s'inspirent du même ordre d'idées.

ART. 24. — Le texte actuel est le suivant :

« L'allocation est accordée pour trois ans et est renouvelable d'office pour des périodes de même durée, si les circonstances qui l'ont fait octroyer ne se sont pas modifiées.

» Pour les droits existants au moment de la promulgation de la présente loi, l'allocation prend cours à partir de cette promulgation. »

Ainsi qu'on le voit, tandis que les pensions et rentes de toute nature sont viagères, exception a été faite à cette règle en ce qui regarde l'allocation aux ascendants; elle est accordée, pour trois ans et renouvelable *si les circonstances qui l'ont fait octroyer ne se sont pas modifiées*.

Pour saisir la portée de cette restriction il faut se reporter au texte du projet de loi, tel qu'il fut déposé aux Chambres, au mois d'août 1919. Ce projet disposait, en effet, que l'allocation n'était pas due aux ascendants qui jouissaient d'un

revenu annuel de plus de 5,000 francs. Le principe de la revision périodique était, dès lors, fondé. Mais, il devait perdre toute raison d'être, du moment que le droit à l'allocation cessait d'être subordonné à des circonstances spéciales. Or c'est précisément ce que le législateur de 1919 a finalement décidé. Il n'a pas voulu que des conditions de fortune règlent l'octroi de l'allocation aux parents, pas plus qu'elles n'interviennent dans les droits des veuves et orphelins à la pension. La disposition du projet, concernant le revenu des ayants-droit n'a donc pas été reproduite dans la loi, et c'est par inadvertance, sans doute, que le premier alinéa de l'article 24 a été maintenu dans sa forme primitive.

L'allocation, tout comme la pension, doit donc être viagère et traitée comme celle-ci, sauf à voir son taux modifié dans les cas prévus aux articles 39 et 40, qui seront examinés plus loin. Quant à la restriction relative aux frères et sœurs, elle s'impose du fait même que l'allocation n'est accordée à ceux-ci que jusqu'à l'âge de 16 ans, à moins qu'ils ne soient infirmes et incapables de subvenir à leurs besoins.

Le deuxième alinéa du nouveau texte reproduit une disposition en vigueur. Le troisième est nécessaire pour que la légalité de l'arrêté royal d'exécution ne puisse être contestée.

ART. 25. — Il accorde aux enfants naturels reconnus le droit à la pension et précise dans quelles conditions ce droit leur est acquis. La modification proposée est simplement la conséquence obligée de la légitimation prévue par la loi du 29 juillet 1921.

ART. 26. — Cet article stipule :

« Les droits des ascendants du premier degré sont ouverts à toute personne qui justifie avoir recueilli, élevé et entretenu l'enfant orphelin ou abandonné et avoir remplacé ses parents auprès de lui jusqu'à son appel sous les drapeaux.

« Dans le cas d'abandon, les ascendants sont eux-mêmes déchus de leurs droits à l'allocation. »

Le complément que le projet propose d'apporter à ce texte a pour objet d'autoriser le partage de l'allocation, actuellement interdit, entre des ayants-droit qui peuvent légitimement se prévaloir de titres égaux ; les commissions compétentes pourront ainsi résoudre, de la façon la plus équitable, certains cas tout spéciaux, qu'une loi ne peut manifestement pas prévoir.

ART. 27. — Correction d'un « lapsus ».

ART. 28. — Il s'exprime actuellement comme suit :

« La pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire ; si, néanmoins, il demande sa retraite avant d'avoir au moins un an d'activité dans ce grade, la pension se règle sur le grade immédiatement inférieur. »

L'article 34, de son côté, prescrit que la pension d'invalidité se règle toujours sur le grade dont l'intéressé est revêtu. Il en résulte que, pour un même militaire, la pension d'ancienneté et la pension d'invalidité peuvent se voir calculées sur

des grades différents, ce qui constitue une anomalie d'autant moins justifiée, que c'est, en raison même de son invalidité, que l'intéressé a pu se trouver dans l'obligation de demander sa retraite. C'est cette anomalie que le texte nouveau fait disparaître.

Il précise au surplus, pour lever les doutes qui ont surgi à ce sujet, le grade sur lequel doit être réglée la pension d'ancienneté des militaires qui, à la suite d'une mesure prise à leur égard, ont cessé d'office d'appartenir à l'armée. Le droit éventuel des intéressés à une pension pour services accomplis *avant* qu'ils n'aient cessé de faire partie de l'armée, ne peut être contesté; il résulte des textes mêmes de la constitution des lois relatives aux pensions militaires, du code pénal militaire, de la jurisprudence établie en la matière. Mais il importe de déterminer nettement comment cette pension sera calculée, parce qu'au moment où les intéressés font valoir leurs droits, ils sont, en fait, dépossédés de tout grade militaire.

ART. 29. — Cet article accorde aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie, ainsi qu'aux gendarmes, une majoration de leur pension d'ancienneté calculée, suivant leur grade, à raison de 15, 10 ou 5 francs pour chaque période complète d'un an d'activité passé dans le corps de la gendarmerie.

Le complément proposé au texte actuel tend à faire disparaître une anomalie. Des sous-officiers de gendarmerie, en effet, ont au cours de la campagne, et par suite de la pénurie des cadres, été temporairement commissionnés au rang de sous-lieutenant dans une arme combattante, puis sont rentrés dans leur corps d'origine. Il est évidemment inadmissible que leur pension subisse de ce fait une réduction; l'équité oblige donc à faire compter comme période d'activité dans la gendarmerie, le temps qu'ils ont passé temporairement dans une autre arme, parce que leur concours y était nécessaire.

ART. 32. — Il contient actuellement la disposition suivante :

« Une indemnité spéciale de 500 à 3,600 francs peut être allouée aux mutilés qui, par leur infirmité, sont incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie et se trouvent obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne.

« Cette indemnité spéciale sera sujette à revision tout les trois ans. »

Ainsi qu'on le voit, ce texte vise exclusivement les *mutilés*. Le guide-barème des invalidités annexé à l'A. R., du 4 mai 1920 spécifie, des lors, que « par mutilation, il faut comprendre, ici, les pertes anatomiques et les pertes fonctionnelles, suites de lésions anatomiques d'origine traumatique. « Dans les cas ne répondant pas aux conditions ainsi définies, l'indemnité pour aide d'une tierce personne ne peut donc être allouée.

L'expérience, cependant, a fait constater que cette disposition était trop rigoureuse. Chargée d'étudier la question, la commission médico-légale instituée au Département de la Défense Nationale, a conclu à l'opportunité de compléter l'article 32 par le texte proposé. L'arrêté qui sera soumis à la signature du Roi, précisera nettement les quelques catégories de grande invalides, autres que les mutilés proprement dits, auxquels l'indemnité pour aide d'une tierce personne

pourra être accordée, dans les conditions que l'arrêté mentionnera. Aucune, extension abusive du bénéfice de la disposition prévue par l'article 32 ne sera donc possible ; en revanche, les pitoyables victimes de la guerre, écartées aujourd'hui de ce bénéfice, pourront obtenir l'indemnité qui, en toute justice leur est due.

ART. 33. — Cet article majore les pensions d'invalidité, suivant le degré de cette dernière, d'une somme qui varie de 30 à 300 francs, pour chaque enfant né ou à naître.

Le texte nouveau laisse subsister ce principe ; sa rédaction toutefois est un peu modifiée, par souci d'exactitude ; en outre, il stipule que la majoration de pension n'est accordée à l'invalidé que pour les enfants qui sont *à sa charge* ; cette disposition est nécessaire pour que certains intéressés, qui ont abandonné leurs enfants, ne puissent cependant, contrairement à toute équité, bénéficier de la majoration prévue. Il est stipulé, en outre, - - et ce doit être une règle générale dans tous les cas semblables — que cette majoration continuera de sortir ses effets après l'âge de 18 ans, si l'enfant est infirme et incapable de subvenir à sa subsistance.

ART. 34. — La modification apportée est en rapport immédiat avec les dispositions complémentaires de l'article 28.

ART. 36. — Il fixe le taux des pensions accordées aux veuves.

Le complément proposé à cet article est la conséquence de la modification apportée à l'article 13 et a déjà été justifié lors de l'examen de ce dernier ; il tend à appliquer aux veuves considérées des dispositions identiques à celles que l'article 30 prévoit pour les militaires pensionnés aux taux réduit, en vertu des articles 12 et 30.

ART. 37. — Le texte actuel dispose :

« La pension de la veuve et de l'épouse du militaire disparu est majorée de 300 francs pour chaque enfant de moins de 18 ans. »

Le texte nouveau fait disparaître la limite d'âge dans le cas d'infirmité et complète le précédent en s'inspirant des dispositions du Code civil, de façon qu'une veuve ne puisse bénéficier d'une majoration de pension pour un ou des enfants dont la paternité ne peut, manifestement, être attribuée à son époux défunt.

ART. 39 et 40. — Ils sont actuellement conçus comme suit :

« ART. 39. — Les allocations mentionnées à l'article 22 sont fixées comme suit :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le père et la mère conjointement fr.	800	500
Pour le père	400	300
Pour la mère veuve, divorcée ou non mariée . . .	800	500
Pour la mère veuve, remariée ou qui a contracté mariage depuis le décès du militaire	400	300

» Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

» Si le père ou la mère ont perdu plusieurs enfants des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées sous les drapeaux, l'allocation sera augmentée de 300 francs pour chaque enfant décédé à partir du deuxième inclusivement. »

ART. 40. — Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit dans chaque ligne :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand'père et la grand'mère conjointement et séparément. fr.	600	400
Pour le grand'père et la grand'mère remarié . . .	300	200

« Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladie contractées ou aggravées depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus ».

Les modifications proposées ont pour objet :

1^o de tenir compte, d'une part, des dispositions nouvelles des articles 22, 23 et 24 et de mieux préciser, d'autre part, les catégories d'ayants droit auxquelles s'appliquent les différents taux de l'allocation ;

2^o d'envisager le cas, non prévu par le texte en vigueur, où parmi les enfants perdus par des époux, se trouve un enfant naturel reconnu de l'un deux ;

ART. 43. — Il est actuellement conçu comme suit :

« La pension pour ancienneté de service peut s'ajouter à la pension d'invalidité.

» Toutefois, le total de la pension d'ancienneté et du principal de la pension d'invalidité ne pourra dépasser le maximum de la pension d'ancienneté qu'il est possible d'atteindre dans le grade considéré, augmenté du taux de la pension d'invalidité du soldat atteint de la même infirmité.

» La détermination du maximum de la pension d'ancienneté se fera éventuellement en tenant compte du bénéfice supplémentaire des années de campagne (articles 51 et 52) ; quant à la pension d'invalidité du soldat dont il est question ci-dessus, elle comprendra éventuellement la majoration de 50 % prévue à l'article 30. »

La restriction apportée par les deuxième et troisième alinéas, au principe que le premier énonce, n'a jamais été bien justifiée et a suscité des critiques qui paraissent fondées. Elle tend, en effet, à léser un certain nombre d'officiers et de militaires de rang subalterne, d'autant plus digne d'intérêt, pourtant, qu'ils comptent un maximum d'années de service et d'années de campagne et qu'ils sont, au surplus, invalides de guerre. Quoi qu'il en soit des raisons pour lesquelles cette restriction fut inscrite dans la loi en 1919, elle cesse nécessai-

rement d'avoir toute raison d'être, du moment qu'une disposition nouvelle (art. 8 et 66) autorise aujourd'hui le cumul intégral de la pension d'invalidité avec le traitement d'activité. La suppression des deux derniers alinéa de l'article 43 s'impose donc.

Art. 46. — Cet article prévoit de quelle manière sera fixée la pension des militaires retraités ou démissionnaires avant le 1^{er} août 1914 et qui ont repris du service au cours des hostilités. Il a été nécessaire de la modifier, pour régler certaines situations que le texte primitif avait omis d'envisager.

Le litt. *a* reproduit le premier alinéa ancien, tel qu'il a été modifié par la loi du 25 août 1920.

Le litt. *b* prévoit le cas des militaires retraités avant le 1^{er} août 1914 et qui, peu nombreux d'ailleurs, ont été réintégrés dans les rangs de l'armée active. Ils ont, du fait même, cessé d'être pensionnés; il importe donc de préciser comment leur pension ultérieure sera déterminée.

Le litt. *c* reproduit une disposition de l'article 46 sauf qu'au lieu de s'appliquer uniquement aux militaires qui étaient, avant le 1^{er} août 1914, en jouissance d'une pension d'infirmités, il est étendu, pour éviter toute équivoque, à tous ceux qui feraient valoir une aggravation d'infirmités existantes avant cette date.

Le littéra *d* se rapporte à un cas non prévu dans l'article 46 actuel.

Le littéra *e* reproduit le dernier alinéa de cet article qui traite des militaires démissionnés, tout en restreignant son application à ceux d'entre eux qui ne jouissent pas d'une pension d'invalidité, attendu que les droits de ces derniers résultent des dispositions mêmes de la loi (article 2, 4^e notamment).

Le littéra *f* accorde une majoration de leur pension d'ancienneté, au moment où ils seront relevés de leurs fonctions aux officiers admis au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre 1919. L'octroi de cette majoration se justifie parce que ces officiers, pensionnés pour blessures, maladies ou infirmités, contractées du fait de la guerre, ont été maintenus dans certains emplois déterminés, jusqu'à l'âge de 55 ans au plus, et que les nouveaux services ainsi accomplis, doivent légitimement entrer en ligne de compte pour la fixation de leur pension définitive.

Le littéra *g* est nécessaire, de son côté, pour résoudre une situation spéciale qu'aucune disposition de loi n'envisage.

Le littéra *h* enfin, a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles les officiers de réserve pensionnés, qui se soumettront à des rappels en temps de paix, pourront obtenir une revision ou une majoration, soit de leur pension d'ancienneté, soit de leur pension d'invalidité,

Art. 53. — L'article 51 stipule que le temps passé aux armées mises sur pied de guerre sera compté double dans le règlement de la pension d'ancienneté; l'article 52 dispose, de son côté, que le temps donnant droit à l'attribution des chevrons du front sera compté triple. Quant à l'article 53, qui doit préciser comment s'établit la supputation du bénéfice prévu par chacun des articles précédents, il s'exprime actuellement comme suit :

« La supputation du bénéfice accordé par chacun des articles 51 et 52 ci-

dessus, se fait en totalisant les périodes de service à faire valoir, la fraction de mois que comporte éventuellement le total étant comptée pour un mois.

» Toutefois, en ce qui concerne le bénéfice accordé par l'article 51 pour la campagne de 1914-1918 et la campagne de 1870, si ce total comporte une fraction d'année, cette fraction sera acceptée pour une année entière. »

Or ce texte, faute de précision suffisante, prête à équivoque. Les intentions qui ont présidé à son élaboration, ne sont cependant pas douteuses. S'inspirant des dispositions de la loi de 1838, qui fait compter pour une année entière la fraction d'année passée en service de guerre, on a voulu supputer de semblable façon, le temps se rapportant soit à la mobilisation de 1914-1918, soit à la mobilisation de 1870; on a voulu de même que pour le temps donnant droit aux chevrons de front, la fraction de mois fut comptée pour un mois. Mais la rédaction de l'article 53 n'exprimant pas assez clairement ces intentions, il est nécessaire de la modifier dans le sens qui est proposé, de façon qu'aucun doute ne puisse subsister.

Art. 57. — Au texte actuel, on a ajouté les mots : « ainsi que les pensions de leurs veuves, orphelins ou autres ayants-droit éventuels », afin d'établir que ces pensions, comme il est légitime, soient réglées également d'après les assimilations de grade prévues par cet article. D'autre part, la dénomination : « personnel subalterne » a été substituée à celle de : « sous-officiers et soldats » qui est inexacte.

Art 58. — Cet article dispose que la pension d'ancienneté est majorée, en raison d'années d'activité dans le grade, dans les proportions indiquées par un tableau qui figure dans le texte.

Le pénultième alinéa dit ensuite :

« Les dispositions du tableau ci-dessus ne peuvent jamais avoir pour conséquence d'attribuer à un militaire d'un grade déterminé une pension inférieure à celle qu'il aurait obtenue s'il n'avait pas fait l'objet d'une promotion à ce grade. Dans ce cas, c'est la pension du grade précédent qui sera octroyée ; elle sera déterminée comme si la promotion n'avait pas eu lieu ».

Or dans certain cas, ce texte prête à confusion. Maintes fois, en effet, des sergents ont été promus directement sous-lieutenant ; si leur pension devait être calculée sur celle du grade précédent ce dernier, c'est celle d'adjudant qu'il faudrait leur octroyer ; s'il fallait, d'autre part, la déterminer comme si la promotion n'avait pas eu lieu, c'est au grade de sergent qu'il faudrait se rapporter.

Le 1^{er} du nouveau texte proposé précise comment il faut procéder, de façon à écarter toute équivoque et à sauvegarder les intérêts légitimes des ayants-droit envisagés.

Quant au 2^o il corrige simplement un « lapsus » du texte actuel.

ART. 59. — Il est actuellement rédigé comme suit :

« Les rentes afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II	100 francs.
Ordre de la Couronne.	150 »
Ordre de Léopold	200 »

» La moitié du montant de ces rentes est réversible aux veuves et orphelins des militaires qui en étaient titulaires.

» Ces rentes peuvent être cumulées. »

La modification apportée au premier alinéa a pour objet de permettre l'octroi de la rente aux militaires qui, après avoir été revêtus d'une commission, ont été replacés à un rang inférieur à celui d'officier.

Le texte actuel, prescrivant que la moitié du montant de ces rentes est réversible aux veuves et orphelins des militaires qui en étaient titulaires, a été complètement modifié, dans le but de répondre au désir que le législateur avait en vue, tout en assurant une réalisation pratique aussi simple que possible.

En s'en tenant au texte actuel, la rente ne serait réversible qu'aux veuves et orphelins des militaires *qui étaient titulaires de la rente*, c'est-à-dire qui, de leur vivant ont obtenu celle-ci du chef des décorations dont ils étaient porteurs, que ce soit pour fait de guerre ou simplement pour ancienneté de service. Or cette disposition ne répond nullement aux intentions qui ont fait introduire dans la loi le principe de la réversibilité, qu'elle ignorait auparavant. Ce que le législateur a essentiellement voulu, c'est que les veuves et orphelins de guerre eussent droit à la moitié de la rente afférente aux décorations accordées, soit de leur vivant, soit à titre posthume, aux militaires tués, disparus ou morts des suites de blessures reçues, d'accidents éprouvés, de maladies contractées du fait de leur service pendant la guerre. Or, toutes ces veuves ayant droit à la pension prévue par la loi, la seule façon pratique de satisfaire au désir du législateur, est de majorer uniformément cette pension de 50 francs, soit la moitié de la rente de 100 francs qui correspond à la croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold II dont, en règle générale, les militaires en cause ont été décorés. Comme les dossiers de ces veuves sont constitués et leurs droits établis, la besogne administrative et les formalités pour la justification vis-à-vis de la Cour des Comptes seront réduites au minimum. Une majoration supplémentaire de la pension des veuves ou orphelins, sera accordée au surplus, dans les cas peu nombreux où les militaires décédés auraient été décorés, soit de l'Ordre de la Couronne, soit de l'Ordre de Léopold avec attribution de la palme, c'est-à-dire pour fait de guerre.

Par contre, si l'on maintenait le principe de la réversibilité dans le sens de l'article 59 actuel, étendu à tous les cas de décoration accordée à titre posthume, on se verrait dans l'obligation de constituer des dossiers particuliers pour des milliers de veuves, de prendre des arrêtés royaux leur accordant la rente, de leur délivrer pour celle-ci — soit 50 francs par an en règle générale — un brevet

séparé; indépendamment de cette lourde besogne administrative, on se heurterait à d'inévitables complications, du fait que les arrêtés royaux accordant un ordre national à titre posthume, datent pour la plupart de 1920, 1921, voire 1922, alors que le bénéfice de l'article 58 s'applique à dater du 1^{er} décembre 1919, pour les droits acquis avant cette date.

Ce sont ces difficultés que la disposition proposée a voulu éviter, tout en répondant à une volonté que le texte actuellement en vigueur ne permet pas de réaliser. Quant à la réversibilité de la rente, aux veuves qui ne sont pas dans les conditions pour avoir droit à une pension, elle ne se justifie pas plus aujourd'hui qu'elle le faisait jadis et il n'y a donc pas lieu de la prévoir.

ART. 61. — Le texte actuel dit :

« Lors de la liquidation des arriérés relatifs aux pensions ou indemnités en tenant lieu, on défalquera les sommes que les intéressés ont reçues à charge du Budget de la Guerre, en attendant la liquidation définitive de leur pension. Toutefois, si les sommes reçues étaient supérieures aux droits nouveaux, l'excédent resterait acquis aux intéressés. »

Le complément qui y est apporté est la conséquence obligée des dispositions dont certaines veuves ont bénéficié et qui avaient été perdues de vue par le législateur de 1919.

Lorsque leur époux était agent d'une administration de l'État, elles ont été autorisées, en effet, si elles y avaient avantage, à percevoir en attendant le règlement de leur pension, le traitement ou salaire payé par cette administration, en lieu et place du traitement ou de la solde payable à charge du Budget de la guerre. C'est l'évidence même, dès lors, que les prescriptions de l'article 61 doivent également s'appliquer aux cas de l'espèce. La disposition nouvelle prévue à cette fin a fait, du reste, l'objet d'un accord entre tous les départements intéressés.

ART. 63. — Cet article a été modifié par l'article 3 de la loi du 9 août 1920 relative aux opérations de prêt à faire aux invalides de la guerre.

Comme cette loi traite d'un objet tout particulier il convient pour écarter toute possibilité d'équivoque, de reprendre séparément ici le texte de son article 3, afin de préciser l'exacte rédaction de l'article 63 modifié. Celui-ci est, en outre, complété par la disposition qui fait l'objet du dernier alinéa, disposition nécessaire pour éviter toute contestation à ce sujet. Il est évident, en effet, pour ne citer qu'un exemple, que si la veuve sans enfant vient à décéder, les parents du militaire défunt ne peuvent se baser sur le fait que la pension n'est plus servie à cette veuve, pour revendiquer des droits à l'allocation revenant aux ascendants.

ART. 64. — L'obligation d'insérer au *Moniteur* les arrêtés accordant les pensions a été supprimée, cette formalité superflue entraînant à des pertes de temps et d'argent.

ART. 65. — Le texte actuel est conçu comme suit :

« Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est suspendu :

» Par la condamnation à une peine afflictive ou infamante, pendant la durée de la peine;

» Par les circonstances qui font perdre la qualité de Belge, pendant la privation de cette qualité. »

Les modifications qui y sont apportées tendent d'abord à préciser davantage les cas dans lesquels le droit aux pensions doit être suspendu. Les dispositions nouvelles se justifient d'elles-mêmes, en ce qui regarde les litt. *a*, *b* et *c* du 1°. Quant au litt. *d*, il complète le texte ancien relatif au cas où les intéressés perdent la qualité de Belge, en faisant exception pour les veuves qui cessent de posséder cette qualité, par suite du décès de l'époux ou du fait d'un nouveau mariage, et pour autant qu'elles n'acquièrent pas ainsi la nationalité d'un des pays ayant été en guerre avec la Belgique; ces dispositions sont en harmonie avec celles qui ont été exposées à l'article 18 et en vertu desquelles la veuve qui se remarie conserve ses droits à la pension.

Le 2° du texte nouveau écarte le doute qui pourrait actuellement subsister, quant au droit, pour les étrangers ayant servi dans les rangs de l'armée belge et pour leurs veuves et orphelins, à bénéficier des dispositions de la loi; ce droit ne paraît pas pouvoir être contesté.

Le 3° enfin, par analogie avec les prescriptions de l'article 17 accorde aux enfants mineurs le droit d'être traités comme orphelins, lorsque la mère est privée de la pension.

ART. 66. — Le complément proposé à cet article a été justifié en même temps que la modification apportée à l'article 8.

ART. 67. — Il est actuellement rédigé comme suit :

« Art. 67 : Un arrêté royal déterminera la formation et le fonctionnement des Commissions qui seront chargées de statuer sur les droits aux pensions et allocations prévues par la présente loi, autres que les pensions d'ancienneté.

» Ces Commissions comprendront, en ce qui concerne les pensions d'invalidité, un tiers au moins d'invalides dont l'invalidité sera supérieure à 50 %.

» Leurs décisions seront susceptibles d'appel : le recours sera porté devant une juridiction supérieure, composée par tiers, de magistrats, d'invalides de la qualité dite ci-dessus et de fonctionnaires. L'instruction de ces affaires se fera sans frais. »

Or, il existe trois catégories distinctes de Commissions : celles qui statuent sur les droits aux pensions d'invalidité, celles qui examinent les droits des veuves, orphelins et ascendants à la pension ou à l'allocation; la Commission supérieure d'appel, enfin, devant laquelle sont introduites les recours éventuels contre les décisions des Commissions précédentes.

Il est nécessaire que la loi définisse nettement et séparément la mission de chacune d'elles. C'est dans ce but que l'article 67 est modifié dans le sens proposé.

En ce qui regarde les premières Commissions, la condition relative au pourcentage d'invalidité exigé des membres invalides, a été supprimée pour tenir compte des observations faites à ce sujet par la Fédération Nationale des Invalides de la guerre. Celle-ci, en effet, éprouve souvent les plus grandes difficultés à se conformer aux prescriptions actuelles, pour proposer des membres aptes à siéger dans les commissions en cause. C'est que le degré d'invalidité n'est pas seul à envisager; il faut d'abord trouver des candidats disposant du temps nécessaire; il faut ensuite qu'ils aient la compétence indispensable pour remplir utilement leur mission. Il convient, dès lors, de laisser à la Fédération Nationale des Invalides, d'ailleurs responsable des candidatures qu'elle présente, la plus grande latitude possible. Il en est ainsi, du reste, en France, où aucune condition relative au pourcentage d'invalidité n'a jamais été imposée dans le choix des membres.

D'autre part, il est précisé que les Commissions chargées de l'examen des militaires *ayant participé à la campagne*, doivent seules comprendre un tiers, au moins, de membres invalides de guerre. C'est ce que le législateur de 1919 a voulu; mais, préoccupé, surtout à ce moment, de la situation de ces militaires, il n'a pas eu son attention suffisamment attirée sur les cas normaux *du temps de paix*, auxquels la loi est également applicable. Il suffit, cependant, pour l'examen de ces cas, de disposer de Commissions semblables à celles qui fonctionnaient déjà avant la guerre, lesquelles étaient présidées par l'autorité militaire territoriale et composées d'officiers et de médecins en activité de service.

En revenant à cette procédure, les Commissions provinciales des pensions militaires d'invalidité (C. P. P. M. I.) qui fonctionnent actuellement, pourront consacrer toute leur activité à l'examen exclusif des invalides de guerre et terminer leurs travaux dans le plus bref délai.

Dès que ces travaux tireront à leur fin, on ne devra maintenir en fonctions que le nombre de C. P. P. M. I. indispensable pour statuer : soit sur les droits des invalides de guerre, qui doivent être réexaminés, parce qu'en jouissance d'une pension provisoire, ou parce qu'ils feraient valoir une aggravation de leurs infirmités, soit sur les droits des combattants, actuellement encore au service actif, qui feraient valoir ultérieurement leurs titres à une pension d'invalidité.

Quant aux Commissions chargées de statuer sur les droits des veuves, orphelins et ascendants, il est clair que leur intervention ne se justifie que dans les cas où les droits ne sont pas indiscutablement établis. Il serait aussi absurde qu'onéreux pour le Trésor, d'obliger ces Commissions, par pur formalisme, à examiner les quelque 25,000 dossiers d'intéressés qui, sans contestation possible, se trouvent dans les conditions prévues par la loi, pour bénéficier de la pension ou de l'allocation. C'est ainsi, pourtant, qu'il faudrait procéder si l'on s'en tenait à la lettre de l'article 67 actuel; il a donc fallu modifier son texte dans le sens proposé, pour rester dans la logique et écarter toute contestation possible.

L'alinéa relatif à la juridiction d'appel, enfin, a dû être mis en concordance avec les dispositions qui le précèdent.

Outre les amendements qu'il apporte à la loi du 23 novembre 1919, le projet de loi qui vous est soumis propose de modifier l'article 6 de la loi du 25 août 1920, lequel dispose actuellement :

« Le traitement servant de base à la pension est le maximum attribué au grade dont est porteur l'intéressé au moment de sa mise à la pension. »

Le nouveau texte précise d'abord qu'il s'agit du grade dont l'intéressé est porteur ou auquel il est assimilé. Il prévoit ensuite une exception nécessaire à la règle générale en ce qui regarde les musiciens ; ceux-ci jouissent, en effet, d'un traitement particulier et il est donc légitime que leur pension puisse être calculée sur celui-ci et non sur le traitement, généralement inférieur, du grade auquel ils sont assimilés.

Enfin, l'article 4 du projet apporte à la loi du 1^{er} juin 1919, en ce qui regarde la rente des chevrons de front, les modifications nécessaires pour mettre les dispositions de cette loi en harmonie avec celles de la loi du 23 novembre 1919, elle-même complétée et modifiée. Comme on s'est borné, à cette fin, à reproduire des textes déjà justifiés antérieurement, il n'y a plus lieu de s'étendre sur l'opportunité des modifications proposées. Il n'en est qu'une qui soit particulière à la loi du 1^{er} juin 1919 : c'est celle qui se rapporte au dernier alinéa de l'article 9 ; cet article dispose actuellement que la rente des chevrons de front est payable à l'âge de 55 ans pour les militaires porteurs de un à quatre chevrons ; à l'âge de 50 ans pour les militaires porteurs de cinq à huit chevrons ; à l'âge de 55 ans pour les infirmières, quel que soit le nombre de chevrons. Il est proposé, conformément à un vœu exprimé par la Fédération Nationale des Invalides de la guerre, de rendre la rente payable à 50 ans, dans tous les cas, pour les invalides en jouissance d'une pension définitive ou dont les droits à cette pension sont établis.

Pour le reste, on trouvera ci-dessous, à titre documentaire, le texte actuel des articles 10 à 14, 17 et 22, et l'on pourra se rendre compte ainsi de la portée exacte des changements proposés.

ART. 10. — En cas de décès du militaire, sa veuve touchera la rente à laquelle il aurait eu droit. En cas de décès de la veuve, la rente sera attribuée aux enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint respectivement à l'âge de dix-huit ans.

ART. 11. — Si le bénéficiaire vient à mourir après l'échéance de la rente, celle-ci sera dévolue à sa veuve et, à son défaut, à ses enfants, dans les conditions énoncées ci-dessus.

ART. 12. — En cas de divorce ou de séparation de corps prononcé contre l'épouse, celle-ci sera déchue des avantages stipulés au présent titre. La rente sera reversée sur la tête des enfants communs jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis.

ART. 13. — Si la veuve se remarie, la rente sera dévolue pour moitié aux enfants du premier lit.

ART. 14. — Si le militaire est décédé pendant la campagne des suites de blessure ou de maladie contractée dans le service, sa veuve et, à son défaut, ses enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans, bénéficieront de la rente.

ART. 17. — Les dispositions prévues aux titres I et II en faveur de la veuve et de la famille du militaire décédé sont applicables à l'épouse et à la famille de celui qui est signalé comme « disparu ».

ART. 22. — Les droits à l'obtention et à la jouissance de l'allocation de famille ainsi que la rente des chevrons, sont suspendus dans les cas prévus à l'article 27 de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires.

*
* *

Telles sont les considérations qui justifient les dispositions du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre. Je me permets, en même temps, d'attirer son attention sur le caractère d'urgence qui s'attache à la plupart des modifications proposées à la législation en vigueur, et qui seules permettront de régulariser de nombreuses situations actuellement tenues en suspens, comme de résoudre équitablement bien des cas dignes d'intérêt, auxquels une suite favorable n'a pu être donnée jusqu'ici.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MEI 1922.

Wetsontwerp tot wijziging der wetten op de militaire pensioenen evenals der beschikkingen van de wet van 1 Juni 1919 op de rente wegens frontstrepen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNHEEREN,

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen voor te leggen, heeft tot voornaamste doel een zeker aantal beschikkingen der wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen, bij te werken en aan te vullen, onder inachtneming der opgedane bevindingen en der verworven ervaring, sedert de invoering dezer wet.

Kort na den wapenstilstand uitgewerkt, streefde deze wet er vooral naar, in eene reeds zeer oude wetgeving, tal van nieuwe hoofdzakelijke beginsels in te voeren, noodzakelijk geworden door den uit den oorlog ontstanen toestand.

Het stelsel der ouderdomspensioenen ondergaat geene aanzienlijke veranderingen; de nieuwe wet bepaalde er zich, in hoofdzaak, bij, eenerzijds, de ouderdoms- en diensttijdgrenzen te verlagen, die de wetgever van 1838 had vastgesteld voor de toekenning van het pensioen, aan de lagere officieren, en, anderzijds, sommige bijzondere gevallen te regelen ontstaan uit de omstandigheden, waarin sommige militairen in den loop der vijandelijkheden dienst hebben genomen of hernomen.

De wet van 25 Augustus 1920 vulde deze beschikkingen aan toen zij bepaalde dat het pensioen voor de na den 1 Augustus 1914 gepensioneerde militairen, zou berekend worden op grond der hoogste wedde van hunnen graad, in plaats van, zooals vroeger, op eene annuïteit verschillend volgens graad en dienstouderdom.

Terwijl hij, daarentegen, de vroegere erop betrek hebbende beschikkingen, die zonder twijfel onvoldoende waren, gansch wijzigde, opende de wetgever, die de slachtoffers van den oorlog eene billijke schadevergoeding voor hunne opoffering en hunne toewijding wilde verleenen, veel ruimere rechten op het pensioen wegens kwetsuren, lichaamsgebreken of ziekten; ook voerde hij levenslange

pensioenen in, berekend volgens een billijk en edelmoedig stelsel, ter vervanging der tegemoetkomingen, die de weduwen en weezen vroeger alleen in geringe mate konden genieten; eindelijk kende hij, bij ontstentenis van weduwen en weezen, rechten toe aan de verwanten in opgaande lijn, van den in de bij de wet bepaalde omstandigheden gesneuvelden of overleden militair.

Zoodoende werd er een even rechtmatig als edelmoedig, dringend werk verwezenlijkt, dat echter te omvangrijk en te ingewikkeld was om, van den beginne af, vrij te wezen van alle gebrek. Zooals er kon voorzien worden, heeft de onder de toepassing der wet opgedane ervaring, leemten en onvolmaaktheden aangetoond, die moeten verdwijnen om de bedoeling van den wetgever duidelijk te maken. Dit is 't eenigste doel dat onderhavig wetsontwerp nastreeft. Ook wijkt het niet af van de grondbeginselen der wet van 23^e November 1919, beginselen die men, overigens, niet zou kunnen wijzigen, zonder gevaar te loopen de thans vastgestelde rechten te moeten herzien voor talloze belanghebbenden. Anderzijds, laat de financieele toestand van het land niet toe eenige wijziging of nieuwigheid in te voeren, die nieuwe lasten voor de Schatkist zouden navoeren.

Het ontwerp bepaalt er zich dus bij verschillende beschikkingen nauwkeurig te bepalen en aan te vullen, in de noodige mate, om de moeilijkheden van toepassing uit den weg te ruimen, die de praktijk heeft aangetoond, om de uiteenlopende opvattingen te beletten, waartoe sommige teksten aanleiding hebben gegeven, en opdat alle wettige rechten zonder betwisting zouden kunnen erkend worden.

De voorgestelde wijzigingen worden, trouwens, duidelijkheidshalve, hieronder gerechtvaardigd, artikel per artikel.

* * *

ART. 2. — Luidens het 3^e van artikel 2 der wet van 23^e November 1919, kunnen de militairen beneden den rang van officier, hunne rechten op een rustpensioen wegens dienstouderdom doen gelden, wanneer zij ten minste twintig jaar werkelijken dienst hebben.

Deze beschikking kan natuurlijk alleen de beroepsmilitairen bedoelen, die tot de eigenlijke korpsen en diensten behooren.

Het scheen billijk hen, die in den krijgsveldt geen voldoende voordeelen meer meenen te vinden, een pensioen te laten genieten op eenen ouderdom waarop zij nog kunnen hopen, buiten het leger, eene andere, was het zelfs een nederige plaats te vinden, om hun bestaan te verbeteren.

Wanneer het, echter, militairen geldt, die dienst hebben genomen als ambachtslieden in de inrichtingen, korpsen of diensten, dan houdt zulke schikking op billijk te zijn. De toestand van den militairen ambachtsman kan, inderdaad, niet vergeleken worden met dien van den beroepsmilitair; hij trekt hetzelfde loon als de burgerlijke werklieden; hij oefent uitsluitend zijnen stiel uit zonder onderworpen te zijn aan de wisselvalligheden die de militaire dienst meevoert; hij is niet blootgesteld zooals hij, die 't leger verlaat, op staanden voet eene nieuwe betrekking te moeten zoeken voor dewelke zijne nieuwe loopbaan hem niet heeft voorbereid. Hij is, integendeel, gedurig aan handiger geworden in de inrichtingen, waar hij heeft gewerkt, en genoot, tevens, aanzienlijke stoffelijke voordeelen.

Niets zou dus billijken dat de werkman, die op jeugdigen ouderdom onder militairen dienst is kunnen treden, een pensioen zou kunnen genieten na twintig jaar dienst, 't is te zeggen, juist op den ouderdom waarop hij zijne grootste beroepswaarde bereikt. Zoo zouden de militaire inrichtingen gevaar loopen voorbarig hunne beste werklieden te verliezen, na ze gevormd te hebben; bij dit ernstig nadeel zouden nog de even zware als ongerechtvaardigde lasten komen, die de Openbare Schatkist zou moeten dragen.

Het is dus billijk dat het werkpersoneel van het leger onderworpen weze aan bijzondere voorwaarden, wat zijne rechten op het ouderdomspensioen betreft. Luidens het wetsontwerp, ontstaan deze na vijf en dertig jaar werkelijken dienst, of wanneer de rechthebbende 55 jaar oud is en vijftien jaar dienst heeft.

Terwijl zij tevens, in de gepaste mate, de belangen van het leger behartigt, past deze beschikking op de militaire ambachtslieden een stelsel toe, dat voordeliger is dan dat, waaraan zij als burgerlijke werklieden onderworpen waren; bovendien, wordt er bepaald dat aan de oude gemilitariseerde burgerlijke werklieden of vaste werklieden, die eene militaire verbintenis hebben aangegaan, in geen geval, een kleiner pensioen mag toegekend worden dan het burgerlijk pensioen, dat zij zouden genoten hebben.

ART. 3. — De wijziging van littera B volgt onmiddellijk uit de in artikel 2 ingevoerde beschikking.

ART. 4. — De huidige tekst luidt als volgt :

« Art. 4. — De jaren werkelijken dienst worden berekend van den dag af waarop de militair, als vrijwilliger of milicien, onder werkdadigen dienst is getreden, doch maar met ingang van den vollen ouderdom van 16 jaar, indien hij vóór dien ouderdom in dienst is getreden.

» De door al de officieren vervulde jaren werkelijken dienst worden met twee jaar vermeerderd, uit hoofde van voorafgaande studiën. Deze twee jaren worden, echter, voor de oud-leerlingen der Militaire School die na den 6ⁿ Mei 1888 tot onderluitenant werden benoemd, op drie, voor de geneesheeren, op vijf, voor de apothekers en paardenartsen, op vier jaar gebracht. »

De voorgestelde tekst vult het eerste lid aan waar hij, om desaangaande allen twijfel te verdrijven, nauwkeurig het oogenblik bepaalt waarop de werkelijke diensten der als leerling in de Militaire School opgenomen jongelingen, in aanmerking komen. Hij verbetert eene missing in het tweede lid door de woorden « die na den 6ⁿ Mei 1888 tot onderluitenant werden benoemd » te vervangen door de woorden : « die na den 6ⁿ Mei 1888 in deze inrichting (Militaire School) werden opgenomen ». Ziehier waarom :

De toekenning, door de wet van 6ⁿ Mei 1888, van een vijfde dienstjaar (twee werkelijke en drie bijkomende) uit hoofde van voorafgaande studiën, aan de leerlingen der Militaire School, spruit voort uit de aan de wet van 18 Maart 1838 toegebrachte wijziging, wat den aannemingsouderdom in deze inrichting betreft. Onder het stelsel dezer laatste wet, was de Militaire School toegankelijk op den

ouderdom van 16 jaar. Toen deze ouderdom, bij artikel 3 der wet van 6 Mei 1888, op 17 jaar werd gebracht, wilde de wetgever niet dat de gepensioneerde officier door deze wijziging zou te lijden hebben, en, als vergoeding, verleende hij hem het voordeel van een vijfde jaar.

Het weze dus wel verstaan, zooals het Rekenhof het heeft doen opmerken, dat deze gunst niet toepasselijk is dan op de officieren, die na den 6ⁿ Mei 1888 in de Militaire School *opgenomen werden*.

ART. 6. — Volgens den huidigen tekst, komt de tijd doorgebracht in een burgerlijken dienst die rechten verleent op pensioen, alleen dan in aanmerking voor het militair pensioen, wanneer de duur der werkelijke militaire diensten minstens *twintig* jaar bereikt. Het ontwerp verlaagt dit laatste cijfer tot *tien*. Het is, inderdaad, gebleken dat de bij de wet van 23 November getroffen bepaling al te streng was. Er zijn agenten, die tot burgerlijke besturen behoorden, en bij de mobilisatie in 't leger getreden zijn; zij zijn tot de werkdadige kaders overgegaan, 't zij in den loop van den veldtocht, 't zij na de vijandelijkheden, met het inzicht hunne militaire loopbaan voort te zetten; sommigen, echter, zijn te oud om de bij artikel 6 vereischte twintig werkelijke dienstjaren te bereiken en loopen alzoo gevaar, niet alleen het voordeel te verliezen der bij een burgerlijk beheer bewezen diensten, doch ook niet in de vereischte voorwaarden te verkeereren om recht te hebben op het militair pensioen. De voorgestelde wijziging heeft ten doel te beletten dat zulk een zwaar nadeel verdienstvolle dienaars zou kunnen treffen.

ART. 8. — Volgens den huidigen tekst, kunnen de beroepsmilitairen alleen het invaliditeitspensioen, wegens de in artikel 7 vermelde kwetsuren of lichaamsgebreken bekomen, indien deze hen buiten staat stellen blijven te dienen; kunnen zij in dienst blijven, dan kan het pensioen hun niet toegestaan worden dan wanneer zij voorgoed den dienst verlaten. Anderzijds, volgens artikel 66, mag het militair invaliditeitspensioen niet tegelijk genoten worden dan met de aan eene *burgerlijke* staatsbetrekking verbonden wedde. Uit deze beschikkingen volgt dus dat de militairen uit de werkdadige kaders het invaliditeitspensioen niet kunnen bekomen, zoolang zij onder dienst blijven. De Staat behandelt dus op twee verschillende wijzen zijne agenten die gemobiliseerd zijn geweest, naargelang zij militairen of burgers zijn. Terwijl hij aan de eersten, zoolang zij onder werkelijken dienst blijven, het pensioen weigert, dat als vergoeding geldt voor het lichamelijk nadeel dat zij uit oorzaak van oorlogsgebeurtenissen hebben ondergaan, verleent hij, daarentegen, deze vergoeding aan de anderen, zonder eenige beperking.

Deze ongelijkheid mag niet blijven voortbestaan, daar het de plicht van den Staat is, al zijne agenten die, door hunnen militairen dienst tijdens den oorlog, kwetsuren of lichaamsgebreken hebben opgedaan die recht geven op het invaliditeitspensioen, op gelijke wijze te behandelen. Om dit beginsel toe te passen, worden de voorgestelde wijzigingen aan artikelen 8 en 66 toegebracht. Deze laten dus toe voortaan aan de militairen *oorlogsinvaliden* het invaliditeitspensioen

te verleenen, al blijven zij onder werkelijken dienst, op de enkele voorwaarde dat de aandoeningen, die dit pensioen rechtvaardigen, niet kunnen verergeren, buiten de gevaren van oorlog of ongeval door de gewone uitoefening van hunnen dienst. Dit voorbehoud is noodzakelijk, want het ware moeilijk aan te nemen dat men militairen in de gelederen van het werkdadig leger zou houden, met al de aan dien stand verbonden voordeelen, wanneer het zou duidelijk zijn dat de invaliditeit, waarvan zij aangedaan zijn, onvermijdelijk moet verergeren, indien zij de bediening van hunnen graad en van hun ambt blijven waarnemen.

De nieuwe beschikking zal van kracht worden vanaf den eersten der maand, die volgt op hare afkondiging, en het invaliditeitspensioen zal geregeld worden naar den graad der belanghebbenden op dien datum. Er kon geene terugwerkende kracht aan dezen maatregel gegeven worden, om reden der al te zware lasten, die zij voor de Schatkist zou navoeren.

Art. 10. — Dit artikel bepaalt in welke voorwaarden het voordeel van het vermoeden toegestaan wordt aan de oorlogsinvaliden, wat de oorzaak betreft der aandoeningen waarvan zij aangetast zijn. De voorgestelde wijziging vult den huidige tekst aan door bij het woord « vastgesteld » de woorden te voegen « of die bewezen zijn dat zij bij een militair bestonden ». Zij is billijk omdat men, wanneer de vaststelling eene uitdrukkelijke voorwaarde is, gevaar loopt tot zulke strenge toepassing te komen dat, in sommige gevallen, het voordeel van het vermoeden niet kan toegepast worden, zelfs dan, wanneer men zulks rechtvaardig oordeelt. Kan de « vaststelling » dus niet gedaan worden door een geneesheer, dan moet de belanghebbende militair in staat gesteld worden te bewijzen, indien hij zulks kan doen door betrouwbare bewijstukken of getuigenissen, dat zijne invaliditeit in den loop van den bij artikel 10 bepaalden termijn bestond en te wijten is aan de vermoeienissen, gevaren of ongevallen van den militairen dienst. Het gaat de bevoegde Commissie aan, de waarde der geleverde bewijzen te schatten.

Eene dergelijke beschikking is, overigens, voorzien bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 4 Mei 1920, genomen ter uitvoering van de wet van 23 November 1919. De aanvulling van den tekst van het huidige artikel 10 zal zekere strijdigheden van opvatting doen wegvallen, die zich desbetreffend hebben voorgedaan.

Art. 11. — De huidige tekst luidt als volgt :

« Indien de invaliditeit bestendig bevonden is, wordt het pensioen wegens invaliditeit ten vasten titel toegestaan.

» Indien de invaliditeit tijdelijk is, wordt het pensioen voorloopig voor één jaar toegestaan. Het zal na iederen termijn van één jaar kunnen hernieuwd worden op een kleiner, gelijk of hooger bedrag dan het eerste.

» Na verloop van het derde jaar, zal de toestand van den belanghebbende als vast worden aangezien, en het pensioen afgeschaft, of in een definitief pensioen worden omgezet. »

Deze tekst heeft aanleiding tot betwisting gegeven.

Zooals hij opgesteld is, laat hij, anderzijds, niet toe de ware bedoelingen van den wetgever op de oorlogsinvaliden toe te passen.

De nieuwe tekst wil deze gebreken weghelpen. Het secundo bepaalt dus nauwkeurig, de voorwaarden waarin het voorloopig pensioen, eenerzijds, kan toegestaan worden, ingeval van tijdelijke invaliditeit, en, anderzijds, definitief hernieuwd of geschorst kan worden.

Door de bepaling, in de wet van 23 November 1919, dat « na verloop van het derde jaar de toestand van den belanghebbende (wiens invaliditeit tijdelijk is) als vast zal aangezien worden en dat het pensioen zal afgeschaft worden of omgezet in een definitief pensioen, heeft de wetgever natuurlijk gewild dat deze toestand, in beginsel, drie jaar na 't ontstaan der invaliditeit vast zou worden.

De tekst van het derde lid van het oud artikel 11, beantwoordt, overigens, aan deze bedoeling in de gewone gevallen van toepassing, 't is te zeggen, wanneer de onder dienst gekwetste of ziek geworden militair zijne invaliditeit binnen korten tijd kan doen vaststellen en zich, desgevallend, regelmatig kan onderwerpen aan het voorzien jaarlijksch onderzoek. Deze tekst gaat echter onvrijwillig de gedachte van den wetgever te buiten, zoodra het oorlogsinvaliden geldt, wier lichaamsgebrek, kwetsuur of ziekte ontstaan is in den loop van den veldtocht 1914-1918 en die, nochtans, niet vóór 1920, 1921 of 1922 hebben kunnen verschijnen vóór de Commissies, aangesteld om hunne invaliditeit vast te stellen.

Houdt men zich aan de bewoordingen der wet, dan kunnen deze invaliden, indien hunne aandoening niet bijblijvend wordt bevonden, verplicht worden alle jaren opnieuw te verschijnen tot in 1923 of 1924, al bestaat deze aandoening misschien reeds 8, 9 of 10 jaar. Dat is natuurlijk een ongewone toestand en de beschikking, die het voorwerp is van het 3°, heeft ten doel daar een einde aan te stellen; overeenkomstig een meermaals uitgesproken wensch, zal zij toelaten den toestand der oorlogsinvaliden, uit oogpunt van hun pensioen, zonder langer uitstel voorgoed vast te stellen. Er kan, trouwens, hoegenaamd geen wettig recht gekrenkt worden, daar het ter uitvoering der wet genomen Koninklijk Besluit, een uitstel verleent van vijf jaar om de gebeurlijke rechten te doen gelden op een pensioen wegens verergering van den gezondheidsstaat der belanghebbenden.

Wat de beschikkingen van het 4° van artikel 11 betreft, deze zijn noodzakelijk om een feitelijken toestand te regelen, te wijten aan de omstandigheden van 't oogenblik, in menig geval, inderdaad, gaat het invaliditeitspensioen in den 1^{er} December 1919, werd het maar voorloopig toegestaan, dan zou het na één jaar niet meer mogen uitbetaald geworden zijn, nu, het is feitelijk onmogelijk geweest al de belanghebbenden te doen onderzoeken voor 1^{er} December 1920, het is dus billijk dat hun pensioen hun voort uitbetaald blijve tot na verloop van den termijn van één jaar, die ingaat wanneer zij het eerste onderzoek tot vaststelling hunner invaliditeit, hebben ondergaan.

Art. 12. — Volgens den huidige tekst, geven alleen recht op het beperkt pensioen, deze kwetsuren die *veroorzaakt werden* gedurende den dienst maar niet door den dienst.

In gewonen tijd, is deze bepaling billijk. Voor de militairen echter, die den veldtocht hebben medegemaakt, dient er bepaald dat de *verergering* van vroeger bestaande kwetsuren of lichaamsgebreken, ook recht geeft op het beperkt pensioen, wanneer deze verergering zich heeft voorgedaan terwijl zij gemobiliseerd waren.

Zoo zal artikel 12 eene door de besluit-wet van 5 April 1917 voorziene beschikking bevestigen, voor de militairen van lageren rang, beschikking, waarvan, overigens, luidens artikel 68, deze, die den veldtocht hebben medegemaakt, het voordeel kunnen aanvragen en de wet zal de moeilijkheden van opvatting en toepassing doen verdwijnen, die desaangaande opgerezen zijn.

Art. 13. — De huidige tekst bepaalt als volgt :

« Art. 13. — De weduwen der op het slagveld gesneuvelde militairen of overleden aan de gevolgen van bekomen kwetsuren, overkomen ongevallen, of ziekten opgedaan of verergerd gedurende den dienst of door den dienst, hebben recht op een levenslang pensioen, op voorwaarde dat het huwelijk plaats heeft gehad vóór de kwetsuur, het uitbreken of de verergering der ziekte.

» Deze beperking is niet toepasselijk op de vrouwen die een oorlogsinvalidie, aangetast door eene invaliditeit gelijk aan, of boven 60 t. h., hebben gehuwd. Zij zullen recht hebben op het pensioen in zooverre het huwelijk werd voltrokken binnen de twee jaar na het pensioen van hunnen echtgenoot, of na het staken der vijandelikheden en dat het huwelijk ten minste één jaar hebbe geduurd.

» Komt een oorlogsinvalidie met een invaliditeitspensioen van 60 t. h. of meer, of in 't bezit van rechten op dit pensioen te overlijden, dan heelt zijne weduwe, indien zij niet in de bij de twee eerste alinea's vereischte gevallen verkeert om een pensioen te bekomen, recht op een levenslang pensioen gelijk aan het derde der hoofdsom van het invaliditeitspensioen van haren echtgenoot, op voorwaarde dat het huwelijk op 't oogenblik der afkondiging van onderhavige wet bestond. In den nieuwen tekst, wordt het eerste lid zóó aangevuld dat er ook rechten op een pensioen kunnen toegekend worden aan de weduwen (en daardoor zelf aan de weezen of andere gebeurlijke rechthebbenden) der militairen overleden aan de gevolgen van ontvangen kwetsuren, overkomen ongevallen, of ziekten opgedaan of verergerd « gedurende den dienst, *doch niet door den dienst zelf*, onder voorwaarde dat het blijke dat de oorzaken der kwetsuren of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil dezer militairen. »

Deze beschikking is het logisch gevolg van die, welke, krachtens artikel 12, toelaat een pensioen met verminderd bedrag te verleenen aan de militairen, die eene invaliditeit hebben opgedaan in de bovenstaande omstandigheden.

Zij blijkt, daarenboven, des te rechtvaardiger, daar er, door de thans in de wet bestaande leemte, weduwen en weezen zijn, die van het voordeel ervan verstoken blijven, alhoewel hun toestand alleszins belangwekkend is en de omstandigheden, waarin hun kostwinner is bezweken, ten volle de toekenning rechtvaardigen van een pensioen, bepaald op een minder bedrag bij artikel 36, zelf gewijzigd overeenkomstig de beschikkingen van artikel 30 der wet.

De nieuwe tekst van het 2° lid van artikel 13 schaft de voorwaarde af waarbij een oorlogsinvaliden ten minste 60 t. h. invaliditeit moet hebben opdat zijne weduwe de voordeelen der wet kunne genieten.

Het is inderdaad gebleken dat deze voorwaarde niet al te rechtvaardig was. Wanneer een oorlogsinvaliden komt te sterven, moeten de gebeurlijke rechten der weduwe op een pensioen hoofdzakelijk afhangen, niet van den erkenden invaliditeitsgraad van den afgestorvene, maar wel van het verband van oorzaak tot uitwerksel tusschen de door de oorlogsvermoeienissen en-gevaren ontstane invaliditeit en den dood. Op de daartoe door de wet ingestelde Commissiën moet de taak rusten daarover te oordeelen; zij zullen het des te beter kunnen, met kennis van zaken, nu de bij artikel 15 voorziene nieuwe beschikking de rechthebbenden verplicht dit verband van oorzaak tot uitwerksel te staven door voorlegging van doorslaande bewijsstukken.

Anderzijds, komen de thans bij het 2° lid voor het huwelijk opgelegde voorwaarden ertoe, onder de betrokken invaliden een moeielijk te rechtvaardigen onderscheid en ongelijke behandeling in 't leven te roepen; inderdaad, de duizenden bij koninklijk besluit te verleenen pensioenen nemen onvermijdelijk aanvang op sterk verschillende datums; het is dan ook onredelijk een verband te willen scheppen tusschen dezen datum en dien van het huwelijk. Weshalve, en om al de oorlogsinvaliden in dezelfde voorwaarden te stellen, wordt er voorgesteld eenvoudig te eischen dat het huwelijk aangegaan geworden zij ten laatste vijf jaar na den vóór de demobilisatie van het leger vastgestelden datum (dus voor de invaliden van den oorlog 1914-1918, vóór den 1° October 1924) en dat dit huwelijk ten minste één jaar hebben deduurd. Het bleek rechtvaardig dezelfde voorwaarden te stellen in het bij het 3° lid van artikel 13 voorziene geval, zonder, ten andere, aan het bij dit lid vastgesteld grondbeginsel afbreuk te doen. De aldus in de wet toegebrachte wijzigingen zullen toelaten aan billijke wenschen te voldoen.

Om die laatste reden ook laat eene bij het huidig artikel 13 bijkomende beschikking toe het voordeel van het voor de weduwen voorzien pensioen toe te kennen aan de ongehuwde moeder, wier onechte kinderen erkend of gewettigd werden bij toepassing der wet van 29° Juli 1921.

Hier ook heeft de opgedane ervaring toestanden aan 't licht gebracht, die waarlijk een menschlievende en edelmoedige beslissing billijken; het zal, in elk geval, de taak der betrokken Commissiën wezen, inlichtingen in te winnen en met kennis van zaken te oordeelen. Het is, eveneens, om met bij de toepassing der wet gemaakte opmerkingen rekening te houden, dat een nieuwe tekst deze Commissiën er toe machtigt het voordeel van het pensioen te ontzeggen aan de weduwen en ongehuwde moeders, die door hun laakbaar gedrag er zich onwaardig van getoond hebben.

ART. 14. — De tekst ondergaat maar eene wijziging van ondergeschikt belang, die de woorden « volgens... de vormen » vervangt door « in de... vormen en binnen den tijd ».

ART. 15. — Dit artikel heeft in de wet eene grootmoedige beschikking ingevoerd met de voorwaarden, nader te omschrijven, waaronder het voordeel van het vermoeden, in zake de oorzaken van het afsterven, den belanghebbende van rechtswege ten goede komt. Nu is het opgesteld als volgt :

« Al de bevonden kwetsuren en al de ziekten opgedaan of verergerd gedurende den termijn waaronder de militair in den loop van den oorlog gemobiliseerd is geweest, worden aanzien, behoudens tegenovergesteld bewijs, als voortkomende uit de vermoeienissen, gevaren of ongevallen van den dienst, indien de militair overleden is binnen het tijdsverloop van een jaar, vanaf den datum waarop hij voorgoed huiswaarts werd gezonden.

» Hetzelfde vermoeden is toepasselijk op de militairen, overleden meer dan één jaar na hunnen terugkeer in hunne haardstede, indien het overlijden zich vóór de afkondiging van onderhavige wet of binnen de drie op deze afkondiging volgende maanden voordoet.

« Ten einde alle gebeurlijke rechten voor te behouden, zou de militair die zich niet zou beschouwen als hersteld van de ontvangen kwetsuren of van de gedurende den dienst en door den dienst opgedane ziekten, ieder jaar zijnen toestand hoeven doen vast te stellen, op de wijze die in een koninklijk besluit zal worden bepaald. »

Deze beschikkingen werden overgenomen uit de Fransche wet van 31^e Maart 1919. De voorschriften van het 3^e lid werden, echter, in 't algemeen verkeerd begrepen; zij schijnen, inderdaad, den invalide, die de gebeurlijke rechten zijner weduwe wil waarborgen, de verplichting op te leggen alle jaren zijnen staat doen vast te stellen. In Frankrijk ook, is men tegen deze dubbelzunige beschikking opgekomen en, in dit land, heeft eene wet van 28^e Juli 1921 ze vervangen door de verplichting, voor de rechthebbenden, bij hunne aanvraag eenvoudig een geneeskundig getuigschrift te voegen, waarbij het verband van oorzaak tot uitwissel tusschen den dood en de erkende invaliditeit van den afgestorvene vastgesteld wordt. De in het laatste lid van artikel 15 toegebrachte wijziging stelt voor eene alleszins dezelfde beschikking bij ons in te voeren.

ART. 16. — De huidige tekst bepaalt :

« Wanneer de overledene minderjarige uit een vroeger huwelijk gesproten kinderen achterlaat, wordt het principaal van het pensioen, waarop de weduwe recht zou hebben, op gelijke wijze tusschen de twee bedden verdeeld.

» Een der deelen wordt toegeschreven aan de kinderen van het eerste bed, totdat het jongste den leeftijd van 21 jaar bereikt; het andere wordt toegekend aan de weduwe en, bij gebreke, aan de uit haar huwelijk met den overledene gesproten kinderen. Tijdens het leven der weduwe, wordt dit tweede deel verhoogd, indien het noodig is, op zulke wijze dat het niet onder het voor de weduwe van den soldaat vastgesteld pensioen daalt.

» Wanneer het recht op het pensioen in een der takken verdwijnt, wordt het deel bij het andere gevoegd, indien dit nog in bezit is van rechten op een pensioen.

» In geval van meervuldige vroegere huwelijken, geschiedt de verdeeling van het pensioen volgens dezelfde regelen. »

Een voorbeeld van toepassing zal de draagkracht van de bij het derde lid voorgestelde wijziging doen uitschijnen.

Een overleden soldaat laat eene weduwe achter met twee kinderen, waarvan een van het eerste bed. Het pensioen wordt verdeeld als volgt : Aan het kind van het eerste bed : 750 frank.

Aan de weduwe en hare kinderen : $750 + 300 = 1,050$ frank, bedrag dat opgevoerd wordt tot 1,500 frank, pensioen van de weduwe van een soldaat.

Wanneer het kind van het eerste bed 21 jaar is, wordt zijn aandeel, dus 750 frank, gevoegd bij dit der weduwe, wier pensioen dus $1,500 + 750 = 2,250$ frank wordt, terwijl het echter niet hooger zou mogen zijn dan $1,500 + 300 = 1,800$ frank.

Juist om deze onregelmatigheid te voorkomen, is het dat het derde lid door de voorgestelde wijziging dient aangevuld.

Art. 17. — Aan den huidige tekst worden twee wijzigingen toegebracht. Eerst, wordt het eerste lid zóó aangevuld dat er nauwkeurig bepaald weze dat de weduwe, in het beschouwd geval, niet alleen de rechten op het pensioen, maar ook de rechten op de verhooging verliest.

Wat het tweede lid betreft, dit wordt eveneens aangevuld, opdat de kinderen aanzien worden als weezen, zoowel in geval de onwaardigheid der weduwe, als van verval, en opdat de belanghebbende hare rechten kunne herkrijgen wanneer zij van haar verval ontheven wordt.

Art. 18. — De huidige tekst luidt als volgt :

« Indien de weduwe een nieuw huwelijk aangaat, mag zij bij verloop van het jaar dat er op volgt, en in de in het koninklijk besluit bepaalde gevallen, aan haar pensioen verzaken. In dit geval heeft zij recht op de onmiddellijke storting van een kapitaal ten beloope van drie annuïteiten, en indien de overledene minderjarige kinderen heeft achtergelaten, wordt dit pensioen, bovendien, overgedragen op hun hoofd, tot de meerderjarigheid van het laatste onder hen.

» Indien de weduwe, die hertrouwt, verklaard heeft haar pensioen te willen behouden en zij minderjarige uit het huwelijk met den overledene gesproten kinderen heeft, gaat het genot van de helft van het pensioen over op deze kinderen tot de meerderjarigheid van het laatste hunner. Het genot der verhoogingen komt hun toe. »

Anderzijds, verliest de weduwe, die hertrouwt, hare rechten, krachtens artikel 10 der wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensioenen, die toepasselijk is op de vóór het ten uitvoer leggen der wet van 23 November 1919 gepensioneerde weduwen.

Zoo komt het dat alleen de weduwen der *militairen* thans onderworpen zijn aan een stelsel dat de wetgever geoordeeld heeft te moeten afschaffen voor de weduwen der burgerlijke bedienden en ambtenaren.

Inderdaad, artikel één der wet van 3 Juni 1920, door artikel 55 der wet van 21 Juli 1844, evenals de wet van 18 December 1857 in te trekken, heeft voor gevolg gehad de hertrouwde weduwen der hoogervermelde burgers in 't bezit van het volle pensioen te laten. Zulks bestond reeds vroeger voor de weduwen met een burgerlijk pensioen. Anderzijds, heeft een koninklijk besluit hetzelfde voordeel toegekend aan de houders van een pensioen ten laste der Weduwen- en Weezenkas der officieren van het leger.

Om voor al de weduwen der Staatsagenten, militairen of burgers, één zelfde stelsel toe te passen, dient artikel 18 dus in den voorgestelden zin gewijzigd. Buitendien, is het vroeger erkend recht van het pensioen af te zien en een kapitaal ten bedrage van drie annuïteiten, te verkiezen, zoo weinig gerechtvaardigd gebleken dat niet meer dan twee of drie weduwen er gebruik van gemaakt hebben en later spijt hadden van hunne beslissing, die nadeelig was voor hunne welbegrepen belangen en ze dan den Staat aanwreven.

ART. 21. — Het heeft betrek op de rechten der echtgenooten en minderjarige kinderen van de vermiste militairen.

De nieuwe tekst neemt in de drie eerste alinea's den tekst over der wet van 23 November 1919, behalve de woorden « minderjarige kinderen van den overleden militair » die vervangen worden door « weezen van den overleden militair » om dezelfde bewoordingen als overal elders te gebruiken, en behalve de benaming « Ministerie van Landsverdediging, » die « Ministerie van Oorlog » vervangt.

Ten slotte is het artikel aangevuld door een vierde lid dat het gevolg is van de bij artikel 13 gevoegde nieuwe beschikking, betreffende de ongehuwde moeders.

ART. 22. — Dit artikel, houdende de rechten der ouders, luidt thans als volgt :

« Bij gebreke aan de bij hoogerstaande artikelen opgegeven rechthebbenden, zullen de vader en de moeder van den militair, overleden of vermist in de omstandigheden, die aan de weduwe rechten op een pensioen verleen, eene tegemoetkoming ontvangen, indien zij doen blijken dat zij van Belgische nationaliteit zijn, tenzij er sprake weze van eene in België gevestigde moeder, die vóór den dood van haren zoon, hare hoedanigheid van Belg zou verloren hebben tengevolge van haar huwelijk met een onderdaan van eene onzijdige of geallieerde natie, vader van haar overleden zoon. »

Buiten verbeteringen van minder belang, brengt de voorgestelde tekst aan bovenstaande beschikkingen gewichtige wijzigingen toe.

Het eerste lid is zoo opgesteld dat, in strijd met de huidige bepalingen die zooveel gerechtvaardigde klachten hebben uitgelokt, de tegemoetkoming kunne toegekend worden aan ouders van geallieerde of onzijdige nationaliteit, die eenen zoon in de gelederen van het Belgisch leger verloren hebben.

Na een eerste onderzoek, was het toegeschreven dat het grondbeginsel der wederkeerigheid de strikt rechtvaardige oplossing zou zijn, of in andere woorden, dat de tegemoetkoming alleen diende toegekend aan de verwanten in opgaande

lijn van vreemde nationaliteit, in de mate waarin de Regeering van hun land deze tegemoetkoming toekent aan de Belgische ouders, die eenen zoon in de gelederen van haar leger hebben verloren.

Hoe verleidelijk die opvatting ook weze, toch geldt zij slechts in theorie. Practisch, geeft de toepassing er van aanleiding tot talrijke moeilijkheden en tot heel niet gemakkelijk te rechtvaardigen ongelijke behandelingen. Inderdaad, de wettelijke desbetreffende beschikkingen verschillen merkkelijk van 't een land tot het ander, en kunnen daarenboven, wijzigingen ondergaan. Het grondbeginsel der wederkeerigheid kan, ten andere, natuurlijk niet toegepast worden op de onderdanen van onzijdige landen; bijgevolg, zouden deze laatsten, in ieder geval, op de tegemoetkoming recht hebben, terwijl een verbonden onderdaan gevaar zou loopen van het voordeel er van verstoken te blijven; de eenige rechtvaardige oplossing is dus: al de vreemde rechthebbenden op gelijken voet te behandelen. Deze oplossing werd aangenomen in Frankrijk, waar eene wet van 28^e Juni 1921 ze bekrachtigd heeft. De beschikkingen die het nieuw artikel 22 voorstelt bij ons aan te nemen, werden door de Fransche oplossing ingegeven; zij bepalen er zich bij de toekenning der tegemoetkoming aan vreemden afhankelijk te maken van de drie door het wetsontwerp bepaalde rechtmatige voorwaarden,

Voor 't overige, is de bedoeling der bijkomende in den nieuwen tekst van artikel 22 voorziene beschikkingen, zekere toestanden op te lossen welke de van kracht zijnde teksten niet hebben beschouwd en waarop de huidige wet dus niet in voldoende mate kon toegepast worden,

ART. 23. — De aan dit artikel toegebrachte wijzigingen vloeien voort uit die, bij artikel 22 voorgesteld, en zijn op dezelfde redenen gegrond.

ART. 24. — De huidige tekst is de volgende :

« De tegemoetkoming wordt voor drie jaar verleend en kan van ambtswege voor termijnen van denzelfden duur worden verlengd, zoo de omstandigheden die hare toekenning wettigden, niet veranderd zijn.

» Voor de op 't oogenblik der afkondiging van onderhavige wet bestaande rechten, begint de tegemoetkoming te loopen met ingang van deze afkondiging.»

Zooals men niet, terwijl pensioenen en renten van allen aard levenslang zijn, werd er op dezen regel uitzondering gemaakt, wat betreft de tegemoetkoming aan de verwanten in opgaande lijn; zij wordt verleend voor drie jaar en hernieuwd, *zoo de omstandigheden die hare toekenning wettigden, niet veranderd zijn.*

Om de draagkracht dezer beperking te begrijpen, dient men den tekst van het wetsontwerp te beschouwen. zooals het in de maand Augustus 1919 bij de Kamers werd ingediend. Dit ontwerp bepaalde, inderdaad, dat de tegemoetkoming niet verschuldigd was aan de verwanten in opgaande lijn met een jaarlijksch inkomen van meer dan 5,080 frank. In dit geval, was het beginsel der herziening gegrond. Maar het moest alle reden van bestaan verliezen van 't oogenblik af dat het recht op de tegemoetkoming niet meer van bijzondere omstandigheden afhing. Nu, het is juist dat, wat de wetgever van 1919, ten

slotte, heeft beslist. Hij wilde niet dat de toekenning der tegemoetkoming aan de ouders geregeld weze door omstandigheden van vermogen, evenmin als zij in aanmerking komen voor de rechten der weduwen en wezen op een pensioen.

De beschikking van het ontwerp, betreffende het inkomen der rechthebbenden, werd dus in de wet niet overgenomen en het is ongetwijfeld uit onachtzaamheid dat het eerste lid van artikel 24 ongewijzigd is gebleven.

Evenals het pensioen, moet de tegemoetkoming dus levenslang zijn en als dit laatste behandeld worden, met dien verstande dat het bedrag ervan moet verschillen in de gevallen, voorzien bij de verder onderzochte artikelen 39 en 40. Wat de beperking aangaande broeders en zusters betreft, zij is onvermijdelijk, door het feit zelf, dat de tegemoetkoming hun maar wordt verleend tot den ouderdom van 16 jaar, tenzij zij gebrekkelijk en niet in staat zijn in hunne behoeften te voorzien.

Het tweede lid van den nieuwen tekst neemt eene van kracht zijnde beschikking over. Het derde is noodzakelijk, opdat de wettelijkheid van het koninklijk besluit ter uitvoering, niet kunne betwist worden.

ART. 25. — Het verleent aan de erkende onechte kinderen het recht op het pensioen en bepaalt nauwkeurig onder welke voorwaarden dit recht hun ten goede komt. De voorgestelde wijziging is enkel het onvermijdelijk gevolg van de bij de wet van 29 Juli 1921 voorziene wettiging.

ART. 26. — Dit artikel bepaalt :

« De rechten van de verwanten in opgaande lijn van den eersten graad gaan over op ieder persoon, die bewijst het weeskind of verlaten kind te hebben opgenomen, opgevoed en onderhouden, en zijne ouders te hebben vervangen tot het oogenblik van zijne oproeping onder de wapens.

» Ingeval van verlating, verbeuren de verwanten in opgaande lijn zelf hunne rechten op de tegemoetkoming. »

Het bijvoegsel dat het ontwerp aan dezen tekst voorstelt, heeft ten doel de nu verboden verdeling van de tegemoetkoming toe te laten onder de rechthebbenden die wettelijk gelijke rechten kunnen inroepen; zodoende kunnen de bevoegde commissies op de billijkste wijze sommige gansch bijzondere gevallen oplossen, die klaarblijkend niet bij eene wet kunnen voorzien worden.

ART. 27. — Verbetering van een « lapsus ».

ART. 28. — Thans luidt het als volgt :

« Het pensioen wegens dienstouderdom wordt geregeld naar den graad waarmede de militair bekleed is; indien hij, evenwel, zijn ontslag aanvraagt, alvorens en ten minste één jaar werkelijken dienst in den graad te hebben gehad, zal het pensioen geregeld worden op grondslag van den onmiddellijk lageren graad. »

Van zijnen kant, schrijft artikel 34 voor dat het invaliditeitspensioen wordt geregeld naar den graad, waarmede de militair bekleed is. Daaruit volgt dat het dienstouderdompensioen en het invaliditeitspensioen, voor één zelfden militair, kunnen berekend worden, volgens verschillende graden, wat des te onrechtvaardiger onregelmatigheid is, daar het uit oorzaak zelf zijner invaliditeit kan zijn dat de belanghebbende verplicht is zijn pensioen aan te vragen. Deze onregelmatigheid heeft de nieuwe tekst willen weghelpen.

Om allen twijfel te verdrijven, die dienaangaande is opgerezen, wordt, bovendien, bij den nieuwen tekst nauwkeurig den graad bepaald naar welken moet geregeld worden het dienstouderdompensioen der militairen, die, ingevolge een te hunnen opzichte getroffen maatregel, van ambtswege het leger vaarwel zeggen. Het gebeurlijk recht der belanghebbenden op een pensioen, uit hoofde van bewezen diensten *eer* zij het leger verlieten, kan niet betwist worden; het volgt uit de teksten zelf der grondwet, der wetten op de militaire pensioenen, van het militair strafwetboek, der desbetreffende rechtsspraak. Maar het komt er op aan duidelijk te bepalen hoe dit pensioen moet berekend worden, want op 't oogeblik dat de belanghebbenden hunne rechten doen gelden, hebben zij, feitelijk, geen militairen graad meer.

Art. 29. — Bij dit artikel wordt aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie, evenals aan de gendarmen, eene verhooging verleend van hun dienstouderdompensioen, volgens hunnen graad, berekend tegen 15, 10 of 5 frank voor ieder volle jaar werkelijken dienst bij het gendarmeriekorps.

De voorgestelde aanvulling van den huidige tekst wil eene onregelmatigheid weghelpen. Onder den veldtocht en wegens het tekort in kader, werden er, inderdaad, onderofficieren der gendarmerie tijdelijk aangesteld tot den graad van onderluitenant bij een strijdend wapen; later zijn zij naar hun oorspronkelijk korps teruggekeerd. Het is, natuurlijk, onaannemelijk dat hun pensioen, daardoor kleiner weze, rechtvaardigheidshalve dus, moet de tijd, welken zij bij een ander wapen hebben doorgebracht omdat hunne medewerking er noodig was, meegerekend worden als werkelijke dienst bij de gendarmerie.

Art. 32. — Thans behelst het de volgende beschikking :

« Eene bijzondere vergoeding van 500 tot 3,600 frank kan den verminkten worden toegestaan die, uit hoofde hunner lichaamsgebreken, onbekwaam zijn zich te bewegen, alleen te gaan of de noodzakelijke levensverrichtingen te vervullen en er toe genoodzaakt zijn op gestadige wijze de zorgen van een derden persoon in te roepen. « Deze bijzondere vergoeding zal alle drie jaar aan herziening onderworpen worden. »

Zooals men het bemerkt, worden in dezen tekst uitsluitend de *verminkten* bedoeld. De maatstaf der invaliditeiten, gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 Mei 1920, geeft derhalve op dat « door verminking, hier, dient verstaan, de verliezen van lichaamsdeelen en van levensverrichtingen, tengevolge van uit verwonding voortkomende lichaamsschendingen ». In de gevallen die niet beantwoorden aan de

aldus bepaalde voorwaarden, kan de vergoeding uit hoofde van zorgen van een derden persoon niet verleend worden.

De ervaring heeft, nochtans, geleerd dat deze beschikking te streng was. De bij het Departement van Landsverdediging ingestelde wettelijke commissie, belast met de studie van het vraagpunt, heeft besloten dat het gepast was artikel 32 door den voorgestelden dienst te vervangen. In het besluit dat aan 's konings handteeken zal onderworpen worden, staan de eenige categorieën groote invaliden opgegeven, buiten de eigenlijke verminkten, aan wie de vergoeding wegens hulp van een derden persoon kan verleend worden, onder de door het besluit voorziene voorwaarden. Aan het voordeel van de bij artikel 32 voorziene beschikking zal dus onmogelijk eene verkeerde uitbreiding kunnen gegeven worden; daarentegen, zullen jammerlijke slachtoffers van den oorlog, die thans van dit voordeel verstoken blijven, de vergoeding kunnen bekomen, die hun, met volle recht toekomt.

ART. 33. — Bij dit artikel worden de invaliditeitspensioenen, naar mate van den graad dezer invaliditeit, verhoogd met eene som, die verschilt van 30 tot 300 frank voor ieder geboren of ter wereld te komen kind. De nieuwe tekst handhaaft dit beginsel; nauwkeurigheidshalve, is het, echter, anders opgesteld; bij den nieuwen tekst wordt, bovendien, bepaald dat de pensioensverhooging den invalid maar wordt verleend voor de kinderen die *te zijnen laste* zijn; deze beschikking is noodig opdat sommige belanghebbenden, die hunne kinderen tegen alle rechtvaardigheid in hebben verlaten, de voorziene verhooging niet zouden kunnen genieten. Er wordt bovendien, gezegd en het moet in alle soortgelijke gevallen de regel zijn dat deze verhooging toegekend blijft na den ouderdom van 18 jaar indien het kind gebrekkelijk of onbekwaam is in zijn onderhoud te voorzien.

ART. 34. — De toegebrachte wijziging houdt rechtstreeksch verband met de aanvullende beschikkingen van artikel 28.

ART. 36. — Het bepaalt het bedrag der aan de weduwen verleende pensioenen.

De nieuwe aanvullende tekst van dit artikel is het gevolg van de aan artikel 13 toegebrachte wijziging en werd reeds gerechtvaardigd in het onderzoek van dit artikel; het stuurt er op aan op de betrokken weduwen dezelfde beschikkingen toe te passen als die, voorzien bij artikel 30 voor de gepensioneerde militairen met verminderd bedrag, krachtens artikelen 12 en 30.

ART. 37. — De huidige tekst luidt :

« Het pension der weduwe en der echtgenoot van den vermisten militair wordt verhoogd met 300 frank voor ieder kind beneden de 18 jaar. »

De nieuwe tekst schaft de ouderdomsgrens af voor het geval van gebrekkelijkheid en vult den voorgaanden tekst aan, volgens de beschikkingen van het burgerlijk wetboek, zoodat eene weduwe geene pensioensverhooging kan bekomen voor één of meer kinderen, van wie haar afgestorven echtgenoot klaarblijkend de vader niet is.

ART. 39 EN 40. — Thans luiden zij als volgt :

« De bij artikel 22 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den vader en de moeder gemeenschappelijk . . .Fr.	800	500
Voor den vader	400	300
Voor de moeder, weduwe, uit den echt gescheiden of ongehuwde	800	500
Voor de moeder, weduwe, hertrouwde of sedert het afsterven van den militair in den echt getreden	400	300

« Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde ziekten, die dagteekenen, tusschen den 1^{er} Augustus 1914 en den 29^{en} September 1919 inbegrepen.

» Indien de vader of de moeder verscheidene kinderen verloren hebben aan de gevolgen van onder de vaandels ontvangen kwetsuren of opgedane of verergerde ziekten, zal de tegemoetkoming verhoogd worden met 300 frank voor ieder overleden kind te beginnen van het tweede inbegrepen. »

ART. 40. — De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen worden vastgesteld als volgt, in elke lijn :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder te zamen of afzonderlijkFr.	600	400
Voor den hertrouwden grootvader of de hertrouwde grootmoeder.	300	200

« Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde ziekten, die dagteekenen tusschen den 1^{er} Augustus 1914 en den 29^{en} September 1919 inbegrepen. »

De voorgestelde wijzigingen hebben ten doel :

1^o Eenerzijds, rekening te houden met de nieuwe beschikkingen van artikelen 22, 23 en 24 en, anderzijds, de categorieën rechthebbenden op de verschillende bedragen der vergoeding nader te bepalen;

2^o Het door den van kracht zijnden tekst niet voorzienē geval te beschouwen, waarin er onder de door de echtelingen verloren kinderen een door een van beiden erkend onecht kind is.

ART. 43. — Het luidt thans als volgt :

« Het pensioen voor dienstouderdom mag bij het invaliditeitspensioen gevoegd worden.

» Het totaal van het pensioen voor dienstouderdom en der hoofdsom van het

invaliditeitspensioen mag, echter, het hoogste bedrag niet te boven gaan van het ouderdomspensioen hetwelk kan bereikt worden in den beschouwden graad, verhoogd met het bedrag van het invaliditeitspensioen van den door hetzelfde lichaamsgebrek aangetasten soldaat.

» Het vaststellen van het maximum van het ouderdomspensioen zal, desgevallend, geschieden mits rekening te houden met het bijkomend voordeel der oorlogsjaren (art. 51 en 52); wat betreft het invaliditeitspensioen van den soldaat, waarvan hooger sprake, het zal, desgevallend, de bij artikel 30 voorziene verhooging van 50 t. h. begrijpen. »

De beperking toegebracht bij de tweede en derde alinea's aan het in het eerste lid uitgesproken beginsel, werd nooit degelijk gebillijkt en heeft gegrond schijnende critiek uitgelokt. Die beperking is, inderdaad, nadeelig voor een zeker aantal officieren en militairen van lageren rang, die nochtans des te verdienstelijker zijn daar zij den langsten dienst hebben en de meeste veldtochtjaren tellen, en dat het, buitendien, nog oorlogsinvaliden zijn. Welke de redenen ook wezen waarom deze beperking in de wet van 1919 werd ingeschreven, zij heeft geen reden van bestaan meer van 't oogenblik dat eene nieuwe beschikking (art. 8 en 66) heden toelaat het volle invaliditeitspensioen en tevens de activiteitswedde te trekken. De twee laatste alinea's van artikel 43 moesten dus van zelf wegvallen.

ART. 46. — Bij dit artikel wordt voorzien op welke wijze het pensioen dient vastgesteld der vóór den 1^{er} Augustus 1914 gepensioneerde of afgetreden militairen, die onder de vijandelikheden dienst hernomen hebben. Het bleek noodzakelijk dit pensioen te wijzigen om zekere door den oorspronkelijken tekst uit het oog verlorene toestanden te regelen.

Onder litt. *d* wordt het oud eerste lid overgenomen, zooals het bij de wet van 25 Augustus 1920 gewijzigd werd.

Bij litt. *b* wordt het geval voorzien der vóór den 1^{er} Augustus 1914 gepensioneerde militairen, trouwens weinig in getal, die opnieuw in de gelederen van het werkdadig leger werden opgegenomen. Door het feit zelf, waren zij niet meer gepensionneerd; het is dus van belang juist te weten hoe hun later pensioen dient berekend.

Bij litt. *c* wordt eene beschikking van artikel 46 overgenomen, behalve dat het, in plaats van alleen betrekking te hebben op de militairen, die vóór den 1^{er} Augustus 1914 wegens gebrekkelijkheid gepensionneerd waren, om alle dubbelzinnigheid te vermijden, uitgebreid wordt tot allen, die eene verergering van vóór dezen datum bestaande gebrekkelijkheid mochten doen te gelden hebben.

Litt. *d* slaat op een in het huidig artikel 46 niet voorziene geval.

Bij litt. *e* wordt de laatste alinea van dit artikel overgenomen waarin het over de afgetreden militairen gaat, maar de toepassing er van wordt beperkt tot hen, die geen invaliditeitspensioen trekken, vermits de rechten dezer laatsten uit de beschikkingen zelf der wet blijken (art. 2, 4^{de} inzonderheid).

Bij litt. *f* wordt er aan de officieren aan wie het voordeel van het koninklijk

besluit van 16^e September 1919 werd verleend, eene verhooging van hun dienst-ouderdomspensioen toegekend, wanneer zij uit hun ambt ontslagen worden.

Deze verhooging is rechtvaardig omdat die officieren, gepensionneerd wegens kwetsuren, ziekten of gebrekkelijkheden, opgedaan door het feit van den oorlog, in sommige bepaalde betrekkingen werden behouden, ten hoogste tot hun vijf en vijftigste jaar, en dat de op die wijze volbrachte nieuwe diensten, wettelijk moeten in aanmerking komen voor de vaststelling van hun definitief pensioen.

Van haren kant, is litt. *g* noodig om een bijzonderen toestand op te lossen, welke door geen enkele beschikking der wet beschouwd is.

Litt. *h*, ten slotte, heeft tot voorwerp de voorwaarden nader te bepalen, waarin de *gepensionneerde* reserve officieren, die in vreedstijd in wederoproeping toestemmen, eene herziening of eene verhooging, hetzij van hun dienst-ouderdomspensioen, hetzij van hun invaliditeitspensioen, kunnen bekomen.

Art. 53. — Bij artikel 51 wordt bepaald dat de tijd, doorgebracht bij de legers op oorlogsvoet, voor dubbel telt in de regeling van het dienstouderdomspensioen; van zijnen kant, zegt artikel 52 dat de tijd die op de frontstrepen recht verleent, driedubbel telt.

Wat artikel 53 betreft, dat nauwkeurig moet bepalen hoe het bij ieder der voorgaande artikelen voorziene voordeel dient berekend, het luidt thans als volgt : « Het berekenen van het voordeel, verleend bij elk der bovenstaande artikelen 51 en 52, geschiedt door samentelling der te doen gelden diensttermijnen, waarbij de gebeurlijk in het totaal vervatte niet volle maand voor ééne maand in aanmerking komt. »

« Wat echter, het voordeel betreft, bij artikel 51 verleend voor den veldtocht van 1914-1918 en den veldtocht van 1870, zal, indien het totaal een onderdeel van een jaar bedraagt, dit onderdeel als een volle jaar worden gerekend. »

Nu, deze niet zeer duidelijke tekst, is dubbelzinnig. De bedoeling waarmede hij werd uitgewerkt, is, nochtans, niet twijfelachtig. Met het oog op de beschikkingen der wet van 1838, waarbij het jaaronderdeel oorlogsdienst voor één heel jaar telt, wilde men op dergelijke wijze den tijd, hetzij van de mobilisatie van 1914, hetzij van de mobilisatie van 1870 berekenen; evenals voor den frontstreepdiensttijd wilde men het maandonderdeel voor eene volle maand doen tellen. Doch, daar de tekst van artikel 53 deze bedoeling niet duidelijk genoeg deed uitschijnen, is het noodig hem in den voorgestelden zin te wijzigen, om geen twijfel meer te laten bestaan.

Art. 57. — Aan den huidige tekst werden de woorden bijgevoegd : « evenals de pensioenen hunner weduwen, weezen en andere gebeurlijke recht-hebbenden », om goed te bepalen dat deze pensioenen, zooals het rechtmatig is, insgelijks worden geregeld volgens de bij dit artikel voorziene gelijkstellingen met eenen graad. Anderzijds, werd de benaming « onderofficieren en soldaten » die onnauwkeurig is, vervangen door « lager personeel ».

ART. 58. — Dit artikel luidt dat het dienstouderdomspensioen wordt verhoogd wegens werkelijke dienstjaren in den graad, in de verhoudingen opgegeven in een tabel, in den tekst.

Dan luidt voorlaatste alinea :

« De beschikkingen van bovenstaande tabel mogen nooit aanleiding geven tot het toekennen aan een militair van een bepaalden graad, van een lager pensioen dan hij zou verkregen hebben, indien hij het voorwerp eener bevordering tot dien graad niet was geweest. In dit geval, wordt het pensioen van den vorigen graad toegekend; het zal bepaald worden alsof de bevordering niet was geschied. »

Nu, in sommige gevallen, kan deze tekst verwarring stichten. Inderdaad, menigmaal, werden sergeanten recht tot onderluitenant bevorderd; moest hun pensioen berekend worden volgens dat van den voorgaanden graad, dan zou hun het pensioen van adjudant moeten verleend worden; moest men, anderzijds, het pensioen berekenen, alsof er geen bevordering geweest ware, dan zou men tot den graad van sergeant moeten terugkeeren.

Het 1° van den nieuwen voorgestelden tekst bepaalt hoe er dient gehandeld om alle dubbelzinnigheid te vermijden en de rechtmatige belangen der betrokken personen niet te schaden.

Wat het 2° betreft, het verbetert enkel een lapsus uit den huidige tekst.

ART. 59. — Thans is het als volgt opgesteld :

« De aan de nationale orden verbonden renten, verleend aan de militairen beneden den graad van officier, worden tot het volgende bedrag bepaald :

Orde van Leopold II	fr. 100
Kroonorde	150
Leopoldsorde	200

» De helft van het beloop dezer renten is overdraagbaar op de weduwen en weezen der militairen die er houder van waren.

» Deze renten kunnen bij samenvoeging genoten worden. »

De aan de eerste alinea toegebrachte wijziging heeft ten doel de rente te kunnen verleen en aan de lagere militairen, die vroeger tot officier aangesteld zijn geweest.

Om het doel te bereiken dat de wetgever voor oogen had en tevens tot eene zoo eenvoudig mogelijke practische verwezenlijking te geraken, werd de huidige tekst, houdende dat de helft van het bedrag dezer renten terugvalt op de weduwen en weezen der militairen, die er houder van waren, gansch gewijzigd.

Volgens den huidige tekst zou de rente maar kunnen terugvallen op de weduwen en weezen der militairen die van de rente houder waren, 't is te zeggen, die, in hun leven, die rente hadden bekomen, hetzij om een oorlogsfeit, of alleen om dienstouderdom. Nu, die beschikking beantwoordt geenszins aan de

bedoeling, waarmee het beginsel der terugvallendheid werd ingeschreven in de wet, beginsel, dat er vroeger niet in bestond. Wat de wetgever in de eerste plaats heeft gewild, is dat de oorlogsweduwen en-weezen recht zouden hebben op de helft der rente voor eereteekens, verleend, hetzij gedurende hun leven, hetzij na hunnen dood, aan de gesneuvelde of vermiste militairen of bezweken aan de gevolgen van ontvangen kwetsuren, overkomen ongevallen of door hunnen dienst onder den oorlog opgedane ziekten. Nu, daar al die weduwen recht hebben op het bij de wet voorzien pensioen, is de eenige praktische manier om den wensch van den wetgever te vervullen, dit pensioen gelijkmatig met 50 frank te verhoogen, zegge de helft der rente van 100 frank verbonden aan het Ridderkruis der Orde van Leopold II, waarmee de betrokken militairen, door den band, werden vereerd. Daar de dossiers dezer weduwen opgemaakt en hunne rechten bewezen zijn, zijn het bureelwerk en de pleegvormen van verantwoording jegens het Rekenhof uiterst gering. In de weinige gevallen waarin de overleden militairen vereerd mochten geworden zijn, hetzij met de Kroonorde, hetzij met de Leopoldsorde met toekenning van den palm, 't is te zeggen om oorlogsfeit, wordt het pensioen der weduwen en weezen nog verhoogd.

Werd, daarentegen, het beginsel der terugvallendheid, behouden in den zin van het huidige artikel 59, uitgebreid tot al de gevallen waarin een eereteken na den dood wordt verleend, dan zou men zich verplicht zien bijzondere dossiers op te maken voor duizenden weduwen, koninklijke besluiten te nemen ter toekenning van de rente, en hun voor deze rente, — zegge in den regel 50 frank per jaar — een afzonderlijk brevet af te leveren; buiten dit zwaar schrijfwerk zou men onvermijdelijk met verwikkelingen te kampen hebben, om reden dat de meeste koninklijke besluiten die eene nationale orde toekennen na den dood, dagteekenen van 1920, 1921, zelfs 1922, terwijl het voordeel van artikel 58 toegepast wordt vanaf 1^o December 1919, voor de vóór dezen datum verworven rechten.

De voorgestelde bepaling heeft deze moeilijkheden willen vermijden, terwijl zij tevens beantwoordt aan eene bedoeling, die de thans van kracht zijnde tekst niet laat verwezenlijken. Wat betreft de terugvallendheid der rente op de weduwen, die niet in de gevallen verkeerden om op een pensioen recht te hebben, zij is nu niet meer te rechtvaardigen dan vroeger, en moet dus niet voorzien worden.

Art. 61. — De huidige tekst luidt :

« Bij de vereffening der achterstallen, betreffende de pensioenen of de als pensioen geldende vergoedingen, zullen de sommen welke de belanghebbenden ten laste der begrooting van oorlog hebben ontvangen, afgetrokken worden, in afwachting der vaste vereffening van hun pensioen. Indien, echter, de ontvangen sommen hooger beliepen dan de nieuwe rechten, zou het overschot den belanghebbenden verworven blijven. »

Hetgeen er bijkomt volgt noodzakelijk uit de beschikkingen genomen ten

voordeele van sommige weduwen en die door den wetgever van 1919 uit het oog verloren waren.

Wanneer hun echtgenoot bediende was bij een Staatsbeheer, mochten zij, inderdaad, indien zij er voordeel bij hadden, in afwachting der regeling van hun pensioen, de wedde of het loon optrekken dat dit beheer betaalde, in stede en ter vervanging van de wedde of de soldij, betaalbaar ten laste der oorlogsbegroting. Het hoeft dus geen betoog dat de voorschriften van artikel 61 ook op dergelijke gevallen moeten toepasselijk zijn. Over de te dien einde voorziene beschikking waren, overigens, alle betrokken departementen het eens.

ART. 63. — Dit artikel werd gewijzigd door artikel 3 der wet van 9 Augustus 1920, betreffende de voorschotverrichtingen voor de oorlogsinvaliden.

Daar deze wet een gansch bijzonder vraagpunt behandelt, dient hier, om alle mogelijk misverstand te voorkomen, de tekst van haar artikel 3 afzonderlijk opnieuw opgenomen te worden, om de juiste opstelling van het gewijzigd artikel 63 nauwkeurig te bepalen. Dit laatste wordt, buitendien, aangevuld door de beschikking die 't voorwerp is van het laatste lid, en die noodig is om desaan gaande alle betwisting te vermijden. Het spreekt inderdaad van zelf dat, om slechts één voorbeeld te geven, moest eene weduwe zonder kinderen komen te overlijden, de ouders van den overleden militair niet kunnen steunen op het feit dat het pensioen niet meer aan deze weduwe wordt uitgekeerd, om rechten te doen gelden op de aan de verwanten in opgaande lijn verschuldigde tegemoetkoming.

ART. 64. — De verplichting in den *Moniteur* de besluiten uit te vaardigen waarbij de pensioenen worden verleend, wordt afgeschaft, want deze overbodige pleegvorm brengt verlies aan tijd en geld mede.

ART. 65. — De huidige tekst luidt als volgt :

« Het recht op 't bekomen of op 't genot der militaire pensioenen wordt onderbroken.

» Bij veroordeeling tot eene lijf- of onteerende straf, onder den duur der straf.

» Bij de omstandigheden waaruit het verlies der hoedanigheid van Belg volgt, gedurende de berooving van deze hoedanigheid. »

De toegebrachte wijziging hebben voor eerste doel nog nader de gevallen te bepalen waarin het recht op de pensioenen moet geschorst worden. De nieuwe beschikkingen rechtvaardigen zich uiteraard, wat littera's *a*, *b* en *c* van het 1° betreft. Wat littera *d* aangaat, dit vult den ouden tekst aan betreffende het geval waarin de belanghebbenden de hoedanigheid van Belg verliezen, uitzondering gemaakt voor de weduwen die deze hoedanigheid verliezen door het overlijden van den echtgenoot of door een nieuw huwelijk, en voor zooveel zij aldus de nationaliteit niet verkrijgen van een land dat tegen België oorlog heeft gevoerd; deze beschikkingen komen overeen met deze, die in artikel 18 uiteengezet zijn en krachtens dewelke de weduwe die hertrouwt hare rechten op het pensioen behoudt.

Het 2^o van den nieuwen tekst verdrijft den twijfel, die thans zou kunnen bestaan, over het recht voor de vreemdelingen, die in de gelederen van 't Belgisch leger hebben gediend, en voor hunne weduwen en weezen, het voordeel van de beschikkingen dezer wet te genieten; dit recht schijnt onbetwistbaar.

Het 3^o, ten slotte, verleent, overeenkomstig de voorschriften van artikel 17, aan de minderjarige kinderen het recht behandeld te worden als weezen, wanneer de moeder van het pensioen beroofd is.

ART. 66. — De voorgestelde aanvulling van dit artikel werd gerechtvaardigd tevens met de aan artikel 8 toegebrachte wijziging.

ART. 67. — Thans luidt het als volgt :

« ART. 67. — Een koninklijk besluit zal de inrichting en de werking vaststellen der Commissiën die gelast zullen worden te beslissen over de rechten op de bij onderhavige wet voorziene pensioenen en verstrekkingen, buiten de dienst-ouderdomspensioenen.

» Deze Commissiën zullen, wat de invaliditeitspensioenen betreft, ten minste één derde invaliden begripen, wier invaliditeit 50 t. h. overtreft.

» Tegen hunne beslissingen zal kunnen beroep aange teekend worden : het beroep zal ingediend worden bij eene hogere rechtsmacht, bij derden samengesteld uit magistraten, invaliden van hooger opgegeven aard en ambtenaars. Het onderzoek dezer zaken tot zal geene onkosten aanleiding geven. »

Welnu er bestaan drie verschillende categorieën van Commissies : deze, die uitspraak doen over de rechten op de invaliditeitspensioenen; deze, die de rechten onderzoeken der weduwen, weezen en verwanten in opgaande lijn, op het pensioen of op de tegemoetkoming; de hogere beroepscommissie, eindelijk, bij dewelke, desgevallend, het beroep tegen de beslissingen der vorige Commissies wordt ingediend.

Het is noodzakelijk dat de wet nauwkeurig en afzonderlijk de opdracht van elk hunner bepale. Met dit doel, werd artikel 67 in den voorgestelden zin gewijzigd.

Wat de eerste Commissies betreft, wordt de voorwaarde, betreffende het ten honderd invaliditeit, vereischt van de leden invaliden, afgeschaft om rekening te houden met de daarover door de Nationalen Bond der Oorlogsinvaliden gemaakte opmerkingen. Deze Bond ondervindt, inderdaad, dikwijls de grootste moeilijkheden om zich naar de huidige voorschriften te voegen, bij het voordragen van leden, die in de Commissies kunnen zetelen. De invaliditeitsgraad dient, immers, niet alleen in acht genomen : vooreerst, moeten er kandidaten gevonden worden die over den noodigen tijd beschikken; vervolgens, moeten zij de onmisbare bevoegdheid bezitten om hunne opdracht behoorlijk te vervullen. Den Nationalen Bond der Invaliden, die, overigens, verantwoordelijk is voor de door hem voorgestelde candidaturen, dient dus de grootste vrijheid mogelijk gelaten. Zoo gebeurt het, trouwens, in Frankrijk, waar nooit eenige voorwaarde van invaliditeits-ten-honderd voor de keus der leden werd opgelegd.

Anderzijds, wordt er bepaald dat alleen in de Commissies, belast met het onderzoek der militairen *die den veldtocht hebben meegemaakt* één derde der leden oorlogsinvaliden moeten zijn.

Dat heeft de wetgever van 1919 gewild; maar, in zijne bijzondere bezorgdheid voor den toestand dezer militairen, heeft hij zijne aandacht niet genoeg gewijd aan de gewone gevallen *uit vrede*, waarop de wet ook toepasselijk is. Voor het onderzoek dezer gevallen is het, nochtans, voldoende te beschikken over commissies in den aard van die, welke reeds vóór den oorlog werkten; deze commissies waren voorgezeten door de territoriale militaire overheid en samengesteld uit officieren en geneesheeren onder werkelijken dienst.

Door tot die rechtspleging terug te keeren, zullen de Provinciale Commissies voor militaire invaliditeitspensioenen (C. P. P. M. I.) die nu werken, al hunnen tijd uitsluitend kunnen besteden aan het onderzoek der oorlogsinvaliden en in den kortsten tijd met hunne werkzaamheden gedaan krijgen.

Wanneer deze werkzaamheden bijna gedaan zijn, zullen er niet méér C. P. P. M. I. in werking blijven dan die, welke volstrekt noodzakelijk zijn om te beslissen: hetzij over de rechten der oorlogsinvaliden die opnieuw moeten onderzocht worden, omdat zij voorloopig gepensionneerd zijn, of omdat zij eene verergering van hunne gebrekkelijkheid zouden doen gelden, hetzij over de rechten der nu nog werkdadig dienende strijders, die later hunne rechten op een invaliditeitspensioen zouden doen gelden.

Wat betreft de Commissies belast met de beslissing over de rechten der weduwen, weezen en verwanten in opgaande lijn, het spreekt vanzelf dat hare tusschenkomst alleen gerechtvaardigd is voor de gevallen waarin de rechten niet onbetwistbaar vastgesteld zijn. Het ware zoo ongerijmd als nadeelig voor de Schatkist, deze Commissies, alléén voor den vorm, te verplichten omtrent 25,000 dossiers te onderzoeken van belanghebbenden, die onbetwistbaar in de bij de wet voorziene voorwaarden verkeerden om het pensioen of de tegemoetkoming te bekomen. Zoo zou er nochtans moeten gehandeld worden, moest het huidige artikel 67 naar de letter toegepast worden; de tekst er van moest dus in den voorgestelden zin gewijzigd worden om in de rede te blijven en alle mogelijke betwisting te vermijden.

Eindelijk, moest het lid betreffende de rechtspleging in beroep, met de voorgaande beschikkingen in overeenstemming gebracht worden.

* . *

Buiten de wijzigingen die het aan de wet van 23 November 1919 toebrengt, stelt het u voorgelegd wetsonwerp de wijziging voor van artikel 6 der wet van 25 Augustus 1920, waarbij nu wordt bepaald:

« De jaarwedde, waarop het pensioen wordt berekend, is het maximum toegekend aan den graad, door den belanghebbende bekleed, wanneer hij op pensioen gesteld wordt. »

De nieuwe tekst bepaalt vooreerst dat hier de graad wordt bedoeld, waarmede

de belanghebbende bekleed *of gelijkgesteld* is. Hij voorziet, vervolgens voor de muzikanten, eene noodzakelijke uitzondering op den regel; deze genieten, inderdaad, eene bijzondere wedde en het is dus rechtvaardig dat hun pensioen kunne berekend worden naar de bijzondere wedde en niet naar de in den regel lagere wedde van den graad, waarmede zij gelijkgesteld zijn.

* * *

Ten slotte brengt artikel 4 van het ontwerp aan de wet van 1 Juni 1919, in zake de rente wegens frontstrepn, de gepaste wijzigingen toe om de beschikkingen dezer wet in overeenstemming te brengen met deze der wet van 23 November 1919, die zelf aangevuld en gewijzigd wordt. Vermits men zich daartoe er bij bepaald heeft reeds te voren gerechtvaardigde teksten te herhalen, is het overbodig over de gepastheid der voorgestelde wijzigingen uit te weiden. Er is maar ééne die alleen in de wet van 1 Juni 1919 voorkomt : die, welke betrek heeft op het laatste lid van artikel 9; thans luidt dit artikel dat de rente wegens frontstrepn betaalbaar is op den ouderdom van vijf en vijftig jaar, aan de militairen met één tot vier; op den ouderdom van vijftig jaar, aan die met vijf tot acht frontstrepn; op den ouderdom van vijf en vijftig jaar aan de ziekenverpleegsters, eender met hoeveel frontstrepn. Overeenkomstig een door den Nationalen Bond van Oorlogsinvaliden uitgesproken wensch, wordt er voorgesteld in ieder geval de rente betaalbaar te maken op vijftig jaar voor de invaliden met een definitief pensioen of wier rechten op dit pensioen vastgesteld zijn.

Hieronder kan men, overigens, tot naricht, den huidige tekst vinden van artikelen 10 tot 14, 17 en 22, om een juist denkbeeld te hebben van de draagkracht der voorgestelde wijzigingen.

ART. 10. — Bij overlijden van den militair, zal zijne weduwe de rente genieten waarop hij zou recht gehad hebben. Bij overlijden der weduwe, zal de rente aan de kinderen toegekend worden, tot wanneer zij den ouderdom van achttien jaar zullen bereikt hebben.

ART. 11. — Bij overlijden des genieurs na den vervaltijd der rente, zal deze overgaan op zijne weduwe en, bij dezer ontstentenis, op zijne kinderen onder hierboven vermelde voorwaarden.

ART. 12. — In geval van scheiding uit den echt of bij lijve, ten nadeele der echtgenoot uitgesproken, zal deze laatste van de bij onderhavigen titel bepaalde voordeelen vervallen verklaard worden. De rente zal aan de kinderen gemeenschappelijk ten goede komen tot op vollen achttienjarigen ouderdom.

ART. 13. — Bij opnieuw in den echt treden der weduwe, zal de helft der rente op de kinderen van het eerste huwelijk overgaan.

ART. 14. — Indien de militair tijdens den veldtocht aan de gevolgen van verwondingen of van in den dienst opgedane ziekte overleden is, zullen de weduwe,

of, bij dezer ontstentenis, hare kinderen tot op achttienjarigen ouderdom, de rente genieten.

Deze zal in ieder geval op grondslag van acht chevrons berekend worden.

ART. 17. — De schikkingen voorzien bij titels I en II ten bate der weduwe en der familie van den overleden militair, zijn toepasselijk op de echtgenoot en op de familie van hem, die als « vermist » aangeschreven staat.

ART. 22. — De rechten op het bekomen of op het genot van het familieaandeel, alsmede der chevronsrente, worden geschorst in de gevallen voorzien bij artikel 27 der wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensioenen.

*
* *

Dit zijn de beschouwingen ter rechtvaardiging der beschikkingen van het wetsontwerp dat ik, volgens 's Konings bevelen, de eer heb aan de besprekingen der Kamer voor te leggen. Ik ben tevens zoo vrij hare aandacht te vestigen op den spoedeischenden aard van de meeste der aan de van kracht zijnde wetgeving toe te brengen wijzigingen, waardoor alleen vele thans hangende toestanden zullen geregeld worden en tevens tal van belangwekkende gevallen opgelost, waaraan tot nogtoe geen gunstig gevolg is kunnen gegeven worden.

De Minister van Landsverdediging.

ALBERT DEVÈZE.

ANNEXE AU N° 321.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919 relatives à la rente des chevrons de front.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires; sauf stipulation différente, ces modifications sortiront leurs effets à la même date que la susdite loi.

TITRE PREMIER.

Droits à la pension pour ancienneté de service.

I. — Le 3° de l'article 2 est modifié comme suit :

3° a) Les militaires au-dessous du

BIJLAGE VAN N° 321.

Wetsontwerp tot wijziging der wetten op de militaire pensioenen evenals der beschikkingen van de wet van 1 Juni 1919 op de rente wegens frontstrepren.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast, uit Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers in te dienen.

ARTIKEL ÉÉN.

De volgende wijzigingen worden toegebracht aan de wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen; behoudens strijdige bepaling, worden deze wijzigingen van kracht op denzelfden datum als bovengemelde wet.

TITEL ÉÉN.

Rechten op het pensioen wegens dienstouderdom.

I. — Het 3° van artikel 2 wordt gewijzigd als volgt :

3° a) De militairen, beneden den rang

rang d'officier, y compris ceux de la gendarmerie, qui comptent vingt années de service effectif, exception faite des militaires mentionnés au litt. *b* ci-après;

b) Les militaires utilisés en qualité d'ouvrier ou d'artisan, dans les établissements, services et unités de l'armée et appartenant aux catégories définies par un arrêté royal, qui comptent trente-cinq années de service effectif, ou qui sont âgés de 55 ans accomplis et comptent quinze années de service effectif. Le même arrêté royal déterminera les grades auxquels, suivant la durée des services accomplis, les intéressés seront assimilés pour le règlement de leur pension d'ancienneté et éventuellement de leur pension d'invalidité. La pension d'ancienneté des militaires visés au présent littéra et qui, avant de substituer un engagement militaire à leur engagement spécial, servaient en qualité d'ouvrier civil militarisé ou d'ouvrier permanent, ne pourra en aucun cas, être inférieure à celle qui, au moment où leurs droits s'ouvrent, leur eût été concédée par application de la loi sur les pensions civiles.

II. — Le littéra B de l'article 3 est modifié comme suit :

B. — *a)* Les militaires mentionnés au littéra *a* du 3° de l'article 2 :

1° Qui comptent plus de vingt années de service effectif;

2° Qui ont plus de 50 ans accomplis;

b) Les militaires mentionnés littéra *b* du 3° de l'article 2, qui ont plus de 55 ans accomplis et comptent quinze années au moins de service effectif.

van officier, deze der gendarmerie inbegrepen, die twintig jaar werkelijken dienst hebben, behalve de onder verstaand litt. *b* vermelde militairen;

b) De militairen, werkzaam als werkmán of ambachtsman bij de inrichtingen diensten en eenheden van het leger, en toevoorend tot de bij een koninklijk besluit bepaalde categories, die vijf en dertig jaar werkelijken dienst hebben, of die ten volle 55 jaar oud zijn en vijftien jaar werkelijken dienst hebben. Hetzelfde koninklijk besluit zal den graad bepalen, waarmede de belanghebbenden, volgens den duur der bewezen diensten, zullen gelijkgesteld worden voor de regeling van hun dienstouderdomspensioen en, desgevallend, van hun invaliditeitspensioen. Het dienstouderdomspensioen der in onderhavig lid bedoelde militairen, die, vóór zij hunne bijzondere verbintenis door eene militaire dienstneming hebben vervangen, dienst deden als gemilitariseerd burgerlijk werkmán of als bestendig werkmán, mag, in geen geval, lager zijn dan hetgeen hun, op 't oogenblik dat zij er recht op hebben, zou toegekend geworden zijn bij toepassing der wet op de burgerlijke pensioenen.

II. — Litt. *B* van artikel 3 wordt gewijzigd als volgt :

B. a) De in litt. *a*, 3° van artikel 2 vermelde militairen :

1° Met meer dan twintig jaar werkelijken dienst;

2°. Die den vollen ouderdom van 50 jaar voorbij zijn :

b) De in littéra *b* 3° van artikel 2 vermelde militairen, die ouder zijn dan 55 jaar en ten minste vijftien jaar werkelijken dienst hebben.

III. — L'article 4 est modifié comme suit :

Les années de service effectif se comptent à partir du jour où le militaire est entré soit à l'École Militaire, en qualité d'élève, soit au service actif comme volontaire ou milicien, mais seulement à partir de l'âge de 16 ans révolus s'il est entré au service avant cet âge.

Les années de service effectif accomplies par tous les officiers sont majorées, à titre d'études préliminaires, de deux ans. Toutefois, ces deux années sont portées à trois, pour les anciens élèves de l'École militaire qui ont été admis à cet établissement après le 6 mai 1888, à cinq pour les médecins, à quatre pour les pharmaciens et les vétérinaires.

IV. — L'article 6 est modifié comme suit :

Est compté pour la pension militaire, le temps passé dans un service civil qui donne droit à pension, pourvu que la durée des services militaires effectifs soit de dix années au moins.

TITRE II.

**Droits à la pension
pour cause de blessures ou d'infirmités.**

V. — L'article 8 est modifié comme suit :

En dehors des cas prévus au présent article, les militaires en activité de service ne peuvent obtenir la pension d'invalidité, que s'ils sont reconnus hors d'état de continuer à servir. ou, dans le cas contraire, lorsqu'ils quittent définitivement le service.

Si leurs blessures proviennent d'événements de guerre ou si leurs infirmités

III. — Artikel 4 wordt gewijzigd als volgt :

De werkelijke dienstjaren worden berekend vanaf den dag, waarop de militair leerling is geworden aan de militaire school of als vrijwilliger of milicien onder werkelijken dienst is getreden, doch maar vanaf den vollen ouderdom van 16 jaar, indien hij vóór dien ouderdom is binnengekomen.

De door al de officieren vervulde werkelijke dienstjaren worden met twee jaar opgevoerd uit hoofde van voorafgaande studiën. Deze twee jaren worden, echter, voor de oud-leerlingen der Militaire School, die na den 6 Mei 1888 in deze inrichting werden opgenomen, op drie, voor de geneesheeren op vijf, voor de apothekers en paardenartsen op vier jaar gebracht.

IV. — Artikel 6 wordt gewijzigd als volgt :

De tijd doorgebracht in eenen burgerlijken dienst, die recht geeft op pensioen, komt in aanmerking voor het militair pensioen, op voorwaarde dat de duur der werkelijke militaire diensten ten minsten tien jaar bereike.

TITEL II.

**Rechten op het pensioen wegens
kwetsuren of lichaamsgebreken.**

V. — Artikel 8 wordt gewijzigd als volgt :

Buiten de in onderhavig artikel voorziene gevallen kunnen de militairen onder werkelijken dienst, alleen dan een invaliditeitspensioen bekomen, wanneer zij buiten staat worden bevonden te blijven dienen of, zooniet, wanneer zij den dienst voorgoed vaarwel zeggen.

Zijn hunne kwetsuren te wijten aan oorlogsgebeurtenissen of werden hunne

ont été causées ou aggravées par les fatigues, accidents ou dangers du service militaire en temps de guerre, ces militaires peuvent être admis, s'ils en font la demande, à la pension d'invalidité tout en restant au service actif, à condition que l'affection motivant les droits à cette pension ne soit pas exposée à s'aggraver, en dehors des risques de guerre ou d'accident, par l'exercice normal de leurs fonctions.

Pour les militaires ayant participé à la campagne de 1914-1918 et dont l'invalidité place son origine entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919, la disposition prévue à l'alinéa précédent sortira ses effets à dater du premier du mois suivant la promulgation de la présente loi et leur pension d'invalidité sera réglée sur le grade dont ils sont revêtus à cette date.

VI. — Le premier alinéa de l'article 10 est modifié comme suit :

Toutes les invalidités constatées ou qui sont prouvées avoir existé chez un militaire, pendant la période où il a été mobilisé ou pendant les six mois qui ont suivi son renvoi dans ses foyers après la démobilisation, sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou aggravées par suite de fatigues, dangers ou accidents du service militaire.

VII. — L'article 11 est modifié comme suit :

1° Si l'invalidité est reconnue permanente, la pension est accordée à titre définitif;

2° Si l'invalidité est temporaire, la pension est accordée provisoirement

lichaamsgebreken veroorzaakt of zijn zij verergerd door de vermoeienissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst in oorlogstijd, dan kunnen die militairen, die daartoe eene aanvraag indienen, gepensionneerd worden wegens invaliditeit en tevens onder werkelijken dienst blijven op voorwaarde dat de aandoening die op dit pensioen recht verleent, niet kan verergeren, buiten de gevaren van oorlog of ongeval, door de gewone uitoefening van hun ambt.

Voor de militairen die den veldtocht 1914-1918 hebben meëgemaakt en wier invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^{er} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919, wordt de onder voorgaand lid voorziene beschikking van kracht, vanaf den eersten der maand, die volgt op de afkondiging van onderhavige wet, en hun pensioen wegens invaliditeit zal geregeld worden naar den graad waarmee zij op dezen datum bekleed zijn.

VI. — Het eerste lid van artikel 10 wordt gewijzigd als volgt :

Al de invaliditeiten die vastgesteld werden of die bewezen zijn dat zij bij een militair bestonden gedurende den tijd waaronder hij gemobiliseerd was, of gedurende de zes maanden na zijnen terugkeer in den huiskring, na de demobilisatie, zijn, behoudens tegenbewijs, verondersteld opgedaan of verergerd te zijn ten gevolge van vermoeienissen, gevaren of ongevallen van den militairen dienst.

VII. — Artikel 11 wordt gewijzigd als volgt :

1° Indien de invaliditeit bijblijvend is bevonden, wordt het pensioen voorgoed toegestaan.

2° Is de invaliditeit tijdelijk, dan wordt het pensioen voorloopig toeges-

pour un an. Après chaque période d'un an, la pension provisoire pourra : soit être rendue définitive, si l'invalidité est devenue permanente, soit être renouvelée à un taux inférieur, égal ou supérieur au taux primitif, soit être suspendue, si le taux de l'invalidité n'atteint plus 10 % ou si l'intéressé néglige de se soumettre à l'examen médical auquel il a été convoqué.

3° En tout état de cause, à l'expiration du délai de trois ans prenant cours à la date où la pension provisoire a été concédée pour la première fois, la situation de l'intéressé sera consolidée et la pension sera ou supprimée, ou convertie en pension définitive. Toutefois, en ce qui regarde les militaires ayant pris part à la campagne de 1914-1918 antérieurement à l'armistice et pour lesquels l'origine de l'invalidité se place entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919, les mesures suivantes seront appliquées :

a) A dater de la promulgation de la présente loi, les commissions prévues à l'article 67 ne pourront leur accorder la pension qu'à titre définitif;

b) Pour ceux de ces militaires qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont en jouissance d'une pension provisoire ou de droits réguliers à cette pension, celle-ci sera convertie d'office en pension définitive.

4° Pour les militaires ayant pris part à la campagne de 1914-1918 antérieurement à l'armistice, qui ont été examinés après le 1^{er} décembre 1919 et pour lesquels l'origine de l'invalidité se place entre le 1^{er} août 1914 et le 30 sep-

taan voor één jaar. Na ieder jaar kan het voorloopig pensioen : ofwel definitief worden, zoo de invaliditeit bijblijvend is geworden, ofwel hernieuwd worden op dezelfde som, of op een kleiner of hooger bedrag dan het eerste, ofwel geschorst worden, indien het invaliditeitscijfer geen 10 % meer bereikt, of indien de belanghebbende verwaarloost, zich te onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek, waartoe hij werd opgeroepen.

3° In ieder geval, wordt de toestand van den belanghebbende bestendig na verloop van eenen termijn van drie jaar, die ingaat vanaf den datum, waarop het pensioen voor de eerste maal werd toegekend, en het pensioen wordt ofwel ingetrokken ofwel in een definitief pensioen omgezet. Wat echter de militairen betreft, die, vóór den wapenstilstand, den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt en wier invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en den 30^{en} September 1919, worden de volgende maatregelen toegepast :

a) Vanaf den datum der afkondiging van onderhavige wet kunnen de bij artikel 67 voorziene Commissies hun geen ander dan een definitief pensioen toestaan;

b) Voor diegenen dezer militairen, die, op den datum der afkondiging van onderhavige wet, een voorloopig pensioen genieten, of regelmatig recht hebben op zulk een pensioen, wordt dit van ambtswege in een definitief pensioen omgezet.

4° Voor de militairen, die, vóór den wapenstilstand, den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt, en die onderzocht werden na den 1^{en} December 1919 en wier invaliditeit ontstaan is tusschen den 1^{en} Augustus 1914 en

tembre 1919, la pension provisoire qui leur a été concédée pour la première fois, sera payée exceptionnellement jusqu'à l'expiration du délai d'un an prenant cours le 1^{er} du mois qui suit celui pendant lequel ils ont subi le premier examen médical devant une des commissions instituées par l'article 67 de la loi du 23 novembre 1919, modifié par la présente loi, ou par l'article 2 de l'arrêté-loi du 5 avril 1917.

VIII. — L'article 12 est complété comme suit :

Pour les militaires ayant pris part à la campagne de 1914-1918 antérieurement à l'armistice, l'aggravation de blessures, infirmités ou maladies préexistantes, ouvre également le droit à la pension réduite, si cette aggravation place son origine entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919.

TITRE III.

Droits des veuves à une pension viagère et des orphelins à une pension temporaire.

IX. — L'article 13 est modifié comme suit :

Les veuves des militaires tués sur le champ de bataille ou morts par suite de blessures reçues, d'accidents éprouvés ou de maladies contractées ou aggravées durant le service et par le fait du service, ou contractées durant le service mais non par le fait du service pourvu qu'il soit constaté que les causes des blessures ou infirmités sont indépendantes de la volonté de ces militaires, ont droit à une pension viagère, à condition que le mariage soit antérieur à la blessure, à

den 30^e September 1919, wordt het voorloopig pensioen, dat hun voor de eerste maal werd toegekend, bij uitzondering uitbetaald tot het einde van den termijn van één jaar, die ingaat den 1^e der maand, die volgt op die waarin zij het eerste geneeskundig onderzoek hebben ondergaan vóór eene der Commissies, aangesteld bij artikel 67 der wet van 23 November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet, of bij artikel 2 der besluit-wet van 5 April 1917.

VIII. — Artikel 12 wordt aangevuld als volgt :

Voor de militairen, die, vóór den wapenstilstand, den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt, doet de verergering van vroeger bestaande kwetsuren, lichaamsgebreken of ziekten, eveneens het recht ontstaan op het beperkt pensioen, indien deze verergering zich heeft voorgedaan tusschen den 1^e Augustus 1914 en den 30^e September 1919.

TITEL III.

Rechten der weduwen op een levenslang pensioen en der weezen op een tijdelijk pensioen.

IX. — Artikel 13 wordt gewijzigd als volgt :

De weduwen der militairen, gesneuveld op 't slagveld of overleden aan de gevolgen van ontvangen kwetsuren, overkomen ongevallen of ziekten opgedaan of verergerd gedurende den dienst en door den dienst, of opgedaan gedurende den dienst, doch niet door den dienst zelf, onder voorwaarde dat het blijke dat de oorzaken der kwetsuren of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil dezer militairen, hebben recht op een levenslang pensioen, op

refuser le bénéfice du présent article aux veuves et aux filles-mères jugées indignes de l'obtenir.

X. — L'article 14 est modifié comme suit :

La justification des causes, de la nature et des suites des blessures et des maladies, sera établie dans les formes et dans les délais prescrits par arrêté royal.

XI. — Le dernier alinéa de l'article 15 est modifié comme suit :

Les demandes de pension introduites par les veuves, orphelins et autres ayants droit des militaires ou anciens militaires décédés dans leurs foyers, doivent être accompagnés d'un rapport médical établi par le médecin qui a soigné le défunt pendant sa dernière maladie ou, à défaut de soins donnés pendant la dernière maladie, par le médecin qui a constaté le décès. Ce rapport fera ressortir d'une façon précise la relation de cause à effet entre le décès et la blessure reçue, l'accident éprouvé ou la maladie contractée ou aggravée en service.

XII. — Le troisième alinéa de l'article 16 est complété comme suit :

Mais la pension à payer à la veuve ne pourra dépasser le principal de la pension, augmenté de la majoration attribuée à ses propres enfants.

XIII. — L'article 17 est modifié comme suit :

En cas de séparation de corps prononcée à la requête du mari, la veuve d'un militaire ne peut prétendre à

het voordeel van dit artikel weigeren aan de weduwen en ongehuwde moeders, die niet waardig worden geoordeeld het te bekomen.

X. — Artikel 14 wordt gewijzigd als volgt :

De rechtvaardiging der oorzaken, van den aard en de gevolgen der kwetsuren en ziekten, dient opgemaakt in de vormen en binnen den tijd, voorgeschreven bij koninklijk besluit.

XI. — Het laatste lid van artikel 15 wordt gewijzigd als volgt :

Bij de pensioenaanvragen, ingediend door de weduwen, weezen en andere rechthebbenden der thuis overleden militairen of oud-militairen, moet een geneeskundig verslag gevoegd zijn, opgemaakt door den geneesheer, die den overledene tijdens zijne laatste ziekte heeft verzorgd of, zoo hij tijdens zijne laatste ziekte niet werd verzorgd, door den geneesheer, die het overlijden heeft vastgesteld. Uit dit verslag moet nauw keurig het verband blijken van oorzaak tot uitwerksel tusschen het overlijden en de bekomen kwetsuur, het overkomen ongeval of de onder dienst opgedane of verergerde ziekte.

XII. — Het 3^e lid van artikel 16 wordt aangevuld als volgt :

Het aan de weduwe te betalen pensioen mag, echter, niet grooter zijn dan de hoofdsom van het pensioen, opgevoerd met de aan hare eigen kinderen toegekende verhooging.

XIII. — Artikel 17 wordt gewijzigd als volgt :

In geval van scheiding bij lijve, uitgesproken op verzoek van den echtgenoot, kan de weduwe van een militair

aucune pension ou majoration prévue par la loi du 23 novembre 1919, modifiée par la présente loi.

Dans ce cas et dans celui du divorce, les enfants, s'il y en a, seront considérés comme orphelins.

Il en sera de même lorsque la femme aura été jugée indigne d'obtenir la pension ou lorsqu'elle aura été déchue de la puissance paternelle, sauf à être réintégrée dans ses droits si elle vient à être restituée dans la puissance paternelle.

XIV. — L'article 18 est modifié comme suit :

La veuve qui contracte un nouveau mariage conserve ses droits à la pension et aux majorations prévues par la loi du 23 novembre 1919, modifiée par la présente loi. Toutefois, la veuve qui n'aura pas conservé la tutelle des enfants issus de son mariage avec le militaire décédé, ne percevra que la moitié du principal de la pension, jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 21 ans. L'autre moitié, augmentée des majorations, sera déléguée à titre personnel à ces enfants, jusqu'à la majorité du dernier survivant et sera payée entre les mains de leur tuteur légal.

Les dispositions du présent article sont applicables à dater du jour fixé pour l'entrée en jouissance de la pension.

Le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 24 mai 1838, stipulant que la veuve pensionnée perd ses droits en contractant un nouveau mariage et que ses enfants seront considérés comme orphelins, est abrogé.

geen aanspraak maken op een pensioen, noch op de verhooging, voorzien bij de wet van 23 November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet.

In dit geval en in dit van echtscheiding, worden de kinderen, die er mochten zijn, als weezen beschouwd.

Hetzelfde geldt wanneer de vrouw onwaardig wordt geacht het pensioen te bekomen, of wanneer zij van hare ouderlijke macht vervallen verklaard is, tenzij zij in hare rechten hersteld worde, nadat zij de ouderlijke macht heeft teruggekregen.

XIV. — Artikel 18 wordt gewijzigd als volgt :

De weduwe, die een nieuw huwelijk aangaat, behoudt hare rechten op het pensioen en op de verhoogingen, voorzien bij de wet van 23^{en} November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet.

De weduwe, die de voogdijschap niet heeft behouden over de kinderen, gesproten uit haar huwelijk met den overleden militair, kan, echter, niet meer trekken dan de helft der hoofdsom van het pensioen, totdat het jongste kind 21 jaar oud geworden is. De tweede helft, opgevoerd met de verhoogingen, wordt ten persoonlijken titel op deze kinderen overgedragen, tot de meerderjarigheid van het langstlevende kind en uitbetaald in handen van hunnen wetligen voogd.

De bepalingen van onderhavig artikel worden toepasselijk vanaf den bepaalden dag, waarop het pensioen ingaat.

Het laatste lid van artikel 10 der wet van 24 Mei 1838, waarbij bepaald is dat de gepensioneerde weduwe hare rechten verliest bij 't aangaan van een nieuw huwelijk en dat hare kinderen als weezen beschouwd zijn, wordt ingetrokken.

XV. — L'article 21 est rédigé comme suit :

La pension et les majorations de pension accordées dans les conditions déterminées par la loi du 23 novembre 1919, modifiée par la présente loi, à la veuve et aux orphelins du militaire décédé, sont également alloués à la femme et aux enfants mineurs du militaire signalé au cours de la guerre comme disparu depuis six mois au moins et porté comme tel sur les listes officielles dressées par le Ministère de la Défense Nationale.

Cette pension concédée à titre provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès est établi officiellement ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée ; la dite pension provisoire prend fin à l'expiration du trimestre pendant lequel l'existence du disparu est devenue certaine.

Les dispositions du présent article sont applicables aux filles-mères, dans les conditions prévues au pénultième alinéa de l'article 13.

XVI. — L'article 22 est modifié comme suit :

A défaut des ayants-droit désignés aux articles précédents et à l'article 25 ci-après, les père et mère du militaire décédé ou disparu dans les conditions ouvrant à la veuve ou à l'épouse des droits à la pension, recevront l'allocation fixée par l'article 39, s'ils justifient qu'ils sont de nationalité belge. Les ascendants de nationalité étrangère, dont un ou plusieurs fils ont été incorporés dans les rangs de l'armée belge,

XV. — Artikel 21 luidt als volgt :

Het pensioen en de pensioensverhoogingen, toegestaan in de gevallen vastgesteld bij de wet van 23 November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet, aan de weduwe en aan de weezen van den overleden militair, worden insgelijks toegekend aan de echtgenooten en aan de minderjarige kinderen van den militair, in den loop van den oorlog aangegeven als ten minste zes maanden vermist en als dusdanig in de door het Ministerie van Landsverdediging opgemaakte, officieele lijsten aangetekend.

Dit voorloopig toegestaan pensioen wordt omgezet in een definitief pensioen, wanneer het overlijden officieel wordt vastgesteld, of wanneer de vermissing werd verklaard bij vonnis met kracht van gewijsde; dit voorloopig pensioen houdt op bij 't verstrijken van het trimester, waaronder het bestaan van den vermiste zekerheid is geworden.

De beschikkingen van onderhavig artikel, zijn in de bij het voorlaatste lid van artikel 13 voorziene gevallen, toepasselijk op de ongehuwde moeders.

XVI. — Artikel 22 luidt als volgt :

Bij ontstentenis van de in hooger- vermelde artikelen en in verderstaand artikel 25 opgegeven rechthebbenden, zullen de vader en de moeder van den militair, overleden of vermist in de omstandigheden, die aan de weduwe of aan de echtgenooten rechten op een pensioen verleen, de bij artikel 39 bepaalde tegemoetkoming ontvangen, indien zij bewijzen dat zij van Belgische nationaliteit zijn. De verwanten in

bénéficieront des mêmes dispositions, à condition :

1° Qu'ils résident en Belgique et aient établi leur résidence sur le territoire belge antérieurement à la promulgation de la loi du 23 novembre 1919;

2° Qu'ils ne soient pas ressortissants de l'une des nations en guerre avec la Belgique de 1914 à 1919;

3° Qu'ils ne soient pas bénéficiaires d'une allocation d'ascendant, servie par un Gouvernement étranger.

A défaut de demande introduite par le père dans le délai fixé par arrêté royal, l'allocation pourra être accordée personnellement à la mère sur sa demande.

En cas de divorce ou de séparation judiciaire, comme aussi dans le cas d'abandon ou lorsque les époux sont séparés de fait, les droits sont seuls ouverts, à celui des époux qui justifie avoir élevé et entretenu jusqu'à son appel sous les drapeaux, le militaire décédé ou disparu.

Si ces dernières conditions ne sont remplies par aucun des conjoints, le droit de l'allocation n'existe pour aucun d'eux.

D'autre part, si ces conditions ont été remplies par deux époux divorcés ou séparés, soit judiciairement ou de fait, soit par suite d'abandon, l'allocation est due pour moitié à chacun d'eux.

XVII. — L'article 23 est modifié comme suit :

A défaut du père et de la mère, l'al-

opgaande lijn van vreemde nationaliteit, waarvan één of meer zonen in de geleerden van het Belgisch leger werden ingelijfd, zullen het voordeel derzelfde beschikkingen genieten, op voorwaarde :

1° Dat zij hun woonverblijf in België hebben en van vóór de afkondiging der wet van 23^e November 1919 hunne wettige verblijfplaats op Belgisch grondgebied hadden gevestigd;

2° Dat zij geene onderdanen zijn van eene der natiën die van 1914 tot 1919 met België in oorlog waren;

3° Dat zij als verwanten in opgaande lijn geene door eene vreemde Regeering verstrekte tegemoetkoming trekken.

Dient de vader geene aanvraag in binnen den bij koninklijk besluit bepaalden tijd, dan kan de tegemoetkoming, op aanvraag der moeder, aan haar zelf toegekend worden.

In geval van echtscheiding of gerechtelijke scheiding, zoowel als in geval van verlating of wanneer de echtelingen in feite gescheiden zijn, heeft alleen recht deze der echtelingen, die het bewijs levert dat hij den overleden of vermisten militair tot zijne oproeping onder de wapens heeft grootgebracht en onderhouden.

Verkeert geen der echtelingen in deze laatste voorwaarden, dan heeft geen van beiden recht op de tegemoetkoming.

Anderzijds, indien deze voorwaarden vervuld werden door twee echtelingen, uit den echt gescheiden of gescheiden, 't zij gerechtelijk, 't zij in feite, 't zij ten gevolge van verlating, dan heeft iedere echtgenoot recht op de helft der tegemoetkoming.

XVII. — Artikel 23 wordt gewijzigd als volgt :

Bij ontstentenis van vader en moeder,

cation fixée par l'article 40 sera accordée aux grands-parents, dans les conditions déterminées à l'article 22. Toutefois, si le militaire a des frères et sœurs âgés de moins de 16 ans accomplis ou incapables par suite d'infirmité de subvenir à leurs besoins, l'allocation est accordée exclusivement à ces derniers et payée aux personnes qui en ont la charge.

A défaut de demande introduite par le grand-père dans le délai fixé par un arrêté royal, l'allocation pourra être accordée personnellement à la grand-mère, sur sa demande,

Chaque grand parent ou chaque couple de grands parents ne pourra recevoir qu'une seule allocation. Les frères et sœurs recevront, ensemble, une allocation égale à celle qui serait réservée aux grands parents conjointement.

XVIII. — L'article 24 est modifié comme suit :

Sauf à subir les variations de taux éventuelles résultant des articles 39 et 40, l'allocation est viagère et régie par les dispositions de l'article 63. Elle cesse, toutefois, d'être due aux frères et sœurs bénéficiant de l'article 23, à l'expiration du trimestre au cours duquel le dernier des bénéficiaires a atteint l'âge de 16 ans, toute limite disparaît lorsque, par suite d'infirmité, l'intéressé est dans l'incapacité permanente de subvenir à sa subsistance.

Pour les droits existants au moment de la promulgation de la loi du 23 novembre 1919, l'allocation prend

wordt de bij artikel 40 vastgestelde tegemoetkoming verleend aan de grootouders in de bij artikel 22 bepaalde gevallen. Zoo de militair, echter, broeders en zusters heeft beneden den vollen leeftijd van 16 jaar of, uit hoofde van lichaamsgebreken niet in staat in hunne behoeften te voorzien, dan wordt de tegemoetkoming uitsluitend aan deze laatsten verleend en betaald aan de personen, die er den last van hebben.

Dient de grootvader geene aanvraag in binnen den bij koninklijk besluit bepaalden tijd, dan kan de tegemoetkoming, op verzoek der grootmoeder, aan haar zelf toegekend worden.

Ieder grootouder of elk paar grootouders kan niet meer dan ééne tegemoetkoming ontvangen. De broeders en zusters kunnen te zamen eene tegemoetkoming ontvangen gelijk aan die, welke gemeenschappelijk aan de grootouders zou toekomen.

XVIII. — Artikel 24 wordt gewijzigd als volgt :

Behoudens de gebeurlijke bedragveranderingen te ondergaan uit hoofde van artikelen 39 en 40, wordt de tegemoetkoming levenslang toegekend en geregeld door de beschikkingen van artikel 63. Zij is echter, niet meer verschuldigd aan de broeders en zusters, die 't voordeel van artikel 23 genieten, na verloop van het trimester, waaronder de laatste der voordeelhouders 16 jaar oud is geworden; alle beperking valt weg wanneer de belanghebbende, wegens lichaamsgebreken, voor altijd onbekwaam is om in zijn onderhoud te voorzien.

Voor de op 't oogenblik der afkondiging der wet van 23 November 1919 bestaande rechten, wordt de tegemoet-

cours à partir de cette promulgation.

La justification des droits s'établit dans la forme et dans les délais prescrits par un arrêté royal.

XIX. — Le premier alinéa de l'article 25 est modifié comme suit :

Les enfants naturels reconnus, de même que les enfants légitimés par application de la loi du 29 juillet 1921, ont droit à la pension, si leur mère n'a pas bénéficié des dispositions de l'article 13.

XX. — L'article 26 est complété comme suit :

Lorsque des circonstances spéciales le justifient, les commissions prévues à l'article 67 peuvent proposer, sur rapport motivé, d'accorder séparément une allocation à des ayants droit distincts, d'un même militaire, sans toutefois que la somme des allocations ainsi accordées séparément, puisse être supérieure à l'allocation prévue pour le père et la mère conjointement.

XXI. — Au dernier alinéa de l'article 27, les mots « article 45 » sont remplacés par « article 46 ».

TITRE IV.

Fixation des pensions.

XXII. — L'article 28 est modifié comme suit :

La pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire; toutefois, si l'intéressé n'a pas droit à une pension d'invalidité et s'il demande sa retraite avant d'avoir au moins un an d'activité dans ce grade, la pension est

koming vanaf deze afkondiging toegekend.

De rechtvaardiging der rechten geschiedt in bij een koninklijk besluit voorgeschreven vorm en tijd.

XIX. — Het eerste lid van artikel 25 wordt gewijzigd als volgt :

De erkende onwettige kinderen, evenals de door toepassing der wet van 29 Juli 1921 gewettigde kinderen, hebben recht op het pensioen, indien hunne moeder het voordeel der beschikkingen van artikel 13 niet heeft genoten.

XX. — Artikel 26 wordt aangevuld als volgt :

Wanneer bijzondere omstandigheden zulks rechtvaardigen kunnen de bij artikel 67 voorziene Commissies, bij gemotiveerd verslag voorstellen afzonderlijk eene tegemoetkoming toe te kennen aan verschillende rechthebbenden van één zelfden militair, zonder, echter, dat de som der aldus afzonderlijk toegestane tegemoetkomingen grooter mag zijn dan de voor den vader en de moeder bijeen voorziene tegemoetkoming.

XXI. — In 't laatste lid van artikel 27 worden de woorden « artikel 45 », vervangen door « artikel 46 ».

TITEL IV.

Vaststelling der pensioenen.

XXII. — Artikel 28 wordt gewijzigd als volgt :

Het pensioen wegens dienstjaren wordt geregeld naar den graad waarmede de militair bekleed is, indien de belanghebbende, echter, op geen invaliditeitspensioen recht heeft en zijn ouderdomspensioen aanvraagt vooraleer

réglée sur le grade immédiatement inférieur.

Lorsqu'un militaire aura été rayé d'office des contrôles de l'armée, la pension d'ancienneté résultant de droits établis par l'article 2, sera réglée sur le grade dont l'intéressé était revêtu au moment où la qualité militaire lui a été retirée, mais sans le bénéfice prévu à l'article 38.

XXIII. — L'article 29 est complété comme suit :

Pour ceux des intéressés qui ont repris rang dans le corps de la gendarmerie, après avoir été, au cours de la campagne, commissionnés à un grade supérieur dans un corps ou service de l'armée, le temps passé dans cette dernière position restera considéré comme temps d'activité dans leur corps d'origine.

XXIV. — L'article 32 est complété comme suit :

La même indemnité peu, dans les limites et conditions déterminées par arrêté royal, être accordées également aux invalides non mutilés pensionnés par application de l'article 7 de la loi du 23 novembre 1919.

XXV. — L'article 33 est modifié comme suit :

Le bénéficiaire d'une pension définitive ou provisoire, réglée conformément à l'article 30, a droit, en outre, pour chacun de ses enfants légitimes nés ou à naître, dont il a la charge, à des majorations annuelles variant de 30

ten minste één jaar werkelijken dienst in dien graad te hebben, wordt het pensioen geregeld naar den onmiddellijk lageren graad.

Wanneer een militair van ambtswege van de controleboeken van het leger werd geschrapt, wordt het ouderdomspensioen, uit hoofde van in artikel 2 bepaalde rechten, geregeld naar den graad waarmede de belanghebbende bekleed was, op 't oogenblik dat de militaire hoedanigheid hem werd ontnomen, doch zonder het in artikel 38 voorziene voordeel.

XXIII. — Artikel 29 wordt aangevuld als volgt :

Voor de belanghebbenden, die opnieuw werden opgenomen in de gelederen van het gendarmeriekorps, na onder den weldtocht aangesteld te zijn geweest tot een hooger en graad in een korps of dienst van het leger blijft de in dezen laatsten stand doorgebrachte tijd beschouwd als werkelijke dienst in hun oorspronkelijk korps.

XXIV. — Artikel 32 wordt aangevuld als volgt :

Binnen de bij een koninklijk besluit vastgestelde palen en voorwaarden, kan dezelfde vergoeding ook toegestaan worden aan de niet verminkte invaliden, die gepensionneerd werden bij toepassing van artikel 7 der wet van 23 November 1919.

XXV. — Artikel 33 wordt gewijzigd als volgt :

De houder van een overeenkomstig artikel 30 geregeld definitief of voorloopig pensioen heeft, bovendien, voor ieder geboren of ter wereld te komen wettig kind te zijnen laste, recht op jaarlijksche verhoogen gaande van

à 300 francs, suivant le degré d'invalidité. La même disposition s'applique à ses enfants naturels reconnus, nés ou à naître, dans les conditions indiquées à l'article 25.

Ces majorations sont allouées jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans, et sans limite d'âge si l'enfant est atteint d'une infirmité qui le met dans l'impossibilité permanente de pourvoir à sa subsistance.

XXVI. — L'article 34 est modifié comme suit :

La pension pour cause de blessures ou d'infirmités se règle sur le grade dont le militaire est titulaire.

Dans les cas visés au deuxième alinéa de l'article 28, ce grade est celui dont l'intéressé était revêtu au moment où il a cessé de faire partie de l'armée.

D'autre part, pour les militaires ayant participé à la campagne de 1914-1918 antérieurement à l'armistice, la pension peut être réglée sur le grade dont ils étaient titulaires au moment où se place l'origine ou l'aggravation de l'affection dont ils sont atteints, si ce régime leur est plus favorable. Cette faveur est subordonnée aux conditions que l'invalidité ait été contractée dans une unité combattante, qu'elle leur ait fait accorder le bénéfice de l'article 7 de la loi du 23 novembre 1919, qu'elle soit la seule cause de la rétrogradation.

XXVII. — L'article 36 est complété comme suit :

La pension des veuves des militaires morts des suites de blessures, d'accidents

30 tot 300 frank volgens den invaliditeitsgraad. Dezelfde beschikking is toepasselijk op zijne geboren of ter wereld te komen erkende onwettige kinderen, in de onder artikel 25 opgegeven voorwaarden.

Deze verhoogingen worden verleend totdat het kind 18 jaar oud is ; en zonder ouderdomsbeperking, indien het kind aangedaan is van een lichaamsgebrek, waardoor het voor altijd in de onmogelijkheid is in zijn bestaan te voorzien.

XXVI. — Artikel 34 wordt gewijzigd als volgt :

Het pensioen wegens kwetsuren of lichaamsgebreken wordt geregeld naar den graad, waarmede de militair bekleed is.

In de in het tweede lid van artikel 28 bedoelde gevallen is het die graad, waarmede de belanghebbende bekleed was, op 't oogenblik dat hij heeft opgehouden van het leger deel uit te maken.

Anderzijds, voor de militairen die vóór den wapenstilstand den veldtocht 1914-1918 hebben medegemaakt, kan het pensioen geregeld worden naar den graad waarmede zij bekleed waren op 't oogenblik dat de aandoening, waarvan zij aangedaan zijn, ontstaan of verergerd is, indien zulke regeling hun voordeliger is. Deze gunst hangt af van de voorwaarden : dat de invaliditeit werd opgedaan in eene strijdende eenheid, dat zij hun het voordeel heeft doen toekennen van artikel 7 der wet van 23^e November 1919 en dat zij alleen de oorzaak is hunner rangverlaging.

XXVII. — Artikel 36 wordt aangevuld als volgt :

Het pensioen der weduwen van militairen, bezweken aan de gevolgen van

éprouvés ou de maladies contractées durant le service, mais non par le fait du service, lorsqu'il aura été constaté que les causes des blessures, maladies ou infirmités sont indépendantes de la volonté de ces militaires, sera réglée en réduisant de 50 % les taux mentionnés dans les colonnes 2 ou 3 du tableau II joint à la loi du 23 novembre 1919. Toutefois, cette réduction sera de un cinquième seulement, si les causes des blessures, maladies ou infirmités se placent entre le 1^{er} août 1914 et le 30 septembre 1919.

XXVIII. — L'article 37 est modifié comme suit :

La pension de la veuve ou de l'épouse du militaire décédé ou disparu est majorée de 300 francs pour chaque enfant de moins de dix-huit ans, toute limite d'âge disparaissant si l'enfant est atteint d'une infirmité qui le met dans l'incapacité permanente de pourvoir à sa subsistance.

Exception est faite pour l'enfant né 300 jours après la dissolution du mariage ou s'il est établi que, pendant le temps qui a couru depuis le 300^e jusqu'au 180^e jour avant la naissance de cet enfant, le mari, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, a été dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

XXIX. — L'article 39 est modifié comme suit :

Les allocations mentionnées à l'article 22 sont fixées comme suit :

kwetsuren, overkomen ongevallen of opgedane ziekten, onder den dienst, doch niet door den dienst zelf, kan, wanneer er bevonden wordt dat de oorzaken der kwetsuren, ziekten of lichaamsgebreken onafhankelijk zijn van den wil dezer militairen geregeld worden, mits het bedrag, opgegeven in kolommen 2 of 3 der bij de wet van 23^e November 1919 gevoegde tabel 2, met 50 % te verminderen. Deze vermindering bedraagt, echter, maar een vijfde indien de oorzaken der kwetsuren, ziekten of lichaamsgebreken ontstaan zijn tusschen den 1^e Augustus 1914 en den 30^e September 1919.

XXVIII. — Artikel 37 wordt gewijzigd als volgt :

Het pensioen der weduwe of der echtgenoot van den overleden of vermisten militair, wordt verhoogd met 300 frank voor ieder kind beneden de 18 jaar; alle ouderdomsbepanking valt weg wanneer het kind aangedaan is van een lichaamsgebrek, waardoor het voor altijd onbekwaam is in zijn bestaan te voorzien.

Er wordt uitzondering gemaakt voor het kind dat 300 dagen na de ontbinding van het huwelijk geboren is, of wanneer er is gebleken dat de echtgenoot, hetzij uit oorzaak van verwijdering, hetzij tengevolge van onverschillig welke omstandigheid gedurende den verlopen tijd, vanaf den 300^e tot den 180^e dag vóór de geboorte van dit kind, onmogelijk met zijne vrouw daadwerkelijk heeft kunnen samenwonen.

XXIX. — Artikel 39 wordt gewijzigd als volgt :

De bij artikel 22 vermelde tegemoetkomingen zijn vastgesteld als volgt :

	Taux spécial.	Taux normal.		Bijzonder bedrag	Normaal bedrag.
Pour le père et la mère conjointement, et pour la mère seule en cas d'abstention, d'abandon ou de désistement du père. fr.	800	500	Voor den vader en de moeder onverdeeld, of voor de moeder alleen in geval van onthouding verlating of afstand van wege den vader . fr.	800	500
Pour le père remarié ou non, qui est unique bénéficiaire ou qui est reconnu séparément comme ayant-droit	400	300	Voor den al dan niet hertrouwden vader, die alleen recht heeft, of die afzonderlijk als recht-hebbende werd erkend .	400	300
Pour la mère, veuve, divorcée ou non mariée, pourvu qu'elle soit unique bénéficiaire . . .	800	500	Voor de moeder, weduwe uit den echt gescheiden of ongehuwd, die de eenige rechthebbende is	800	500
Pour la mère remariée ou ayant contracté mariage après le décès du militaire et pour la mère qui, sans être unique bénéficiaire, est reconnue séparément comme ayant-droit	400	300	Voor de hertrouwde of sedert het afsterven van den militaire in den echt getreden moeder en voor de moeder die, zonder de eenige rechthebbende te zijn, afzonderlijk erkend werd als rechthebbende.	400	300
Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées depuis le 1 ^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.			Het bijzonder bedrag wordt toegepast indien de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane of verergerde ziekten, vanaf den 1 ^{er} Augustus 1914 tot den 29 ^{en} September 1919 inbegrepen.		
Si le père ou la mère ont perdu plusieurs enfants des suites de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées sous les drapeaux, l'allocation sera augmentée de 300 francs pour chaque enfant décédé à partir du deuxième inclusivement.			Hebben de vader of de moeder verscheidene kinderen verloren, tengevolge van onder de wapens ontvangen kwetsuren of opgedane of verergerde ziekten, dan wordt de tegemoetkoming verhoogd met 300 frank voor ieder overleden kind te beginnen met het tweede inbegrepen.		
Lorsque les époux auront perdu plusieurs enfants parmi lesquels se trouve un enfant naturel reconnu de l'un			Hebben de echtelingen verscheidene kinderen verloren waaronder een door een van beiden erkend onwettig kind,		

d'eux, l'allocation sera établie ainsi qu'il suit :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le père et la mère de l'enfant légitime fr.	800	500

Pour le père ou la mère de l'enfant naturel reconnu, l'allocation ne pourra être augmentée dans des proportions supérieures à l'accroissement prévu par l'alinéa précédent.

XXX. — L'article 40 est modifié comme suit :

Les allocations mentionnées à l'article 23 sont fixées comme suit :

	Taux spécial.	Taux normal.
Pour le grand-père et la grand'mère conjointement; pour le grand-père ou la grand'mère qui est unique bénéficiaire; pour la grand'mère seule en cas d'abstention ou de désistement du grand-père fr.	600	400

Pour chaque couple de grands parents, ou pour chaque grand parent séparément, s'il y a des ayants-droit reconnus dans les deux lignes. fr.

400 300

Pour le grand-père ou la grand'mère remariée. 300 200

Le taux spécial est appliqué si la mort provient de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées

dan wordt de tegemoetkoming vastgesteld als volgt :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den vader en de moeder van het wettelijk kind fr.	800	500

Voor den vader of de moeder van het erkend onwettelijk kind, mag de tegemoetkoming niet opgevoerd worden in hoogere mate dan de bij voorgaand lid voorziene verhooging.

XXX. — Artikel 40 wordt gewijzigd als volgt :

De bij artikel 23 vermelde tegemoetkomingen worden vasgesteld als volgt :

	Bijzonder bedrag.	Normaal bedrag.
Voor den grootvader en de grootmoeder onverdeeld; voor den grootvader of de grootmoeder die eenige rechthebbende is; voor de grootmoeder alleen, ingeval van onthouding of afstand van wege den vader	600	400

Voor ieder paar grootouders of voor iederen grootvader of iedere grootmoeder afzonderlijk, indien er in beide lijnen erkende rechthebend zijn

400 300

Voor den grootvader of de hertrouwde grootmoeder

300 200

Het bijzonder bedrag wordt toegepast wanneer de dood het gevolg is van ontvangen kwetsuren of van opgedane

depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 29 septembre 1919 inclus.

TITRE V.

Dispositions générales.

XXXI. — Les deuxièmes et troisièmes alinéas de l'article 43 sont supprimés.

XXXII. — L'article 46 est modifié comme suit :

a) Pour les militaires retraités avant le 1^{er} août 1914, la revision s'établira en ajoutant à la pension primitive le nombre d'annuités correspondant à la durée des services nouveaux, avec le bénéfice des années de campagne. Ces annuités seront celles fixées par le tableau I annexé à la loi du 25 août 1920 modifiant celle du 23 novembre 1919 et afférentes à leur dernier grade, mais ne seront pas majorés de l'accroissement attribué au temps d'activité dans le grade ;

b) La pension d'ancienneté des militaires retraités avant le 1^{er} août 1914 et qui ont été réintégrés dans les rangs de l'armée active, soit à la suite d'un réengagement, soit en vertu d'un arrêté royal, sera éteinte à partir de la date à laquelle les intéressés auront perçu une solde ou un traitement. La pension à laquelle ils pourront prétendre par la suite, sera calculée conformément à la loi du 23 novembre 1919 modifiée par celle du 25 août 1920 et par la présente loi, et pour la totalité des services donnant droit à une pension militaire.

c) Pour les militaires retraités avant

of verergerde ziekten, vanaf den 1^{en} Augustus 1914 tot den 29^{en} September 1919 inbegrepen.

TITEL V.

Algemeene bepalingen.

XXXI. — Het 2^e en het 3^e lid van artikel 43 worden ingetrokken.

XXXII. — Artikel 46 wordt gewijzigd als volgt :

a) Wat de vóór den 1^{en} Augustus 1914 gepensionneerde militairen betreft, geschiedt de herziening met bij het eerste pension het aantal annuïteiten te voegen dat met den duur der nieuwe diensten overeenstemt, met daarbij het voordeel der oorlogsjaren. Deze annuïteiten zijn die, vastgesteld bij tabel één, gevoegd bij de wet van 25 Augustus 1920, ter wijziging van die van 23 November 1919, in verband met hunnen laatsten graad; maar zij worden niet opgevoerd met de verhooging toegekend aan den in den graad doorgebrachten werkelijken diensttijd;

b) Het pensioen wegens dienstjaren der vóór den 1^{en} Augustus 1914 gepensionneerde militairen, die terug in de gelederen van het werkdadige leger werden opgenomen, hetzij bij eene nieuwe dienstneming, hetzij krachtens een koninklijk besluit, vervalt van den dag af waarop de belanghebbenden eene soldij of eene wedde hebben getrokken. Het pensioen, waarop zij later kunnen aanspraak maken, wordt berekend overeenkomstig de wet van 23 November 1919, gewijzigd bij die van 25 Augustus 1920 en bij onderhavige wet en voor al de diensten bijeen, die op een militair pensioen recht verleenen,

c) Wat de vóór den 1^{en} Augustus

le 1^{er} août 1914, qui feraient valoir une aggravation des infirmités dont ils étaient atteints avant cette date ou l'existence de nouvelles infirmités contractées au cours de la guerre, le degré d'invalidité correspondant aux infirmités existantes au moment de leur reprise en service, sera évalué et il leur sera alloué, au taux prévu pour leur dernier grade, un supplément de pension d'invalidité, déterminé d'après la validité restante;

d) La pension des officiers admis à la retraite en vertu de l'arrêté-loi du 4 août 1917, sera révisée et fixée comme celle des officiers qui tombent sous l'application du 1^o du littéra A de l'article 3 de la loi du 23 novembre 1919, complétée par la présente loi, à moins qu'une modification ne soit survenue dans leur situation;

e) Pour les militaires démissionnés ou congédiés avant le 1^{er} août 1914, ayant repris du service au cours de la guerre et qui ne jouissent pas d'une pension pour invalidité, la pension sera liquidée d'après les dispositions de la loi du 23 novembre 1919, modifiée par celle du 25 août 1920 et par la présente loi, en ce qui concerne les services accomplis depuis le 1^{er} août 1914 et d'après les dispositions antérieures et sur le grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission ou de son congédiement, pour les services accomplis avant le 1^{er} août 1914. Le bénéfice prévu à l'article 58 ne sera accordé qu'en raison du dernier grade dont l'intéressé était titulaire au moment de sa démission ou de son congédiement;

f) La pension d'ancienneté dont sont titulaires les officiers pensionnés qui

1914 gepensionneerde militairen betreft, die eene verergering zouden doen gelden van de gebrekkelijkheden waarvan zij vóór dien datum aangedaan waren, of het bestaan van nieuwe onder den oorlog opgedane gebrekkelijkheden, zal de invaliditeitsgraad bepaald worden die overeenkomt met de lichaamsgebreken die bestonden wanneer zij opnieuw in dienst gestreden zijn, en er zal hun, op voet van hunnen laatsten graad, een pensioenstoeslag wegens invaliditeit verleend worden, berekend naar de overblijvende validiteit.

d) Het pensioen der krachtens de besluit-wet van 4^{en} Augustus 1917 gepensionneerde officieren, zal herzien en vastgesteld worden zooals dit der officieren die onder toepassing vallen van het 1^o van letter A van artikel 3 der wet van 23 November 1919, aangevuld bij onderhavige wet, tenzij hun toestand eene wijziging hebben ondergaan.

e) Wat betreft de voor den 1^{en} Augustus 1914 afgetreden of afgedankte militairen, die onder den oorlog opnieuw dienst genomen hebben en geen invaliditeitspensioen trekken, wordt het pensioen uitbetaald volgens de bepalingen der wet van 23 November 1919, gewijzigd bij die van 25 Augustus 1920 en bij onderhavige wet, wat de sedert den 1^{en} Augustus 1914 vervulde diensten betreft; en volgens de vroegere beschikkingen en den graad van den belanghebbende op 't oogenblik van zijn ontslag of zijne afdanking, voor de diensten vervuld vóór den 1^{en} Augustus 1914.

Het bij artikel 58 voorziene voordeel wordt alleen verleend voor den laatsten graad, waarmede de belanghebbende bekleed was op 't oogenblik van zijn ontslag of zijner afdanking;

f) Het pensioen wegens dienstjaren der gepensionneerde officieren aan wie

ont été admis au bénéfice des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 16 septembre 1919, n° 6138, sera majorée au moment où ils seront définitivement relevés de leurs fonctions.

Cette majoration s'établira en multipliant le nombre d'années de service accomplies dans la position prévue par l'arrêté royal prémentionné, par l'annuité correspondant au grade sur lequel leur pension initiale a été calculée et telle qu'elle est déterminée par la colonne 2 du tableau 1 annexé à la loi du 23 août 1920 modifiant celle du 23 novembre 1919, sans toutefois que le total des années de service entrant en ligne de compte pour la pension et la majoration de pension, puisse dépasser le nombre de quarante, bénéfice des années de campagne non compris, et sans que le bénéfice de l'article 58 puisse s'appliquer aux services nouveaux.

Pour les officiers qui ont été admis au bénéfice de l'arrêté royal susdit, sans être titulaire d'une pension d'ancienneté, faute de réunir les conditions exigées par le 4° de l'article 2 de la présente loi, la majoration sera calculée conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, mais en ajoutant aux services comptant pour cette majoration, leurs services effectifs antérieurs et leurs années de campagne;

g) La pension des officiers qui ont été admis avant l'armistice dans le cadre de réserve des ingénieurs d'artillerie, sera fixée ou révisée d'après les dispositions de la loi du 23 novembre 1919, modifiée par celle du 23 août 1920 et par la présente loi et sur le grade

het voordeel werd verleend der beschikkingen van het koninklijk besluit van 16 September 1919, n° 6138, wordt verhoogd op 't oogenblik dat zij voor goed uit hunne betrekkingen ontslagen worden.

Deze verhooging wordt vastgesteld door het aantal dienstjaren, vervuld inden bij hoogerstaand koninklijk besluit voorzienen stand, te vermenigvuldigen door de annuïteit, die overeenkomt met den graad waarnaar hun eerste pensioen werd berekend en zooals zij vastgesteld is in de 2^e kolom van de bij de wet van 23^e Augustus 1920, ter wijziging van die van 23^e November 1919, gevoegde tabel 1 zonder, echter, dat het totaal der dienstjaren, die voor het pensioen of de pensioensverhooging in aanmerking komen, het getal veertig moge overtreffen, het voordeel der oorlogsjaren niet inbegrepen, en zonder dat het voordeel van artikel 58 op de nieuwe diensten toepasselijk weze.

Voor de officieren die het voordeel van hoogervermeld koninklijk besluit gehad hebben zonder houder te zijn van een pensioen wegens dienstjaren, omdat zij niet in de voorwaarden verkeerden, vereischt bij het 4° van artikel 2 van onderhavige wet, wordt de verhooging berekend overeenkomstig de bepalingen van voorgaand lid, maar met toevoeging van hunne vroegere werkelijke diensten en hunne oorlogsjaren bij de voor deze verhooging in aanmerking komende diensten.

g) Het pensioen der officieren, die vóór den wapenstilstand in het reservekader van de ingenieurs der artillerie waren, zal vastgesteld of herzien worden volgens de beschikkingen der wet van 23 November 1919, gewijzigd bij die van 23 Augustus 1920 en bij onder-

auquel ils étaient assimilés au moment où ils ont été démobilisés;

h) Les officiers de réserve pensionnés qui se soumettent à des rappels en temps de paix, pourront obtenir une revision de leur pension d'ancienneté, en raison des services effectifs complémentaires ainsi accomplis; cette revision s'effectuera sur le grade dont ils étaient revêtus au moment de leur mise à la retraite.

En outre, ceux de ces officiers qui jouissent d'une pension d'invalidité, pourront obtenir une majoration de celle-ci si les fatigues, dangers ou accidents résultant du service inhérent aux rappels susdits et ayant donné lieu, au cours de ces derniers, à constatation régulière, ont aggravé de 10 %, au moins les affections qui ont motivé les droits à cette pension ou ont provoqué des affections nouvelles entraînant une invalidité de 10 %, au moins; cette majoration sera réglée d'après le grade dont ces officiers de réserve étaient revêtus au moment où se sont ouverts les droits nouveaux.

XXXIII. — L'article 53 est modifié comme suit :

La supputation du bénéfice prévu par les articles 51 et 52 s'établit, pour chacun d'eux, en totalisant les périodes de service à faire valoir.

La fraction d'année que comporte éventuellement le total sera comptée pour un an, en ce qui regarde le bénéfice prévu par l'article 51; la fraction de mois sera comptée pour un mois, en

havige wet, en naar den graad, waarmede zij op 't oogenblik hunner demobilisatie gelijkgesteld waren ;

h) De gepensionneerde reserve-officieren, die zich in vreedstijd aan wederoproeping onderwerpen, kunnen voor de aldus vervulde bijkomende werkelijke diensten. eene herziening van hun pensioen wegens dienstjaren bekomen; deze herziening geschiedt naar hunnen graad van op 't oogenblik dat zij gepensionneerd werden.

Bovendien, kunnen de officieren van deze categorie, die een invaliditeitspensioen trekken, eene verhooging van dit pensioen bekomen. Daartoe wordt vereischt dat de vermoeienissen, gevaren of ongevallen, die het gevolg zijn van den dienst, opgelegd door de bovenvermelde wederoproeping, en die onder deze wederoproeping regelmatig werden vastgesteld, de aandoening, welke tot de rechten op bovenstaand pensioen heeft aanleiding gegeven, ten minste met 10 % hebben verergerd of nieuwe aandoeningen hebben doen ontstaan gevolgd van eene invaliditeit van ten minste 10 %; deze verhooging wordt geregeld volgens den graad van deze reserve-officieren op 't oogenblik dat de nieuwe rechten ontstaan zijn.

XXXIII. — Artikel 53 wordt gewijzigd als volgt :

De berekening van het bij artikelen 51 en 52 voorziene voordeel geschiedt voor elk artikel door samenstelling van de in aanmerking te nemen diensttermijnen.

Het jaaronderdeel, bekomen in de berekening der diensten, die het bij artikel 51 voorziene voordeel verleen, telt voor één jaar; voor de diensten, die aanleiding geven tot het bij artikel 52

ce qui regarde le bénéfice prévu par l'article 52.

En outre, il sera compté une année supplémentaire aux militaires ayant pris part à la campagne de 1870.

XXXIV. — L'article 57 est modifié comme suit :

Les pensions du personnel subalterne du corps de la gendarmerie, ainsi que les pensions de leurs veuves, orphelins et autres ayants-droit éventuels, sont réglées d'après les assimilations de grade ci-après :

a) Les sous-officiers au grade d'adjudant ;

b) Les brigadiers au grade de sergent-major ;

c) Les gendarmes au grade de sergent.

XXXV. — Les modifications suivantes sont apportées à l'article 58 :

1^o Le pénultième alinéa est rédigé comme suit :

Sauf dans les cas d'application des 1^o et 5^o de l'article 3 il ne pourra jamais être attribué à un militaire d'un grade déterminé, une pension inférieure à celle qu'il aurait obtenue dans un des grades précédents, même s'il n'en a pas exercé les fonctions.

En conséquence, si la pension est calculée sur un grade dont l'intéressé a été précédemment revêtu, c'est la date de promotion à ce grade qui sert de base à la majoration prévue par le tableau ci-dessus ; si la pension est calculée sur un grade dont l'intéressé n'a pas exercé les fonctions, cette majoration se compte à dater de la promo-

voorzien voordeel, komt het maandonderdeel in aanmerking voor ééne maand.

Daarenboven, wordt er nog één jaar geteld voor de militairen, die den veldtocht van 1870 hebben medegemaakt.

XXXIV. — Artikel 57 wordt gewijzigd als volgt :

De pensioenen van het lager personeel van het Gendarmeriekorps, evenals de pensioenen hunner weduwen, weezen en andere gebeurlijke rechthebbenden, worden geregeld volgens de onderstaande graadgelijkstellingen :

a' De onderofficieren met den graad van adjudant ;

b) De brigadiers met den graad van sergeant-majoor ;

c) De gendarmen met den graad van sergeant.

XXXV. — Artikel 58 wordt aldus gewijzigd :

1^o Het voorlaatste lid luidt als volgt :

Behalve bij toepassing van het 1^o en het 5^o van artikel 3, mag er een militair van bepaalden graad nooit een pensioen toegekend worden, lager dan het pensioen, dat hij zou verkregen hebben in een der vorige graden, zelfs indien hij er den dienst niet had van waargenomen.

Wordt, dienvolgens, het pensioen berekend naar eenen graad, waarmede de belanghebbende vroeger bekleed was, dan wordt de bij hoogerstaande tabel voorziene verhooging verleend op grond van den datum der bevordering tot dien graad ; wordt het pensioen berekend naar eenen graad, waarvan de belanghebbende den dienst niet heeft uitge-

tion au grade qu'il occupe au moment de sa mise à la retraite ;

2° Dans le dernier alinéa, les mots « prévue par l'article 54 » sont remplacés par « prévue par le présent article ».

XXXVI. — L'article 59 est modifié comme suit :

Les rentes afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang inférieur à celui d'officier, ou aux militaires qui ont été replacés à ce rang par suite du retrait d'une commission d'officier, sont fixées aux taux suivants :

Ordre de Léopold II.	100 francs.
Ordre de la Couronne	150 »
Ordre de Léopold.	200 »

Ces rentes peuvent être cumulées.

Les veuves et orphelins des militaires de rang inférieur, à celui d'officier qui ont droit à la pension fixée conformément aux indications de la colonne 4 du Tableau III joint à la loi du 23 novembre 1919, verront cette pension majorée de 50 francs et portée, en conséquence, aux taux suivants, depuis la date où elle prend cours, ou depuis le 1^{er} décembre 1919, si la pension prend cours avant cette date :

Grade du militaire.	Taux de la pension.
Adjudant	fr. 2,075
Premier sergent-major	2,000
Sergent-major	1,925
Premier sergent	1,850
Sergent	1,775
Caporal	1,625
Soldat	1,550

oefend, dan wordt deze verhooging geteld vanaf den datum der bevordering tot den graad, waarmede hij op 't oogenblik van zijne pensionneering bekleed is ;

2° In het laatste lid worden de woorden « bij artikel 54 voorziene » vervangen door « bij onderhavig artikel voorziene ».

XXXVI. — Artikel 59 wordt gewijzigd als volgt :

De aan de nationale orden verbonden renten, verleend aan de militairen beneden den graad van officier of aan de militairen, die tot dien rang werden terugverlaagd, ingevolge de intrekking eener aanstelling tot officier, worden op onderstaande bedragen vastgesteld.

Orde van Leopold II.	fr. 100
Kroonorde.	150
Leopoldsorde.	200

Deze renten kunnen samen gaan.

Voor de weduwen en weezen der militairen beneden den graad van officier, die recht hebben op het pensioen, vastgesteld overeenkomstig de aanwijzingen der vierde kolom van de bij de wet van 23 November 1919 gevoegde tabel, wordt dit pensioen verhoogd met 50 frank en bijgevolg tot het onderstaande bedrag opgevoerd, van den datum af waarop het ingaat of vanaf den 1^{er} December 1919 indien het pensioen vóór dien datum ingaat.

Graad van den militair.	Pensioen- bedrag.
Adjudant	fr. 2,075
Eerste sergeant-majoor	2,000
Sergeant-Majoor	1,925
Eerste sergeant	1,850
Sergeant	1,775
Korporaal	1,625
Soldaat	1,550

De plus, si le militaire dont le décès ou la disparition a ouvert des droits à la pension indiquée ci-dessus, était titulaire ou décoré à titre posthume de l'Ordre de la Couronne ou de l'Ordre de Léopold avec attribution de la palme, cette pension sera également majorée d'une somme équivalente à la moitié de la rente afférente aux Ordres prémentionnés.

XXXVII. — L'article 61 est complété comme suit :

On agira de même dans le cas où les avances faites aux veuves ou autres ayants droit y assimilés ont été imputées sur un budget autre que celui de la guerre ou de la défense nationale. En ce cas aussi, l'excédent restera acquis si, à la date de la cessation du paiement de ces avances, les sommes reçues réglementairement sont supérieures aux droits nouveaux.

XXXVIII. — L'article 63, modifié par l'article 3 de la loi du 9 août 1920, est rédigé comme suit :

Les pensions et allocations militaires sont personnelles et viagères; elles sont incessibles et insaisissables, excepté en cas de débet envers l'État ou dans les circonstances prévues par les articles 203, 205 et 214 du Code civil ou en vue d'assurer l'exécution des obligations résultant des contrats conclus conformément à l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1920 relative aux opérations de prêt à faire aux invalides de la guerre.

Dans les trois cas, les pensions et allocations sont passibles de retenues qui ne peuvent excéder le cinquième de

Bovendien, zoo de militair, wiens afsterven of vermissing, rechten op bovenvermeld pensioen heeft verleend, houder was van, of na zijnen dood, vereerd werd met de Kroonorde of de Leopoldsorde met palm dan wordt dit pensioen eveneens verhoogd met eene som gelijk aan de helft van de rente die voor de hoogerstaande orden toegekend is.

XXXVII. — Artikel 61 wordt aangevuld als volgt :

Hetzelfde geldt wanneer de voorschotten, verleend aan de weduwen of andere daarmede gelijkgestelde rechthebbers ten laste vallen eener andere Begrooting dan die van Oorlog of van Landsverdediging. Ook, in dit geval, blijft het overschot hun ten goede, indien de regelmatig getrokken sommen op den dag dat de uitbetaling van die voorschotten werd gestaakt, grooter zijn dan de nieuwe rechten.

XXXVIII. — Artikel 63, gewijzigd bij artikel 3 der wet van 9^e Augustus 1920, wordt opgesteld als volgt :

De militaire pensioenen en tegemoetkomingen zijn persoonlijk en levenslang; zij zijn onafstaanbaar en onaantastbaar, behalve ingeval van schuld jegens den Staat of in de bij artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek voorziene omstandigheden, of om de uitvoering der verplichtingen te verzekeren, ingevolge de overeenkomsten, gesloten overeenkomstig artikel 1 der wet van 9^e Augustus 1920 op de leeningen toe te staan aan de oorlogsinvaliden.

In de drie gevallen, kunnen er op de pensioenen en tegemoetkomingen, afhoudingen gedaan worden, die, uit

leur montant pour cause de débet, le tiers pour aliment et le tiers pour l'exécution des obligations.

En aucun cas, l'ensemble des retenues ne pourra dépasser les deux tiers des pensions et allocations.

Si cette quotité était dépassée, il y aurait lieu à réduction des retenues en proportion du montant de chacune fixé d'après les quotités ci-dessus.

Hors les cas prévus par la loi, le droit à la jouissance d'une pension ou d'une allocation ne peut résulter de l'extinction du droit revenant précédemment à un ayant droit quelconque.

XXXIX. — Le deuxième alinéa de l'article 64 est supprimé.

XL. — L'article 65 est modifié comme suit :

1° Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions, allocations ou rentes est suspendu :

a) Par la condamnation à une peine criminelle, pendant la durée de la peine;

b) Lorsque sous le coup de poursuites judiciaires ou de condamnation à une peine d'emprisonnement, l'intéressé réside en pays étranger;

c) Lorsque la veuve aura été déchue de la puissance paternelle, pendant la durée de la déchéance, ainsi que dans les cas d'indignité prévus à l'article 13;

d) Par les circonstances qui font perdre la qualité de Belge, pendant la privation de cette qualité; toutefois, les droits restent entiers pour les veuves ou autre ayants droits y assimilés qui, par

hoofde van schuld, geen vijfde, van levensonderhoud en van uitvoering der verplichtingen, geen derde van het bedrag er van mogen te boven gaan.

In geen geval, mogen al de afhoudingen bijeen de twee derden der pensioenen en toekenningen overtreffen.

Moesten de afhoudingen dit aandeel te boven gaan, dan zouden zij dienen verminderd, in de mate van het op bovenstaanden voet voor elke afhouding vastgesteld bedrag.

Buiten de bij de wet voorziene gevallen, kan het recht op het genot van een pensioen of van eene tegemoetkoming niet ontstaan uit het vervallen van het recht, dat vroeger aan om 't even welken rechthebbende toekwam.

XXXIX. — Het tweede lid van artikel 64 wordt ingetrokken.

XL. — Artikel 65 wordt gewijzigd als volgt :

1° Het recht op het bekomen of op het genot der militaire pensioenen, tegemoetkomingen of renten, wordt onderbroken :

a) Bij veroordeeling tot eene lijfstraf, onder den duur der straf;

b) Indien de belanghebbende buiten het land verblijft, wanneer hij rechterlijk vervolgd wordt of tot eene gevangenisstraf veroordeeld is.

c) Wanneer de weduwe van haar ouderlijke macht vervallen is, onder den duur van het verval, evenals in de bij artikel 13 voorziene gevallen van onwaardigheid;

d) Door de omstandigheden waaruit verlies der hoedanigheid van Belg volgt, gedurende de berooving van deze hoedanigheid, de rechten blijven, echter, algeheel voor de weduwen of andere

suite du décès de l'époux, recouvrent une nationalité autre que celle d'un pays ayant été en guerre avec la Belgique de 1914 à 1919, ou acquièrent cette nationalité par un nouveau mariage, pour autant que les intéressés n'aient pas droit à une pension servie par un Gouvernement étranger;

2°) Les dispositions de la loi du 23 novembre 1919 modifiée par la présente loi, relatives aux pensions d'invalidité et aux pensions de veuves et orphelins, sont applicables aux étrangers admis à servir à ce titre dans les rangs de l'armée belge, ainsi qu'à leurs veuves et orphelins;

3°) Les enfants mineurs dont la mère est privée de la pension pour une des causes prévues au présent article, seront, pendant la durée de cette privation, considérés comme orphelins.

XLI. — L'article 66 est complété comme suit :

Est autorisé, de même, le cumul du traitement ou de la solde d'activité avec la pension d'invalidité, pour les militaires atteints de blessures provenant d'événements de guerre ou d'infirmités causées ou aggravées par les fatigues, accidents ou dangers du service militaire en temps de guerre et néanmoins admis à rester au service actif, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 23 novembre 1919, modifiée par la présente loi.

Les officiers de réserve pensionnés qui se soumettent à des rappels peuvent cumuler la pension d'invalidité avec le traitement auquel ils ont droit du chef de ces rappels

daarmee gelijkgestelde rechthebbenden, die door het overlijden van den echtgenoot eene andere nationaliteit verkrijgen dan die van een der landen, die van 1914 tot 1919 tegen België oorlog hebben gevoerd, of die deze nationaliteit verkrijgen door een nieuw huwelijk, voor zooveel de belanghebbenden geen recht hebben op een door eene andere Regeering toegestaan pensioen.

2° De beschikkingen der wet van 23 November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet, betreffende de invaliditeitspensioenen, en de pensioenen voor weduwen en weezen, zijn toepasselijk op de vreemdelingen, die in die hoedanigheid bij het leger mogen dienen, evenals aan hunne weduwen en weezen;

3° De minderjarige kinderen wier moeder voor eene der bij onderhavig artikel voorziene oorzaken, van het pensioen beroofd wordt, worden onder den duur dezer berooving, beschouwd als weezen.

XLI. — Artikel 66 wordt aangevuld als volgt :

Evenzoo mag de activiteits-wedde of soldij samengaan met het invaliditeitspensioen, voor de militairen met in oorlogsgebeurtenissen ontvangen kwetsuren, of die aangedaan zijn van gebreken, veroorzaakt of verergerd door de vermoenissen, gevaren of ongevallen van den militairen dienst in oorlogstijd, en die niettemin in werkelijken dienst mogen blijven, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 8 der wet van 23 November 1919, gewijzigd bij onderhavige wet.

De gepensioneerde reserve officieren, die er in toestemmen terug onder de wapens geroepen te worden, mogen het invaliditeitspensioen en de aan deze wederoproeping verbonden wedde te gelijk genieten.

XLII. — L'article 67 est modifié comme suit :

1° La formation et le fonctionnement des commissions chargées de statuer sur les droits aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmités, sont déterminées par un arrêté royal. Ces commissions comprennent, pour l'examen des militaires et assimilés ayant participé à la campagne, un tiers au moins d'invalides de guerre, en jouissance d'une pension définitive ou en possession de droits à cette pension ;

2° Un arrêté royal déterminera, de même, la formation et le fonctionnement des commissions qui seront chargées de statuer sur les droits des veuves, orphelins, ascendants et autres ayants droit y assimilés, aux pensions ou allocations prévues par la loi, dans tous les cas où ces droits ne seront pas établis de façon certaine par les éléments du dossier constitué au Département de la Défense Nationale ;

3° Les décisions des commissions mentionnées aux 1° et 2° ci-dessus, seront susceptibles d'appel : le recours sera porté devant une juridiction supérieure, statuant en dernier ressort, et composée, par tiers, de magistrats, d'invalides répondant aux conditions déterminées au 1° du présent article, et de fonctionnaires ;

4° L'instruction de toutes les affaires devant les Commissions prévues au présent article se fera sans frais.

ART. 2.

L'article 6 de la loi du 25 août 1920,

XLII. — Artikel 67 wordt gewijzigd als volgt :

1° De inrichting en de werking der Commissies, die gelast zijn te beslissen over de rechten op de pensioenen voor kwetsuren of gebrekkelijkheden, worden bij een koninklijk besluit vastgesteld. Voor het onderzoek der militairen en gelijkgestelden, die den veldtocht hebben medegemaakt, begriepen deze Commissies ten minste, een derde oorlogsinvaliden, die een definitief pensioen trekken of rechten op dit pensioen bezitten ;

2° Een koninklijk besluit zal eveneens de inrichtingen de werking bepalen der Commissies, die gelast zijn te beslissen over de rechten van de weduwen, weezen, verwanten in opgaande lijn en andere daarmede gelijkgestelde rechthebbenden, op de bij de wet voorziene pensioenen of tegemoetkomingen, in al de gevallen waarin deze rechten niet op onbetwistbare wijze blijken, uit de stukken van het op het Departement van Landsverdediging opgemaakt dossier.

3° Tegen de beslissingen van de bij bovenstaande 1° en 2° vermelde Commissiën mag beroep aangeteekend worden : het beroep moet ingediend worden bij eene hoogere rechtsmacht, die in laatste aanleg uitspraak doet, en bij derden samengesteld is uit magistraten, invaliden, die in de bij het 1° van onderhavig artikel bepaalde gevallen verkeerden, en ambtenaren.

4° Het onderzoek van alle zaken voor de bij onderhavig artikel voorziene Commissiën is kosteloos.

ART. 2.

Artikel 6 der wet van 25^e Augustus

relative aux pensions militaires, est modifié comme suit :

Le traitement servant de base à la pension est le maximum attribué au grade dont l'intéressé est porteur ou auquel il est assimilé, au moment de sa mise à la pension.

Toutefois, la pension d'ancienneté des chefs de musique non assimilés aux officiers, des sous-chefs de musique, des musiciens, des clairons et trompettes sera réglée sur le traitement maximum qui leur est attribué, à moins que les intéressés n'aient avantage à se voir appliquer la disposition prévue au premier alinéa ci-dessus.

ART. 3.

Les dispositions non abrogées des lois du 23 novembre 1919, du 25 août 1920, et celles des articles 1 et 2 de la présente loi, seront coordonnées par arrêté royal et publiées au *Moniteur*.

ART. 4.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des Combattants de la guerre de 1914-1918 :

A. Le dernier alinéa de l'article 9 est modifié comme suit :

La rente sera payable, quel que soit le nombre de chevrons :

a) A l'âge de 50 ans pour les ayants droit qui sont en jouissance d'une pension définitive d'invalidité ou en possession de droits à cette pension ;

b) A l'âge de 55 ans pour les infirmières.

1920, op de militaire pensioenen wordt gewijzigd als volgt :

Het pensioen wordt berekend op grond der hoogste wedde verbonden aan den graad, waarmede de belanghebbende op 't oogenblik zijner pensionneering bekleed of gelijkgesteld is.

De pensioenen voor dienstjaren der niet met de officieren gelijkgestelde muzikmeesters, van de ondermuzikmeesters, muzikanten, hoornblazers en trompetters, wordt berekend op de hun toegekende hoogste wedde, tenzij de toepassing der bij het hoogerstaand eerste lid voorziene beschikking, voor de belanghebbenden voordeeliger weze.

ART. 3.

De niet ingetrokken beschikkingen der wetten van 23ⁿ November 1919, van 25ⁿ Augustus 1920 en die van artikelen 1 en 2 van onderhavige wet, zullen bij koninklijk besluit samengeordend en door den *Moniteur* bekend gemaakt worden.

ART. 4.

Aan de wet van 1ⁿ Juli 1919 houdende instelling eener begiftiging ten voordeele der strijders van den oorlog 1914-1918, worden de volgende wijzigingen toegebracht :

A. — Het laatste lid van artikel 9 wordt gewijzigd als volgt :

De rente is betaalbaar welk ook het aantal frontstrepen weze :

a) Op den ouderdom van vijftig jaar voor de rechthebbenden met een definitief invaliditeitspensioen of met rechten op dit pensioen ;

b) Op den ouderdom van vijf en vijftig jaar voor de ziekenverpleegsters.

B. — Il est ajouté un article 11^{bis} rédigé comme suit :

Art. 11^{bis}. — Lorsque le défunt laisse des enfants mineurs issus d'un mariage antérieur, la rente à laquelle aurait droit la veuve, se partage également entre les deux lits.

Une des parts est attribuée aux enfants du premier lit, jusqu'à ce que le plus jeune ait atteint l'âge de 18 ans; l'autre est attribuée à la veuve et, à son défaut, aux enfants issus de son mariage avec le défunt.

Lorsque le droit à la rente s'éteint dans une des branches, la part de cette dernière s'ajoute à la part de la branche restante si celle-ci se trouve encore en possession de droits à la rente.

En cas de pluralité de mariages antérieurs, le partage de la rente s'effectue d'après les mêmes règles.

C. — L'article 12 est modifié comme suit :

En cas de séparation de corps prononcée à la requête du mari, la veuve d'un militaire ne peut prétendre à la rente des chevrons. Dans ce cas et dans celui du divorce, les enfants, s'il y en a, seront considérés comme orphelins.

Il en sera de même lorsque la femme aura été jugée indigne d'obtenir la pension prévue par la loi sur les pensions militaires ou lorsqu'elle aura été déchue de la puissance paternelle, sauf à être réintégrée dans ses droits, si elle vient à être restituée dans la puissance paternelle.

B. — Er wordt een artikel 11^{bis} bijgevoegd, opgesteld als volgt :

Art. 11^{bis} — Wanneer de overledene minderjarige, uit een vroeger huwelijk gesproten kinderen nalaat, wordt de rente, waarop de weduwe recht zou hebben, gelijkmatig tusschen de twee bedden verdeeld.

Een der aandeelen wordt toegekend aan de kinderen van het eerste bed tot dat het jongste kind den ouderdom van 18 jaar bereikt heeft; het andere wordt toegekend aan de weduwe, en bij dezer ontstentenis, aan de uit haar huwelijk met de afgestorvene gesproten kinderen.

Wanneer het recht op de rente in een der takken verdwijnt, wordt het deel van dezen laatsten bij het deel van den overblijvenden tak gevoegd, indien deze nog rechten op de rente bezit.

Ingeval van verscheidene vroegere huwelijken, geschiedt de verdeling van het pensioen volgens dezelfde regelen.

C. Artikel 12 wordt gewijzigd als volgt :

Ingeval van scheiding bij lijve uitgesproken op verzoek van den echtgenoot, kan de weduwe van een militair geene aanspraak maken op de rente voor frontstrepn. In dit geval en in geval van echtscheiding worden de kinderen, die er mochten zijn, als weezen beschouwd.

Hetzelfde geldt wanneer de weduwe onwaardig werd bevonden het bij de wet op de militaire pensioenen voorzien pensioen te bekomen, of wanneer zij van het ouderlijk gezag vervallen verklaard werd, met dien verstande dat zij in hare rechten hersteld wordt, moest zij de ouderlijke macht terug verkrijgen.

D. — L'article 13 est modifié comme suit :

La veuve qui contracte un nouveau mariage conserve ses droits à la rente. Toutefois la veuve qui n'aura pas conservé la tutelle des enfants issus de son mariage avec le militaire décédé, ne percevra que la moitié de la rente jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 18 ans. L'autre moitié sera déléguée à titre personnel à ces enfants, jusqu'à ce que le dernier d'entre eux ait atteint l'âge précité et sera payée entre les mains de leur tuteur légal.

E. — Il est ajouté un article 14^{bis} rédigé comme suit :

ART. 14^{bis}. — Les dispositions des articles 10, 11 et 14 s'appliquent également à la fille-mère dont les enfants naturels ont été reconnus ou ont été légitimés par application de la loi du 29 juillet 1921 et, le cas échéant, à ces enfants, si leur mère est décédée ou n'a pas bénéficié des dispositions précitées.

Pour avoir droit à celles-ci, il faut que les enfants naturels aient été conçus avant le fait qui donne ouverture à la rente et qu'ils aient été reconnus dans les deux mois de leur naissance.

Toutefois, en ce qui concerne les enfants naturels nés avant le 1^{er} octobre 1919, il suffit que la reconnaissance ait eu lieu antérieurement à cette date.

En cas de reconnaissance judiciaire, il faut que la conception soit antérieure au fait qui donne ouverture à la rente.

La reconnaissance de l'enfant sera admise dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, si

D. Artikel 13 wordt gewijzigd als volgt :

De weduwe, die hertrouwt, behoudt hare rechten op de rente. De weduwe, echter, die de voogdij niet heeft behouden over de uit haar huwelijk met den overleden militair gesproten kinderen, trekt maar de helft van het pensioen, totdat het jongste der kinderen den leeftijd van achttien jaren heeft bereikt.

De andere helft gaat op deze kinderen zelf over, totdat het laatste onder hen den hoogervermeldten leeftijd bereikt heeft en wordt in handen van hun wettigen voogd uitgekeerd.

E. — Er komt een artikel 14^{bis} bij, opgesteld als volgt :

ART. 14^{bis}. — De beschikkingen van artikelen 10, 11 en 14 zijn ook toepasselijk op de ongehuwde moeder, wier onwettige kinderen erkend en gewettigd werden, bij toepassing der wet van 29 Juli 1921, en desgevallend, op die kinderen, indien hunne moeder overleden is of de voorgaande beschikkingen niet genoten heeft.

Om op die beschikking recht te hebben, moeten de onwettige kinderen, voor het feit dat aanleiding tot het pensioen geeft, verwekt en binnen de twee maanden na hunne geboorte erkend zijn geworden.

Wat echter, de vóór de 1^{er} October 1919 geboren onwettige kinderen betreft, volstaat het dat de erkenning vóór dezen datum plaats hebbe gevonden.

Ingeval van gerechtelijke erkenning moet de verwekking ouder zijn dan het feit, dat op de rente recht verleent.

De erkenning van het kind zal binnen de zes maanden na de afkondiging van onderhavige wet worden aanvaard,

des circonstances de fait dûment justifiées l'ont empêché jusqu'ici.

F. L'article 17 est complété comme suit :

Il en sera de même pour les ayants-droit prévus à l'article 14^{bis}.

G. L'article 22 est modifié comme suit :

Les dispositions de l'article 65 de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires modifié par la présente loi, sont applicables à la rente des chevrons de front.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1922.

indien behoorlijk gerechtvaardigde daadwerkelijke omstandigheden zulks tot nogtoe verhinderd hebben.

F. — Artikel 17 wordt aangevuld als volgt :

Hetzelfde geldt voor de bij artikel 14^{bis} voorziene rechthebbenden.

G. — Artikel 22 wordt gewijzigd als volgt :

De beschikkingen van artikel 65 der wet van 23^e November 1919 op de militaire pensioenen, gewijzigd bij onderhavige wet, zijn toepasselijk op de rente voor frontstrepn.

Gegeven te Brussel, den 13^e Juni 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.